

Les ASSOCIATIONS
dans la VIE et la
POLITIQUE
CULTURELLES

Regards croisés

Sous la direction de
Pierre MOULINIER

La célébration du centenaire de la loi de 1901 est l'occasion pour la nation de rendre hommage à la multitude des responsables, souvent bénévoles, des associations qui maillent le territoire français et à l'action de ces dernières. La reconnaissance de nos compatriotes est illustrée, s'il était nécessaire, par la dernière enquête de la Direction de l'animation de la recherche du Ministère de l'emploi et de la solidarité sur « les attentes des Français en matière de services » : 84 % d'entre eux estiment que le secteur associatif est particulièrement apte à répondre aux besoins prioritaires de la population, contre 79 % qui créditent de la même aptitude le service public et les collectivités locales et 66 % les entreprises privées ¹.

Il incombait au Ministère de la culture et de la communication de contribuer à ces hommages, non par conformisme, mais en raison de la dette qu'il a envers le mouvement associatif culturel, l'un des plus fourmillants et des plus dynamiques, comme le montrent diverses contributions de cet ouvrage. Les associations culturelles constituent, selon l'expression de Pierre Moulinier, « l'infanterie » de la vie artistique et patrimoniale.

Mouvement fourmillant et dynamique, oui certes, mais aussi continent largement inconnu. Si l'on sait, grâce aux travaux de quelques chercheurs, dont Viviane Tchernonog qui présente ici les résultats de la plus récente investigation sur le monde associatif, que les associations du secteur culturel peuvent être estimées à environ 157 000 – sur un total de 880 000 –, soit près d'une sur cinq (18 %), on ne dispose que d'informations fragmentaires et générales sur ces organismes d'une grande diversité. Un très petit nombre d'historiens se sont attaqués à l'histoire de certains types d'associations, mais aucune synthèse n'existe sur l'histoire *des* associations culturelles, il est vrai très difficile à établir en raison de l'hétérogénéité du champ. Peu de travaux sociologiques ont porté sur les associations œuvrant dans l'un ou l'autre des secteurs culturels : le plus récent, à l'initiative du DEP, s'attache à recenser et étudier les associations patrimoniales de trois départements français ; deux autres investigations, dans le cadre des travaux du DEP sur les amateurs, ont été consacrées aux chorales et aux fédérations d'associations musicales. Le thème de la vie associative est généralement abordé de manière incidente dans des recherches portant sur des sujets différents, qu'il s'agisse de monographies de collectivités territoriales, d'études de politiques publiques de la culture, de recherches sur un domaine culturel, d'analyses de l'emploi culturel, etc. Aucune évaluation n'a été effectuée de la contribution des associations à la vie

1. « Les attentes des Français en matière de services », *Premières informations et premières synthèses*, n° 18.2, mai 2000, DARES.

culturelle locale, régionale ou nationale, et il pourrait être stimulant pour le monde des universités et de la recherche de tenter l'aventure.

L'ambition du présent ouvrage est modeste. Face à cet iceberg des associations culturelles dont on ne connaît que la cime, les grandes institutions qui utilisent la loi de 1901 pour sa commodité, les fédérations nationales, les structures de coordination entre l'État et les collectivités territoriales, nous souhaitons ouvrir le dossier, faire le point sur nos connaissances et nos ignorances, éclairer les questions posées aux pouvoirs publics par l'existence souvent inconfortable du tiers-secteur dans le champ culturel, susciter de nouvelles investigations dans toutes les disciplines concernées : l'histoire, le droit, la sociologie, l'économie, la statistique, la politologie.

Ces diverses disciplines ont été ici convoquées. Pierre Moulinier ouvre le dossier en situant la place des associations dans les politiques culturelles. C'est l'occasion de pointer le paradoxe qui oriente de longue date la « politique associative » du Ministère de la culture, lequel privilégie le professionnalisme et la qualité scientifique ou artistique et, dans le même temps, utilise abondamment la loi de 1901 comme support juridique de ses institutions. Les collectivités locales, et notamment les communes, accordent en revanche toute leur place aux associations qui animent la vie locale. L'auteur esquisse une typologie des associations culturelles, met en parallèle le développement associatif et les politiques culturelles (mesures en faveur de la démocratisation culturelle, décentralisation artistique, coopération État-collectivités territoriales, politiques contractuelles, aménagement du territoire, politique européenne), rappelle les apports positifs de la vie associative au développement culturel (esprit d'innovation, développement de l'emploi, essor du lien social, conseil, etc.), avant de pointer les problèmes posés à l'État par le monde associatif, du choix de la loi de 1901 pour le statut des équipements aux problèmes économiques et d'administration des structures associatives.

Cette importante exploitation de la formule associative pour la gestion des activités culturelles soulève de nombreuses questions qu'Eric Baron, avocat à la Cour, analyse méthodiquement. Du fait de sa spécificité (souplesse de gestion, non-lucrativité), le tiers secteur associatif appelle de nombreuses critiques tirées de la pratique : beaucoup d'associations ne seraient que des façades, des démembrements du service public, souvent « instrumentalisées » par les pouvoirs publics, peu transparentes et échappant aux contrôles et leur caractère non lucratif ne serait pas toujours réel. La contribution d'Eric Baron resitue ces critiques dans le contexte spécifique du champ culturel.

Quelles sont les caractéristiques des associations culturelles ? A partir d'une enquête menée en 1999 pour le Ministère de l'emploi et de la solidarité, la Fondation de France et la Fédération nationale du Crédit mutuel, Viviane Tchernonog s'efforce de situer la spécificité des associations culturelles dans le secteur associatif français. On apprend ainsi que leur durée de vie est plus courte que celle des autres associations, que beaucoup d'entre elles ont peu d'employés ou s'appuient sur le bénévolat, qu'elles recourent largement aux

emplois à temps partiel et aux mises à disposition, et que leurs principaux partenaires publics sont les communes et l'État. Une minorité des associations culturelles (16 %) capte 80 % des ressources totales de ces associations et 72 % de leur emploi.

La parole est ensuite aux historiens. Loïc Vadelorge esquisse courageusement une histoire du fait associatif dans les politiques culturelles locales sur la longue durée, de l'Ancien Régime à nos jours. Avant la III^e République, c'est la méfiance qui règne à l'égard des corps intermédiaires, et des associations en particulier, qui sont sévèrement contrôlées ; cela n'empêche pas la création de nombre de sociétés savantes et d'associations musicales. Entre 1880 et 1940 – et bien avant la date de 1901 – on assiste à une floraison associative qui accompagne le développement des politiques culturelles municipales et le succès des activités sportives, touristiques, régionalistes et d'éducation populaire ; le Front populaire donne le signal d'une politique culturelle de l'État digne de ce nom. Enfin, des années 1940 à nos jours, et surtout à partir des débuts de la V^e République, la vie associative se développe en même temps que s'affirment des axes forts dans les politiques publiques de la culture : le partenariat entre l'État, les collectivités territoriales et le monde associatif devient indispensable.

La contribution de Geneviève Poujol et Michel Simonot apporte un éclairage particulier sur un moment important des relations entre pouvoirs publics et associations. Elle se focalise sur les années cruciales 1960-1980 qui voient se développer un double réseau d'équipements régis par la loi de 1901, les équipements d'action culturelle (maisons de la culture, CAC) d'une part, les équipements socioculturels (MJC, maisons de quartier, etc.) d'autre part. Ces deux types d'associations sont le support de deux concepts portés par une catégorie nouvelle de professionnels, les « animateurs » : l'animation culturelle, fondée sur la promotion des œuvres artistiques et l'animation socioculturelle, qui énonce des finalités morales (favoriser l'expression des gens, développer la créativité, etc.). Ces deux réseaux, qui s'opposent tant par les objectifs que par le mode de gestion associative, ne tardent pas à se séparer, en particulier lorsque les établissements d'action culturelle subordonnent l'animation au primat de la création.

Le dossier se conclut par une présentation raisonnée, due à Pierre Mayol, des travaux et études ayant trait de près ou de loin aux associations, menés par le DEP ou à sa demande depuis sa création en 1964. Où l'on découvre que le service des études du Ministère de la culture, en dépit d'une image parfois incertaine des associations véhiculée au sein de cette administration, n'a jamais cessé d'accorder de l'attention à ce secteur dynamique de la vie culturelle.

Paul TOLILA

PROLOGUE

La loi de 1901 et la culture

Pierre MAYOL *

Les associations culturelles n'ont pas attendu l'installation du Ministère des affaires culturelles, en 1959, pour exister.

Les prémisses de la loi de 1901 affirment le principe de la liberté, consubstantiel à la culture. Trente ans avant sa promulgation, après la chute du Second Empire, sous Thiers et pendant la Commune, « d'honorables parlementaires » défendent la liberté d'association face aux rétorsions qui la menacent, et qu'il faut par conséquent abolir : citons en particulier la loi Le Chapelier du 14 juin 1791 qui interdit toute « agrégation entre sociétés » sous le prétexte que la Nation est le seul souverain – « loi scélérate » selon Jaurès, mais bien dans la lignée du Rousseau du *Contrat social*¹ –, les répressions de la Convention et du Directoire, les articles 291 et 292 du Code pénal napoléonien de 1810, les censures des Restaurations et de Napoléon III ; la liste est longue depuis 1789... Ainsi, le 28 mars 1871, le parlementaire Tolain déclare que « les droits de réunion et d'association ne sont qu'une application de la liberté de la parole et de l'action »². Déclaration amplifiée plus tard par le député Cantagrel : « L'association, messieurs, répond à une tendance si essentielle à la nature humaine qu'elle est universellement admise comme constituant un droit naturel » (18 mars 1879). En même temps, le projet de loi ne peut s'appliquer à ceux qui, par leurs vœux dans les congrégations, se sont « frappés d'une sorte de mort civile » : la liberté d'association n'est pas pour les ennemis de la liberté (Marcel Barthe, député, 15 décembre 1879).

La lutte contre les congrégations, qui va occuper la République pendant trente ans (« le cléricalisme, voilà l'ennemi », Gambetta), masque le projet culturel de la future loi. Il est pourtant bien présent, et constamment répété, dans le vocabulaire de l'époque, comme un de ses piliers. En témoignent les nombreuses « Propositions de loi sur l'exercice du droit d'association », par exemple l'article 1^{er} de celle du député Cantagrel à la séance du 16 janvier 1877 : « Toute association politique, religieuse, scientifique, littéraire, économique, domestique, commerciale, industrielle, professionnelle, éducative, de bienfaisance ou autre, peut (...) se constituer sans autorisation du Gouvernement, etc. ». Cet article est repris tel quel dans de nombreuses propositions ultérieures de députés et de sénateurs³. Lorsque l'avocat nantais, devenu député,

* Chargé d'études au Département des études et de la prospective du Ministère de la culture et de la communication.

1. La *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen*, adoptée par l'Assemblée constituante du 20 au 26 août 1789, n'est guère favorable à la liberté d'association par méfiance des corporations. Voir son article III : « Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément ».

2. *L'avènement de la loi de 1901 sur le droit d'association. Genèse et évolution de la loi au fil des journaux officiels*, présenté par Jean-François MERLET, Paris, Les éditions des Journaux officiels, novembre 2000, p. 7.

3. *Ibid.*, p. 55, 57, 59, 61 (on trouvera à cette page les termes des articles 291 et 292 du Code pénal de 1810), etc.

Pierre Waldeck-Rousseau (1846-1904) prend les affaires en main en février 1882 – vingt ans avant la promulgation de la loi dont on le dit père – on trouve une rédaction de son article 1^{er} qui changera à peine : « L'association est le contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre en commun leurs facultés, leurs *connaissances* ou leur activité dans un but déterminé » (texte de 1882). Au fil des disputes (trente-trois projets, vingt ans de polémique), « contrat » s'efface devant « convention », mot clé de la version finale, mais « connaissances » ne disparaît pas : « L'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun *d'une façon permanente leurs connaissances* ou leur activité, etc. » (texte final du 1^{er} juillet 1901 publié le 2 juillet dans le *Journal officiel*). La Troisième République consacre les grandes libertés. La loi de 1901 est en effet le grain d'un chapelet de lois qui, toutes, confirment la liberté et l'accès à la connaissance : liberté de réunion (21 mars 1881), gratuité de l'instruction primaire (16 juin 1881), liberté de la presse (29 juillet 1881), instruction primaire obligatoire et laïque (28 mars 1882), droit au divorce (27 juillet 1882), liberté syndicale (21 mars 1884), *liberté d'association* (1^{er} juillet 1901), liberté de conscience et des cultes (9 décembre 1905 ; c'est aussi la célèbre loi « portant sur la séparation des Églises et de l'État »).

Dans les différents projets, des mots comme « science », « littérature », « économie », « éducation », « connaissance » et d'autres encore dénotent les intentions culturelles du Législateur. Il faut dire que la pression sociale est forte. « En 1900, à la veille de l'adoption de la loi, l'Office du travail dénombre 45 148 associations », dont 2 468 associations scolaires, 2 203 associations d'étude, d'apprentissage et de sociétés savantes et 6 453 associations musicales et orphéons ⁴ (soit 11 124 associations nettement culturelles : un quart du total). À peine la loi promulguée, nombre d'associations, sociétés savantes, orphéons, compagnies artistiques, vont y trouver refuge. D'autres, nouvelles, en bénéficient aussitôt, comme la *Ligue française pour la défense des droits de l'Homme et du citoyen*, notre actuelle *Ligue des droits de l'Homme*, déclarée à la Préfecture de Paris le 5 juillet 1905. C'est la naissance des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire : 1911, les *Éclaireurs de France* ; 1912, les *Éclaireurs unionistes* ; 1920, les *Scouts de France* ; 1922, la *Fédération des centres sociaux* ; en 1923, Marc Sangnier fonde la *Ligue pour les Auberges de la jeunesse* ; en 1925, création de l'*Union féminine civique et sociale* ; en 1937, dans la foulée du Front populaire, fondation des *Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active* (CEMÉA)... Ce ne sont que quelques exemples d'associations importantes dont la vocation éducative sociale et culturelle est évidente et reconnue. À la suite de longs accords et d'adaptations, le clergé tout entier, séculier et régulier, finit par bénéficier de la loi, ce qui lui permettra de créer d'innombrables associations éducatives (patronages...), culturelles (protection des sites religieux, architecture, environnement) et artistiques (chorales, organistes, liturgies) ⁵.

4. Jean-Claude BARDOUT, *L'histoire étonnante de la loi 1901. Le droit d'association en France avant et après Waldeck-Rousseau*, Lyon, éditions Juris, 2001, p. 150. Avant 1901, on disait « club », « confrérie », « fraternité », « corporation », etc.. Ces mots ont été absorbés par « association ».

5. *Ibid*, p. 181. Voir aussi *Églises, chapelles et temples de France : un bien commun familial et menacé. État et utilisation des lieux de culte*, par Bernadette DUBOSCQ et Pierre MOULINIER, Paris, La Documentation française, 1987 (ET 284).

Le succès de la loi est immense. Jean-Claude Bardout parle à juste titre de la « Seconde victoire de Waldeck-Rousseau » et du « plébiscite populaire de la France associative »⁶, surtout depuis 1950 : contre quelques centaines au XIX^e siècle, il se créait environ 5 000 associations par an dans les années cinquante. Ce nombre « passe à 10 000 dans les années soixante, puis au double après 1968 : 19 000 en 1970, 24 000 en 1975, plus de 30 000 à partir de 1977. En 1981, 34 000 associations sont enregistrées. L'expansion ne s'arrête pas là : 60 000 en 1990, 70 000 en 1992 ». Jean-François Merlet précise : « Le nombre exact d'associations en activités (...) ne peut être connu avec certitude (...). Les études statistiques récentes avancent qu'en France, 20 millions de personnes de plus de 14 ans sont membres au moins d'une association, que le rythme annuel de créations associatives est de 60 000 à 70 000 et qu'on peut estimer à environ 700 000 le nombre de groupements réellement en activité »⁷. Cette effervescence numérique peut être considérée comme une « nouvel âge de la participation »⁸. Elle peut aussi être un « attrape-tout » et susciter la suspicion d'un Pierre-Patrick Kaltenbach qui, dans un ouvrage polémique, fait état du même ordre de grandeur : 730 000 associations, dont 118 700 sont employeurs, pour un chiffre d'affaires estimé à 220 milliards de francs, en fustigeant le fait que des associations servent de paravents aux manigances politiques⁹. Dernier point, les étrangers. Dans sa version initiale, la loi de 1901 réservait aux étrangers une place que les conflits ont effacée. Il faudra attendre la loi du 9 octobre 1981 « relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers », pour que celle-ci fût rétablie¹⁰. On en connaît les heureuses conséquences culturelles et artistiques, mais aussi les polémiques qu'elle suscitera (autour des accusations de communautarisme, « ghettoïsation », revendications identitaires).

6. J.-C. BARDOUT, *L'histoire étonnante...* *op. cit.*, p. 217-220.

7. Jean-François MERLET, *Une grande loi de la troisième République*, thèse en droit public, Université Paris II, octobre 2000, p. 2, note 7. L'auteur s'inspire d'une enquête du CREDOC de février 1999.

8. Martine BARTHÉLÉMY, *Associations : un nouvel âge de la participation ?*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 2000.

9. Pierre-Patrick KALTENBACH, *Associations lucratives sans but*, Paris, Denoël, 1995. L'auteur enfonce le clou p. 204 : « Rappelons (...) l'importance quantitative du dossier : plus de 250 milliards de chiffre d'affaires, 130 milliards déclarés à la TVA, dont 80 sont imposables, 1 290 000 salariés, 800 000 bénévoles équivalents temps plein, et 700 000 à 730 000 associations ».

10. *L'avènement de la loi de 1901...*, *op. cit.*, pp. 997-1001. Heureux hasard, la loi portant abolition de la peine de mort a été promulguée le même jour, voir p. 1001.

Les associations, bras séculier ou infanterie de l'action culturelle publique ?

Pierre MOULINIER *

Le centenaire de la loi du 1^{er} juillet 1901 offre l'opportunité au Ministère de la culture et de la communication et aux collectivités territoriales de réfléchir à l'usage qui est fait – et d'abord par eux-mêmes – dans le champ des arts et du patrimoine de cette loi permissive dont tout le monde vantera en ce début de millénaire l'exceptionnel libéralisme et la remarquable fécondité. Y a-t-il une difficulté quelconque à parler des associations dans le domaine de la culture ? *A priori*, aucune. La loi de 1901, qui autorise « deux ou plusieurs personnes » à mettre en commun « d'une façon permanente, leurs connaissances ou leurs activités dans un but autre que de partager des bénéfices », n'est-elle pas particulièrement faite pour ce champ de libre union des désirs, des passions, des aspirations et des curiosités, pulsions culturelles par excellence ? Le mot gratuité n'est-il pas commun au vocabulaire de l'association et à celui de la création ?

De fait, on le verra à la lecture de ce dossier, parmi les nombreuses associations qui se créent chaque année, bon nombre sont des associations culturelles et par ailleurs la plus grande partie des structures culturelles sont des associations. En sorte que, si l'on rayait du paysage culturel l'ensemble des structures associatives, il ne resterait plus que des îlots institutionnels – certes pour la plupart de taille remarquable – situés à Paris et dans les grandes villes, établissements publics ou équipements en régie directe municipale. Les associations culturelles constituent le terreau, le tissu conjonctif, le socle de la vie culturelle de notre pays.

Il y a cependant un paradoxe propre au monde de la culture, et que ne connaissent pas les secteurs de l'action sociale ou de l'environnement par exemple, ou même le sport. Si l'on fait la distinction dans ce que l'on appelle l'association entre l'« être associatif » et les « activités associatives », comme le fait Jean-Michel Belorgey, le président de la Mission pour la célébration du centenaire de la loi de 1901, dans une interview au *Monde* (3-4 décembre 2000), on peut remarquer que le monde de la culture s'intéresse globalement plus aux activités, c'est-à-dire aux productions, au contenu, qu'au contenant, au fait associatif, à la sociabilité. L'un des mots-clés parmi les plus essentiels, l'un des

* Ancien chargé d'études au Département des études et de la prospective et ancien responsable des études à la Direction de l'architecture et du patrimoine, cofondateur de la Société française des chercheurs sur les associations (SFCA).

critères de qualité ou d'excellence les plus admis dans le monde de la culture, est le « professionnalisme », paradigme à l'opposé des valeurs de l'amateurisme ou du bénévolat, c'est-à-dire les principaux fondements de la vie associative. Le domaine culturel est ainsi curieusement un créateur d'associations très prolifique qui n'accorde pas une valeur exemplaire au fait associatif.

De là un profond malentendu entre responsables des politiques culturelles et dirigeants d'associations. Tandis que les seconds interrogent les premiers sur le contenu et les limites de ce que l'on appelle la politique culturelle, et notamment sur la question cruciale de l'aide aux pratiques amateurs et aux « petites associations », les premiers sont surtout préoccupés par le fait de savoir si la loi de 1901 est un bon cadre juridique pour les activités culturelles. Deux conceptions de la vie associative s'affrontent : ces groupements ne sont-ils qu'un bras séculier de l'administration culturelle ou peuvent-ils prétendre constituer le sel de la terre, l'infanterie de la vie sociale et du développement des arts ?

Sans prétendre ici trancher cette question – qui trouverait d'ailleurs sans doute des réponses dans un cadre global et interministériel (à la Jeunesse et aux Sports, à l'Agriculture, aux Affaires sociales, etc.) –, notre propos sera d'ouvrir le dossier, de présenter le plus objectivement possible l'état des associations existant dans le champ culturel et de décrire les discussions qui entourent l'utilisation de la loi de 1901 dans le domaine qui nous intéresse.

Le paysage associatif culturel

Le centenaire de la loi de 1901 aura permis de rafraîchir les connaissances sur le poids des associations dans la vie sociale de notre pays et de porter à l'attention des Français les résultats des travaux des quelques chercheurs qui se consacrent à ce sujet. L'un des aspects mal connus de ce secteur a trait à la durée de vie des associations : si l'on peut mesurer le nombre et la nature de celles qui naissent, aucun mécanisme juridique ou fiscal ne permet de connaître celles qui décèdent, en sorte que le stock des associations existant à un moment donné est impossible à évaluer précisément¹. Ce handicap a d'autant moins découragé les chercheurs dédiés à cette question que la pression est forte pour mieux cerner le paysage associatif français. Les associations elles-mêmes autant que les banques, le fisc ou les responsables des politiques locales ont de multiples raisons de chercher à connaître ce domaine.

Ce n'est pas le lieu ici de rendre compte de ces travaux, qui ont été nombreux dans la dernière décennie du xx^e siècle et que rappelle notre bibliographie². Ils

1. Viviane TCHERNONOG a tenté d'évaluer cette mortalité sur le cas de la sous-préfecture d'Orléans. V. TCHERNONOG, « Trajectoires associatives : premiers éléments sur la mortalité des associations », *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives*, n° 272, 2^e trim. 1999, p. 26-44. Selon le *Bilan de la vie associative en 1982*, Paris, 1983, p. 14, la longévité moyenne des associations serait de 22 ans.

2. Voir la contribution de Viviane TCHERNONOG dans le présent ouvrage.

ont permis d'établir la fourchette dans laquelle se situe le nombre d'associations existant en France : entre 700 000 et près de 900 000, dont moins de 20 000 créées avant 1970. Chaque année voit se fonder plus de 60 000 groupes de la loi de 1901. Au sein de la grande famille des associations, il convient de distinguer les quelque 110 000 à 150 000 d'entre elles qui emploient un personnel évalué à 1,65 million de personnes, dont 960 000 salariés. La France aurait compté en 1997 plus de neuf millions de volontaires. Selon une enquête du CREDOC ³ en 1999, près de quatre Français sur dix (39,6 %) appartiendraient à une ou plusieurs associations, soit vingt millions de personnes. Pour mesurer l'importance du « boom associatif » de la fin du ^{xx}e siècle, qui n'était pas prévu par les législateurs de 1901, rappelons qu'environ 5 000 associations naquirent en 1908, 10 000 en 1937 et 40 000 en 1992.

Le poids des associations culturelles

Les arts et la culture comptent parmi les principaux secteurs investis par les associations. Si l'on se fie aux chiffres donnés par les *Bilans de la vie associative* publiés par le Conseil national de la vie associative (CNVA) – où malheureusement la culture n'est pas constituée en catégorie exclusive –, la rubrique « culture, tourisme, échanges internationaux » représentait entre 23 % et 24 % des associations créées dans les années 1995 et 1997 alors qu'elle n'en constituait que 15,7 %, entre 1975 et 1986 et 21,5 % en 1993-1994. Cette progression se traduit en chiffres absolus de la façon suivante : sur un total de 23 000 associations créées en 1975, 5 701 relevaient de cette rubrique, en 1995 on en comptait 15 147 et en 1997, sur un total de 61 000, on en dénombrait 14 148. Les sous-catégories les plus importantes de ce secteur étaient en 1997 dans l'ordre décroissant : la musique (5,35 %), les bibliothèques et l'édition (3,75 %), la solidarité internationale (3,71 %), le cinéma, l'audiovisuel et les arts plastiques (3,37 %), le théâtre et la danse (3,25 %). À noter que, selon les auteurs, on assiste entre 1975 et 1997 à une « explosion des créations d'associations de musique qui passent devant les bibliothèques, la danse et le théâtre » ⁴.

L'importance du champ culturel et artistique dans la vie associative est attestée par de nombreux autres indicateurs. À en croire les enquêtes du CREDOC sur les conditions de vie et aspirations des Français, le taux de citoyens âgés de plus 18 ans déclarant adhérer à une association culturelle ou de loisirs serait passé de 14,1 % en 1978 à 18,8 % en 1991 (et de 15,4 % à 20,6 % en ce qui concerne le sport). Selon Viviane Tchernonog, le nombre des associations culturelles serait de 157 000 (près de 18 % de l'ensemble) pour 195 500 groupements sportifs (22,2 %). Un rapport de l'Insee de 1990 évaluait à 23 % le poids des associations de culture, de tourisme et de loisirs contre 24,5 %

3. CREDOC, Délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale, *Les Français et la vie associative*, par Jean-Pierre LOISEL, Paris, CREDOC, 1999.

4. Conseil national de la vie associative, *Bilan de la vie associative en 1996-1999*, Paris, La Documentation française, 2000, p. 53-74.

pour celles qui étaient consacrés au sport. D'autres chercheurs estimaient la proportion des associations culturelles à 20,5 %⁵. Autre indice, le nombre d'associations subventionnées au plan national : sur les 545 pages de la publication gouvernementale recensant les aides qui leur ont été accordées pour les années 1995 et 1996, le Ministère de la culture en occupe 109 (deux sur dix), alors que 103 seulement sont consacrées à la Jeunesse et aux Sports, ministère par excellence de la vie associative ; le nombre des bénéficiaires des subventions de la rue de Valois⁶ peut être estimé à plus de 2 000 en 1995-1996⁷.

Peut-on décrire le monde foisonnant des associations culturelles ? Les travaux cités plus haut, qui s'efforcent de classer l'ensemble des groupements français dans leur diversité, offrent sans surprise une image appauvrie du champ associatif culturel. Les travaux du CNVA ne comportent que cinq secteurs explicitement culturels : musique ; théâtre et danse ; cinéma, audiovisuel et arts plastiques ; sauvegarde du patrimoine et régionalisme ; bibliothèques et édition ; on pourrait ajouter les radios libres. Ces catégories ne rendent évidemment pas compte de la richesse et de la diversité du domaine culturel, qui pourrait comporter de cinquante à soixante programmes d'action de toute nature. Le Ministère de la culture et de la communication comptait en 1997 douze directions ou délégations en y incluant le cinéma, et les rubriques de l'ancien « budget de programmes culture » pas moins de vingt-neuf « groupes de programme » permettant une présentation du budget du ministère par domaines et objectifs. Quant aux travaux du DEP sur les dépenses culturelles des collectivités territoriales, ils se déclinent au travers de vingt domaines et huit fonctions. Et il n'est pas utile de rappeler après tant d'autres la plasticité et la complexité de ce que l'on nomme le domaine culturel, ses déplacements fréquents de frontières et la polysémie du mot culture.

Peut-on tenter une typologie des associations culturelles ? À la demande du DEP, la Fondation pour la recherche sociale s'y est risquée en 1989. L'étude ne comporte pas une évaluation quantitative des différentes catégories d'organisations qu'elle repère, mais elle a le mérite de jeter un peu de clarté sur ce monde complexe. Elle opère très justement la distinction entre associations non culturelles (sociales, économiques, socioculturelles par exemple) s'occupant à l'occasion de culture et associations culturelles proprement dites ; et ensuite, parmi ces dernières, entre associations spécialisées dans un secteur et associations « pluridisciplinaires ». Trois grands domaines sont définis pour décrire leurs activités : les arts, le patrimoine et le « développement culturel ». Et quatre fonctions qui peuvent se combiner : la production des œuvres ; la diffusion et la promotion des œuvres et des professions artistiques ; la

5. Voir le document de travail DT 1190 du DEP, *Quelques données statistiques sur les associations culturelles*, janvier 1995, 18 p.

6. Cette expression, ici comme ailleurs dans le texte, désigne le Ministère de la culture dont le siège est sis à cette adresse.

7. *Liste des associations régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 ayant reçu directement sur le plan national au cours de 1995 ou 1996 une subvention à quelque titre que ce soit*, Paris, Imprimerie nationale, 1998, 545 p.

conservation du patrimoine ; la promotion et l'éducation des personnes. Ces rubriques ne sont pas très éloignées de celles qu'utilise le DEP pour l'analyse des dépenses culturelles.

D'autres typologies pourraient s'appliquer au champ culturel, dont celle, classique, qui distingue trois types d'associations⁸ : les associations affinitaires ou de membres, tournées vers la satisfaction de leurs adhérents et vers la réalisation des objectifs qu'ils se donnent ; les associations contestataires ou militantes articulées autour d'un combat, d'un refus ou d'une revendication ; enfin, les associations gestionnaires qui ont la charge d'un équipement et d'une activité. À noter que la même association peut se réclamer de plusieurs de ces caractéristiques. D'autres distinctions devraient être faites, selon la nature économique et le rapport aux collectivités publiques des associations : entre associations privées et para-publiques, entre associations spontanées et associations « suscitées », entre fédérations et groupes indépendants, entre associations conventionnées et associations autosuffisantes au plan financier, etc.

Histoire (imparfaite) des associations culturelles

Ces tentatives de classement ne sont guère satisfaisantes et rendent imparfaitement compte de la réalité des associations culturelles. Un groupement de ce type ne se définit en effet pas uniquement par son objet ou ses ressources, mais aussi par sa place dans l'espace public, son rapport aux citoyens, son audience et son rayonnement locaux ou nationaux, voire internationaux, son histoire et son ancrage social, et aussi, de plus en plus, par son insertion dans un ou des réseaux. Les associations, culturelles ou non, ne naissent pas comme par magie en l'an 1901, mais sont le produit d'une histoire locale et nationale qui reste à écrire, pour le domaine qui nous occupe, sans doute en raison de la difficulté de la tâche.

Paradoxalement, c'est le secteur des associations d'éducation populaire, cousines des associations culturelles, qui a fait l'objet de la plupart des travaux historiques. On connaît les ouvrages essentiels sur ce thème de Bénigno Cacérès et de Geneviève Poujol, entre autres, qui ont montré la persistance depuis la Révolution de mouvements et d'institutions voués à l'éducation des adultes, à la culture et à l'éducation ouvrières, à la difficile rencontre du peuple et des intellectuels, de l'Association polytechnique de la Monarchie de Juillet aux cours d'adultes de Victor Duruy (1867), de la Ligue de l'enseignement (1866) à l'œuvre des cercles catholiques ouvriers ou à l'Association catholique de la jeunesse française d'Albert de Mun, du Sillon (1894) de Marc Sangnier – auquel on doit aussi la première auberge de jeunesse – aux Équipes Sociales de Garric (1919), des universités populaires du temps de l'affaire Dreyfus (1898-1902) aux écoles syndicales et aux débuts des mouvements d'action catholique (JOC, JAC, JEC). Dans cette histoire, le champ culturel proprement dit

8. Voir Françoise CAROUX, « La démocratie par l'association ? », *Esprit*, n° 6, juin 1978.

intervient au XIX^e siècle avec les bibliothèques populaires des sociétés philanthropiques, puis de la Ligue de l'enseignement, entre les deux guerres avec les ciné-clubs (1920) et les mouvements artistiques en faveur du théâtre populaire (Théâtre du peuple, Groupe Octobre, les premières maisons de la culture), et à la Libération avec le développement des institutions de culture populaire (Peuple et Culture, Travail et Culture, les maisons de jeunes et de la culture, les foyers de jeunes travailleurs, les foyers ruraux, entre autres), la création des bibliothèques centrales de prêt et des bibliobus ruraux, etc. Dès les années 1960, les préoccupations des associations socioculturelles tournent autour du problème des équipements, de la formation et du statut des animateurs professionnels et – déjà – de l'éducation permanente, de l'animation des grands ensembles et du monde rural.

Peut-on dater et décrire les premières associations « culturelles » ? Si l'on connaît bien, grâce aux recherches de Françoise Bercé ⁹, les sociétés savantes, et, grâce à Philippe Gumpłowicz, les fanfares, harmonies et chorales ¹⁰, il n'existe pratiquement pas de monographies historiques des autres types de sociétés, qu'elles soient musicales, théâtrales, chorégraphiques, artistiques, muséologiques, cinématographiques ou photographiques ¹¹. Les travaux commandés par le DEP sur certains types d'associations (fédérations et associations nationales, associations patrimoniales, chorales, etc.) et qui sont présentés par ailleurs portent sur des périodes récentes. On sait que les académies, nées sous l'Ancien Régime, sont supprimées sous la Révolution, mais qu'un certain nombre renaissent sous l'Empire et la Restauration en même temps que se créent les premières sociétés savantes à partir de 1820. Avant la loi de 1901, dont les finalités sont d'ordre politico-religieux, des associations d'amateurs voient le jour en même temps que se fondent les sociétés sportives. Par exemple, les associations d'étudiants possèdent orchestres, chorales, troupes de théâtre ou photo-clubs. L'après-guerre de 14-18 est fécond en création d'associations pour la protection des sites et monuments et en groupes archéologiques, associations qui constitueront les troupes des futurs pré-inventaires de 1964. Les premiers ciné-clubs, on l'a vu, naissent en 1920.

Tous les analystes du fait associatif français s'accordent pour situer à partir des années 1960 l'« explosion » des associations culturelles, sportives et de loisirs : selon le *Bilan de la vie associative* de 1988, 45 % des associations existantes

9. Par exemple F. BERCÉ, « Arcisse de Caumont et les sociétés savantes », *Les lieux de mémoire*, sous la dir. de Pierre Nora, Paris, Quarto Gallimard, 1997, vol. 1, p. 1545-1572.

10. P. GUMPOWICZ, *Les travaux d'Orphée : cent cinquante ans de vie musicale en France, Harmonies, chorales, fanfares*, Paris, Aubier, 1987, 307 p.

11. On doit toutefois à Danièle PISTONE un répertoire des associations musicologiques. D. PISTONE, *Associations françaises à vocation musicologique, 15 ans de création (1980-1994). Répertoire indexé*, Paris, Université de Paris-Sorbonne, 1995, 139 p. Citons aussi : *Guide des musiques et danses traditionnelles*, TRAD'97, Paris, CIMT, 1997, 352 p. ; Christophe GAUTHIER, *La passion du cinéma : cinéphiles, ciné-clubs et salles spécialisées à Paris de 1920 à 1929*, Paris, Association française de recherche sur l'histoire du cinéma, Ecole des Chartes, « Mémoires et documents de l'Ecole des Chartes », 1999, II-392 p. ; *Petit guide du cinéma culturel...*, Paris, Fédération centrale des ciné-clubs, 1950, 48 p. ; *1967-1997 : trente ans d'enseignement de la musique et de la danse en France...* Paris, Cité de la musique, centre de ressources, 1997, 483 p. ; Jacques DUCROT, André FONNET, *Quand les amateurs entrent en scène : une histoire du théâtre amateur 1907-1997*, Paris, Fédération nationale des compagnies de théâtre et d'animation, 1997, 31 p.

auraient été créées entre 1975 et 1984. Ce phénomène est à relier aussi bien aux « trente glorieuses » qu'à l'impulsion sans précédent donnée aux politiques culturelles, sportives et des loisirs par la V^e République naissante. Les plans successifs favorisent le maillage du territoire français en équipements collectifs tandis qu'une politique active de formation d'animateurs et de cadres provoque une rapide professionnalisation des personnels des institutions culturelles et socioculturelles. Les années soixante et soixante-dix sont caractérisées, du point de vue associatif, par quatre phénomènes qui marquent les relations entre les pouvoirs publics et la société civile :

- c'est d'abord le renforcement d'une tendance esquissée dès la Libération et due en grande partie aux complicités nées de la Résistance et des camps de prisonniers, à savoir une véritable cogestion des politiques culturelles et de loisirs par les militants de ces associations et les fonctionnaires des ministères de tutelle, au risque de créer un véritable pouvoir politico-administratif. Comme le remarque Martine Barthélemy, « la force du système associatif a été, jusqu'aux années 1980, de fonctionner en complémentarité avec l'administration publique »¹² ; dès les années 1950, les commissions du Plan qui réfléchissent sur les équipements collectifs associent aux hommes politiques, aux fonctionnaires et aux élus locaux des représentants des syndicats et des associations ; le vieillissement de ces cadres et leur remplacement par des professionnels formés dans les écoles interrompent ces connivences à partir des années 1980 ;
- c'est ensuite, dans un premier temps – car cette tendance sera abandonnée au cours des années 1970 –, l'implication des associations culturelles dans la mise en œuvre des politiques culturelles nouvelles : les sociétés savantes et les associations de sauvegarde sont associées à la fabrication des pré-inventaires instaurés par André Malraux et André Chastel en 1964, tandis que des militants associatifs siègent au conseil d'administration des maisons de la culture, qui sont d'ailleurs elles-mêmes des associations, pour y représenter les usagers ; les années soixante sont en effet caractérisées par l'importance accordée à la société civile, à la participation citoyenne, au développement local et, partant, aux associations comme « contre-pouvoir » ; l'idée d'une représentation des usagers par le biais d'associations locales sera abandonnée au motif de leur absence de représentativité et en raison d'une forte répugnance des professionnels à rendre des comptes à des « irresponsables » ;
- c'est surtout l'utilisation de la loi de 1901 comme statut juridique le plus adéquat pour la mise en place des nouvelles institutions souhaitées par l'État avec l'appui plus ou moins consentant des collectivités locales. Cette tentation est toujours présente malgré les critiques de démembrement du service public qu'elle suscite, sur lesquelles nous reviendrons. L'État crée ainsi de nouvelles institutions dont certaines n'ont aucun membre à titre

12. Martine BARTHÉLEMY, *Associations, un nouvel âge de la participation*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 2000, p. 110.

individuel, telles que les maisons de la culture et les centres d'action culturelle, et cette pratique s'étendra rapidement à d'autres types d'équipements ou d'organisations : musées, orchestres, centres chorégraphiques, opéras, festivals, etc. Dans la foulée, la loi de 1901 est utilisée pour la mise en place d'outils de coordination des politiques publiques entre l'État et les collectivités territoriales (les associations musicales départementales ou régionales et plus tard les FRAC, par exemple) ou comme support juridique d'organismes de gestion et d'animation des politiques culturelles (offices ou associations culturels municipaux, départementaux et régionaux ¹³). Un autre type d'association encouragé par l'État pour permettre la collaboration de plusieurs administrations est l'association de personnes morales, telles la Réunion des théâtres lyriques municipaux de France ;

- ce sont enfin les débuts d'une politique de contractualisation des relations entre les villes et les associations, politique nécessitée par le développement continu et rapide des transferts et subventions accordées au monde associatif, de plus en plus considéré comme une composante essentielle de la vie culturelle locale et comme un partenaire des élus locaux. Cette pratique crée des clivages importants entre les associations, selon qu'elles sont paramunicipales, conventionnées, simplement subventionnées ou totalement indépendantes.

Ces quatre tendances connaissent des fortunes différentes au cours des deux dernières décennies du siècle. La faveur accordée à la vie associative dans les années 1960 et le début des années 1970 s'atténue et le « complexe administrativo-militant » se dissout, tandis que la contractualisation tend à faire passer les associations du statut de représentantes de la société civile à celui de bras séculiers des politiques publiques de la culture. La tendance à la création d'associations para-administratives s'accroît jusqu'à ce que les « affaires » de corruption ou de gestion de fait des années 1990 recouvrent d'opprobre ces pratiques et incitent à leur trouver des alternatives. Avec les lois de décentralisation et le renforcement de l'action culturelle de l'État et des collectivités territoriales dès 1982, la vie culturelle et associative française connaît de nombreuses inflexions. Les collectivités territoriales prennent plus fortement que jamais conscience de l'importance de la culture dans le développement local et accroissent leurs budgets culturels en même temps que le montant des subventions qu'elles accordent et le nombre de leurs bénéficiaires. Selon Viviane Tchernonog (1991), le soutien des communes aux associations aurait augmenté entre 1980 et 1989 de 21,5 %, passant d'un montant moyen de 9 025 francs à 19 914 francs, et le nombre d'associations subventionnées aurait doublé. À noter que ce phénomène s'applique indifféremment aux municipalités de gauche et de droite. Les années 1980

13. Selon un recensement du DEP (DT 600, novembre 1981), il existait dix associations régionales en 1980. La plupart, à l'exception de l'Office culturel Champagne-Ardenne, ont disparu notamment à la suite d'affaires de gestion de fait dans les années 1980.

voient aussi et concurremment le divorce entre le culturel et le socioculturel ¹⁴, la dévalorisation des catégories intellectuelles fondant la notion d'animation et le primat de la création, l'obligation faite aux institutions d'éducation populaire d'opter entre l'action culturelle et le travail social, la découverte – ou la réinvention – de nouveaux champs d'action des politiques culturelles (le tourisme culturel, la mode, la cuisine, la culture scientifique, technique et industrielle, les cultures régionales et minoritaires, l'action culturelle dans les prisons, les hôpitaux, les casernes, le milieu rural, la politique de la ville), la « libération des ondes » de 1981 avec les radios libres, puis associatives et plus récemment les télévisions de proximité ¹⁵, le *boom* des festivals et des actions d'animation dans les musées et les monuments, le développement de l'intervention d'artistes dans les établissements scolaires, des classes culturelles, des ateliers artistiques. Dans le même temps, le renforcement de la coopération entre l'État et des collectivités territoriales ragaillardies par la décentralisation se traduit par la systématisation des politiques contractuelles (conventions de développement culturel, conventions ville-enfant, contrats de plan État-régions, contrats de ville) que l'approfondissement de la déconcentration, par le passage des DRAC à l'état adulte, favorise de manière décisive. Tous ces facteurs ont évidemment des retombées sur la vie associative : les nouveaux axes politiques définis par le ministère, les nouvelles priorités, le renforcement des rapports de coopération avec les villes, les départements et les régions se traduisent quasi mécaniquement par la création d'associations nouvelles et l'affermissement des associations existantes. On voit alors naître par exemple des associations de culture scientifique, des écomusées et musées de société associatifs, des cafés-musique, des associations de musique traditionnelle, des associations de culture immigrée, des groupes régionalistes, des radios associatives, des associations d'action culturelle en milieu hospitalier ou pénitentiaire, etc.

Plus récemment, l'aspiration à la culture pour tous – qui est le fondement de toutes les politiques publiques de la culture – a conduit le Ministère à prendre en compte plus que par le passé les pratiques amateurs et à renouer avec les fédérations d'éducation populaire, censées être un support incontournable par leur potentiel militant et professionnel d'actions de médiation entre les artistes, le patrimoine et le public. Un conseil national Culture-Éducation populaire permet des rencontres régulières entre le ministère et les huit fédérations qui acceptent ce partenariat, et une charte a été signée entre les deux parties en juin 1999 afin de préciser l'apport de l'éducation populaire au développement culturel (éducation artistique, pratiques amateurs, éducation à l'image, culture scientifique et technique, formation des artistes-intervenants en milieu scolaire, etc.). Enfin, la professionnalisation et l'institutionnalisation de la vie culturelle, qui caractérisent aussi bien le secteur des organisations publiques

14. Voir ci-dessous sur ce point la contribution de Geneviève POUJOL et Michel SIMONOT.

15. À ce sujet, voir le discours d'Hervé Bourges, alors président du Conseil supérieur de l'audiovisuel, lors d'un colloque au Palais Bourbon le 31 janvier 2000 : « Le tiers secteur audiovisuel : un accès citoyen à la télévision », *Positions*, n° 9, mars 2000, p. 9-16.

qu'associatives, ont provoqué un développement spectaculaire des « réseaux » inter-institutionnels ou inter-professionnels que la montée en puissance de l'Europe a fortement renforcé. Ces structures développent des relations horizontales et non hiérarchisées entre de multiples acteurs : entre associations de même type (« associations d'amis » de musée ou de bibliothèque, sociétés littéraires, sociétés savantes, formations musicales, musées associatifs, maisons de jeunes, scènes nationales, etc.), entre professionnels (les conservateurs de musées ou de bibliothèques), entre organisations européennes de même type (Archipel, qui réunit les théâtres de jeunes spectateurs, Banlieues d'Europe, qui rassemble les lieux alternatifs, etc.)¹⁶. Récemment, dix-sept fédérations ou associations culturelles de niveau national ont fondé une coordination (COFAC) destinée à « faire entendre la voix de la culture dans les instances représentatives du milieu des associations et dans les débats autour de la loi de 1901 ». Le colloque qu'elle a organisé en 2001 sur le thème « les associations culturelles et les collectivités territoriales » lui a permis de revendiquer des relations plus fréquentes et « moins subjectives » entre les deux parties et une meilleure représentation dans les instances d'élaboration des politiques culturelles locales et régionales.

Il serait utile, cent ans après la promulgation de la loi sur les associations, d'évaluer le poids économique, social et bien entendu culturel des associations culturelles. Nous n'avons qu'une idée approximative de leur nombre, de leur taille, de leur répartition géographique, de leurs capacités en termes d'emplois, de leurs ressources publiques et privées, de leur appartenance à des fédérations ou à des réseaux, de leur rayonnement international. Combien d'associations para-administratives ont survécu à la méfiance qu'elles ont suscitée ? Combien d'associations ont un statut de service public ou d'utilité culturelle ? Combien sont liées par une convention pluriannuelle avec une collectivité publique ? Combien peuvent être qualifiées d'indépendantes ? Les travaux sur les associations cités plus haut nous permettent toutefois de savoir que le secteur « culture, sports, loisirs », bien qu'il comporte des structures de tailles très diverses – allant de petites associations locales à des institutions gérant des établissements importants, parfois de rayonnement international –, n'a pas un poids économique fort ni un personnel important, même si l'on remarque que l'emploi y a progressé de près de 68 % entre 1981 et 1991. La plupart n'emploient que des bénévoles (45 % des bénévoles d'associations travailleraient dans le secteur sportif ou culturel). Selon Edith Archambault, « 11 % de l'emploi salarié associatif et seulement 10 % de l'emploi total » se retrouvent dans ce secteur. « *La part des dépenses de personnel dans le budget est nettement inférieure à la moyenne (28 % contre 60 %), particulièrement dans le domaine sportif [...]. Le niveau des salaires distribués est très faible, les contrats atypiques (CDD...), à temps partiel ou saisonniers, notamment dans le tourisme social, étant largement*

16. La FORS a établi pour le DEP la monographie de trente fédérations nationales de pratique musicale et chorégraphique amateur. Romuald RIPON, *Les activités artistiques amateurs dans le cadre associatif : le rôle des fédérations et des associations nationales*, Paris, DEP, pagination multiple. Voir aussi l'étude de la FORS sur les chorales. - François MENARD, Christophe ROBERT, *Choristes et chorales*, Paris, DEP, Coll. « Les Travaux du DEP », 2000, 101 p.

dominant ». Par contre, ces organisations constitueraient, de loin, « la composante la plus dynamique du tiers secteur français, en matière de création d'associations, d'adhésion et de participation bénévole »¹⁷. Selon l'enquête de 1997 du Ministère de la culture sur les pratiques culturelles, parmi les Français déclarant adhérer à une association, un tiers sont membres d'une association artistique ou culturelle. Du point de vue économique, les associations culturelles, sportives et de loisirs se caractérisent par un fort taux d'autofinancement (qui représente 59 % de leur budget contre 40,5 % de moyenne pour l'ensemble des associations), un faible financement en provenance de l'État et la prédominance des financements locaux, trois fois plus élevés que dans l'ensemble du tiers secteur français (32% de leur budget). Les associations culturelles dépendent par conséquent fortement de la vente de leurs productions ou du soutien des communes.

Associations et politiques culturelles

L'importance des associations dans les politiques culturelles devrait trouver sa mesure dans le montant des subventions qu'elles obtiennent du Ministère de la culture et des collectivités territoriales, montant malheureusement mal connu. Selon le dernier relevé des aides offertes au plan national, 1,5 milliard de francs ont été accordés en 1995-1996 par le ministère (sur un budget de 14,9 milliards de francs en 1996), mais il ne s'agit que des subventions non déconcentrées de l'administration centrale. Dans la présentation de son budget, la rue de Valois ne fait pas la distinction entre les aides accordées aux collectivités territoriales et les soutiens aux associations ou institutions culturelles. Les transferts à ces dernières des communes, des départements ou des régions sont paradoxalement mieux connus grâce aux travaux du DEP sur les dépenses culturelles : en 1996, la part des budgets culturels consacrée aux subventions s'élevait à 20 % dans les communes, à 48 % dans les départements et à 90 % dans les régions. Les associations ne sont pas les seules bénéficiaires de cette manne, mais elles en obtiennent la plus grande partie : 88 % dans les communes, 55 % dans les départements et 58 % dans les régions¹⁸.

Le Ministère de la culture et les associations

Le manque de curiosité du Ministère de la culture à l'égard des aides accordées au tiers-secteur reflète sans doute un état d'esprit partagé de ses fonctionnaires. Aux yeux de bon nombre d'entre eux, l'association n'a d'intérêt que dans la mesure où elle produit de la qualité ou relaie les objectifs de l'administration culturelle : former des professionnels, mener des actions

17. Édith ARCHAMBAULT, *Le secteur sans but lucratif*, Economica, Paris, 1996, p. 136.

18. « Les dépenses culturelles des collectivités territoriales en 1996 », *Développement culturel*, hors série, octobre 2000.

exemplaires dans le champ artistique, contribuer à la diffusion de la culture, faire connaître les richesses du patrimoine français, diffuser la culture française à l'étranger ou contribuer au dialogue des cultures. C'est la raison pour laquelle la loi de 1901 a été souvent utilisée, on l'a vu, comme support juridique de maintes actions suscitées par le ministère, en général en relation avec les collectivités territoriales : que l'on songe aux maisons de la culture devenues des scènes nationales, aux associations musicales départementales ou régionales, aux FRAC, à certains festivals tels le Festival international de la bande dessinée d'Angoulême. À l'inverse des ministères en charge de la vie sociale et des questions liées à l'expression des classes défavorisées (Affaires sociales, Jeunesse et Sports, Ville) ou soumises à de fortes contestations associatives (Agriculture, Environnement, Affaires Etrangères), la rue de Valois et les DRAC qui en sont le relais ont la chance de n'avoir pas en face d'elles de « société civile » ou d'ONG très revendicatives et peuvent se passer d'une politique associative. Le Ministère de la culture n'est par ailleurs pas en première ligne pour affronter les problèmes-clés de la vie associative (fiscalité, TVA, statuts des personnels et des bénévoles, etc.) et n'a pas la charge du développement de la vie communautaire, des équipements associatifs de proximité, de la vie sociale dans les quartiers « difficiles ». En gros, il n'utilise le statut associatif et les associations qu'aux fins de développer l'action culturelle.

Bien plus, il n'est pas rare d'entendre dans certains de ses services des appréciations guère élogieuses à l'égard du monde associatif. Pétris comme on l'a dit d'une culture de l'excellence et du professionnalisme, les fonctionnaires de cette administration sont enclins à fustiger la soumission aux intérêts privés, l'absence d'originalité, l'opacité, l'amateurisme ou l'absence de qualité des prestations artistiques issues de ce secteur, en oubliant le fait que c'est à des associations qu'est confiée la majeure partie des objectifs culturels. Cette méfiance ou ce dédain sont surtout le fait du monde du spectacle vivant où l'amateurisme est la faute par excellence, mais aussi celui des secteurs scientifiques du champ culturel, les musées, l'archéologie, l'Inventaire général. On a dit que la loi sur l'archéologie de 1941, qui instaure le contrôle de l'État sur les fouilles menées en France, était en partie inspirée par la volonté de réduire le nombre de fouilles menées par des associations. Et l'on sait que l'Inventaire, au départ fondé sur les pré-inventaires associatifs menés sous l'égide des commissions régionales, est devenu en 1981 l'affaire des conservateurs et des personnels scientifiques et techniques des DRAC.

Il n'en est pas de même des collectivités locales, en particulier des communes. La proximité des municipalités avec la population ne leur permet pas une attitude distante à l'égard des associations qui en rassemblent les éléments les plus dynamiques, dont beaucoup d'élus sont issus et qui expriment les aspirations des citoyens. C'est pourquoi les communes accordent un intérêt majeur à l'attribution des subventions et pratiquent depuis plusieurs décennies une politique de conventions de service public avec certaines d'entre elles. En milieu rural d'ailleurs, les activités culturelles n'ont pas d'autres supports que les associations.

Les usages indispensables de l'association

Il est cependant évident que les associations constituent un apport indispensable au développement de nombreux domaines de la vie sociale, en particulier de la vie culturelle. Les chercheurs spécialisés dans le tiers-secteur ont depuis des années mis en évidence les valeurs qui fondent la vie associative, valeurs qui ne peuvent que servir la cause du développement culturel et artistique.

La première de ces valeurs est l'innovation. Comme l'écrit dans la revue *Projet*¹⁹ Pierre Martinot-Lagarde, « les associations traduisent la recherche de réponses collectives à des sollicitations toujours nouvelles ». En se créant pour répondre à des besoins émergents, elles inventent la société à venir. L'histoire de nombreuses institutions aujourd'hui publiques, notamment dans le champ social ou éducatif, débute par une initiative privée. Les prémices de la démocratisation culturelle sont à rechercher dans les mouvements d'éducation populaire qui inventent les bibliothèques associatives, les écoles de musique, les ensembles musicaux locaux, les chorales et maîtrises, les troupes théâtrales d'amateurs, les concerts populaires, les ciné-clubs, le tourisme culturel, les visites de musées, etc. Tantôt ces initiatives, en se développant, contribuent à l'institutionnalisation et à la professionnalisation du secteur concerné, tantôt elles représentent une alternative vivante au secteur public (musées, bibliothèques), au point que l'on a pu parler de récupération du travail des associations par les pouvoirs publics. Ce sont par exemple des militants « fondus » de la bande dessinée qui ont créé le Festival international d'Angoulême et provoqué la mise en place du Centre national de la bande dessinée et de l'image, devenu musée national. Aujourd'hui, nombreuses sont les associations qui innovent dans le domaine des nouvelles technologies et de la « cyberculture », créent de nouveaux mondes virtuels et des musiques électroniques ou assurent l'acculturation des personnes et des groupes à ces outils. Parfois, ce sont des associations dont le but initial n'est pas le développement de la culture qui imposent une nouvelle approche des problèmes culturels : on a vu ainsi des associations de chômeurs organiser des chantiers de restauration du patrimoine en vue de contribuer à l'insertion sociale de leurs membres.

Une autre contribution essentielle du monde associatif est ce que l'on appelle savamment sa fonction « tribunitienne », autrement dit le rôle d'éveilleur, de « poil à gratter », de contre-pouvoir, de contestation que l'on reconnaît désormais volontiers aux ONG, surtout quand elles excellent à se servir des outils de médiatisation disponibles sur le marché. Pour Jean-Michel Belorgey, l'association est « l'antidote nécessaire à la pensée unique et à la démocratie unanime ». Dans les typologies associatives les plus classiques, cette mission revient aux groupements dits « contestataires » ou « militants », porteurs de revendications sectorielles ou globales. Si bon nombre d'associations reçoivent dès le départ l'onction ou les aides des pouvoirs publics, il en est d'autres qui se créent contre eux. Dans le domaine culturel, cette fonction est le plus

19. N° 264, hiver 2000-2001, p. 34.

souvent exercée à l'encontre de l'État ou des élus locaux par les syndicats et les organisations professionnelles – qui sont d'ailleurs des associations – plutôt que par des associations d'usagers dont l'absence est l'un des traits particuliers du monde de la culture. Mais ces organisations revendicatives sont très présentes dans le domaine du patrimoine, le plus sensible aux questions d'environnement, de qualité de vie et d'esthétique architecturale.

En dépit des réactions de méfiance qu'elles peuvent parfois inspirer, les associations sont jugées indispensables lorsqu'il s'agit pour les pouvoirs publics de manifester leur sens de la transparence et de la démocratie. Jouant alors le rôle de porte-parole de la population, elles sont sollicitées pour donner leur avis sur des textes de loi ou sur les projets municipaux. Cet appel à la vie associative n'est pas illégitime, notamment dans le domaine culturel où il n'existe guère de revendications populaires et où seul le tiers-secteur a la capacité de faire état des besoins sociaux. On sait d'ailleurs que les associations locales sont l'un des meilleurs viviers d'élus locaux ou de leaders politiques. C'est la raison pour laquelle, notamment dans les secteurs patrimoniaux où les décisions peuvent léser des intérêts matériels, on trouve des représentants d'associations dans les commissions consultatives, notamment les comités régionaux du patrimoine et des sites, et on s'attache à solliciter leur avis dans les études d'impact ou les études préalables à une mesure de protection. Les associations patrimoniales ont par ailleurs joué un rôle non négligeable dans la rédaction des lois de 1930 sur les sites naturels et de 1962 sur les secteurs sauvegardés.

Depuis les années 1970, l'utilisation de la loi de 1901 comme support institutionnel d'activités culturelles est complétée par le conventionnement d'associations, auxquels est ainsi reconnue une mission de service public. La fonction gestionnaire du secteur associatif s'est considérablement développée depuis quatre décennies, notamment dans le champ culturel, en raison de la souplesse bien connue que favorise la loi de 1901, mais aussi parce que celle-ci permet d'échapper aux contraintes de la gestion directe municipale ainsi qu'aux règles de la fonction publique et de la comptabilité publique. Par ailleurs, le conventionnement des associations permet de supprimer le système des subventions globales sans contrepartie et d'imposer des cahiers des charges : en échange de l'aide financière, l'association s'engage à produire une certaine quantité de services aux objectifs bien définis et à la qualité assurée. Les pouvoirs publics sont ainsi transformés en « donneurs d'ordres » aux associations au risque de l'« instrumentalisation ».

La crise économique a par ailleurs conféré au monde associatif une fonction de recours, notamment dans la lutte contre le chômage, ce qui est paradoxal. Car cela revient à transformer un secteur de la vie sociale fondé sur le bénévolat – le non-emploi – en « gisement d'emplois », et si possible d'emplois durables. Les associations culturelles ont particulièrement bénéficié des mesures successives d'aide à l'emploi et à l'insertion des jeunes, qu'elles soient propres au Ministère de la culture (emplois de développement culturel des

années 1982-1983, programmes d'insertion dans le domaine patrimonial) ou générales (emplois d'utilité collective, travaux d'utilité collective, contrats emploi-solidarité ²⁰, emplois-jeunes, notamment). Pour ne prendre que la dernière de ces mesures, le Ministère de la culture a confié au Centre d'étude de l'emploi une étude sur la mise en œuvre du programme « Nouveaux services-emplois jeunes » ²¹. Cette mesure, inaugurée en 1997, aura permis au secteur culturel de recruter 14 000 jeunes en moins de trois ans (chiffres au 30 juin 2000). Rappelons que le nombre total des employés de ce secteur est estimé à 300 000 personnes. Les auteurs de l'enquête ont établi que les jeunes recrutés sont plutôt « surqualifiés, déjà familiers du secteur culturel et désireux d'y faire carrière » et que ce sont les associations qui ont le plus profité de ce programme : elles représentent les trois quarts des employeurs, les collectivités territoriales en constituant presque en totalité le quart restant. L'étude permet de savoir que ce sont souvent de petites associations, fonctionnant jusque-là essentiellement sur la base du bénévolat, avec peu ou pas de salariés, qui ont recruté ce type de personnel, en moyenne moins de deux jeunes, « pour mettre en œuvre des projets souvent déjà en germe et dont le contenu témoigne d'une volonté de développer de nouvelles formes de présence de la culture dans la vie quotidienne (valorisation du patrimoine, festivals, spectacles, animations et actions pédagogiques, etc.) ».

Il reste un dernier atout de la vie associative, et c'est celui-là même qui fonde la loi de 1901 : sa capacité à favoriser le développement du lien social, l'expression des « sans voix » et des minorités, la citoyenneté, l'éducation et la formation des personnes. On peut savoir gré aux petites associations émergentes de maintenir vives certaines mémoires douloureuses, de renforcer des identités minoritaires, d'entretenir et de faire connaître le petit patrimoine local, de donner la parole aux exclus, d'initier aux pratiques artistiques amateurs, d'encourager la recherche historique ou la collecte ethnographique, de faire renaître des traditions. Ce qui rend indispensable la véritable association, c'est qu'elle se consacre avec de faibles moyens et beaucoup de bonne volonté, voire avec une solide compétence, à une œuvre, à une activité, c'est qu'elle mobilise des personnes et des ressources de temps et d'énergie, sinon financières, en vue de son objectif. La typologie citée plus haut parle dans ce cas de figure d'associations d'expression et de participation, d'associations rassemblant des personnes dans une même passion, les associations « affinitaires ». Et souvent, c'est la précarité des ressources de ses membres ou des bénéficiaires de ses activités qui justifie la subvention, comme c'est le cas dans les actions d'insertion.

20. Voir l'étude sur la question menée pour le DEP : Bernard SIMONIN, Olivier BLUM, *et alii*, *Les usages du contrat emploi-solidarité dans le domaine culturel*, Paris, DEP, 1996, 286 p.

21. Les principaux résultats de cette enquête sont publiés dans la note n° 27 de l'Observatoire de l'emploi culturel du DEP, « Les emplois-jeunes dans la culture : usages et enjeux d'une politique de l'emploi », juin 2001. L'étude elle-même paraîtra à la Documentation française, à l'automne 2001 dans la collection « Questions de culture ».

Questions au Ministère de la culture

Si l'esprit associatif n'est pas une préoccupation dominante du Ministère de la culture, celui-ci ne saurait cependant se désintéresser des questions qui agitent aujourd'hui le monde des associations. Trois d'entre elles ne peuvent échapper aux réflexions des fonctionnaires de l'administration culturelle.

Ce sont d'abord les problèmes relatifs à la vie matérielle des associations. Du point de vue financier, les associations culturelles sont celles qui dépendent le plus de la vente de leurs prestations, dont elles tirent pratiquement la moitié de leurs ressources alors que, selon l'enquête LES-CNRS de 1992 ²², ce même poste ne représente que près de 40 % pour le secteur social et pour le sport. Elles sont aussi celles qui obtiennent le plus de subventions locales (24,4 % de leur budget contre 12,7 % pour le « social » et 21 % pour le sport), les subventions nationales ne constituant en moyenne que 4,5 % de leur budget contre « social » : 4,1 %, sport 1 %. Ce qui revient à souligner que la culture constitue un marché de biens et services d'une part, un secteur-clé de la vie locale d'autre part. D'après la même enquête, les associations sportives, culturelles et de loisirs se caractérisent par de faibles effectifs salariés et par le poids du bénévolat, à l'inverse du secteur sanitaire et social. Les associations culturelles disposeraient par ailleurs d'un nombre de fonctionnaires plus important que les autres. On a vu également qu'elles ont été parmi les principales bénéficiaires des mesures en faveur de l'emploi des jeunes chômeurs. Ces considérations pourraient guider la politique du ministère en faveur des associations. Trois dossiers devraient être ouverts : celui, commun à l'ensemble des associations, de la fiscalité de ce secteur, source de fortes inégalités entre associations, et notamment de l'exonération de la TVA ou de l'impôt sur les sociétés (qui est réservée aux organismes ayant « un objet d'intérêt général » et qui ne font pas concurrence au secteur commercial) ; celui du statut des bénévoles et dirigeants non rémunérés d'associations ; et enfin celui des ressources financières du secteur associatif (contribution du mécénat, coopération financière de l'État et des collectivités territoriales, financement de la culture par les structures intercommunales, etc.).

Faut-il encourager la professionnalisation des associations ? L'octroi d'aides pour le recrutement de salariés dans le cadre de la politique de l'emploi aura favorisé le recrutement de permanents, tandis que les agences d'aide à la gestion des entreprises culturelles (AGEC), créées par le ministère dans les années 1980 et aujourd'hui prises en charge par les régions, ont contribué à la professionnalisation par la formation des cadres associatifs. Cette tendance à l'accroissement du salariat est parfois décriée au motif qu'il viderait la vie associative de sa composante militante et bénévole et porterait atteinte à l'esprit associatif de convivialité et de désintéressement. Les tenants de la pureté associative estiment que les bénévoles doivent continuer à tenir la barre du projet de l'association et donc diriger les salariés, ces derniers devant conserver une mentalité de militant et rester parties prenantes de ce projet.

22. Voir le document de travail DT 1190 du DEP déjà cité, p. 20, note 5.

D'où les conflits inévitables quand croissent les activités et le public de l'association, conférant de plus en plus de poids aux professionnels ! Un autre débat est de savoir si les usagers doivent être représentés dans les instances de décision des associations. L'institutionnalisation est volontiers perçue comme changeant les rapports entre les animateurs de l'association et les bénéficiaires de ses prestations et comme instituant en son sein des rapports purement commerciaux avec des « clients ».

Une autre interrogation d'importance tourne autour de la notion de service public appliquée au champ culturel. Les associations de ce secteur peuvent-elles justifier les subventions qu'elles réclament par le fait qu'elles appartiennent au secteur non marchand et accomplissent des actes d'intérêt général ? Cette question est essentielle en un temps où le marché de la culture se développe et même s'internationalise, et où le monde associatif peut constituer une concurrence déloyale pour le secteur marchand. Elle n'est en outre pas sans conséquence du fait de la loi Sapin de 1993 qui, ignorant la spécificité associative, tend à assimiler les prestations de services des associations à des marchés et les oblige à se soumettre aux procédures de publicité et de mise en concurrence prévue par la loi. Le CNVA souhaite que soit introduit dans le Code des marchés publics l'article suivant qui ne peut que satisfaire le monde culturel : « le contrat passé entre une collectivité publique et une association à but non lucratif, ayant pour objet la réalisation d'une activité ou d'une prestation non concurrentielle au secteur marchand, n'est pas soumis au code des marchés publics »²³.

Enfin, le nombre important d'associations para-publics dans le domaine de la culture ne peut que susciter de fortes interrogations sur la pertinence de l'utilisation de la loi de 1901 pour la gestion des activités et des équipements culturels²⁴. Le manque de clarté sur la répartition des responsabilités entre le président, le directeur et le maire, le risque de la gestion de fait imputable aux élus locaux, le manque de rigueur de la gestion et de transparence des comptes des associations, la difficulté du contrôle de gestion sont souvent allégués pour refuser ce statut, mais en fait, nous ne disposons pas d'évaluations sérieuses des performances de la formule associative par rapport à d'autres. En matière d'action culturelle, la question pour les élus est fréquemment de choisir entre la régie directe municipale ou départementale, le statut associatif ou une formule à but lucratif (SA, SCOP, SEM, etc.). Ce qui revient à opter entre gestion directe ou gestion déléguée. Le problème pourrait être tranché pour les plus importantes structures si voyait le jour la nouvelle personne morale de droit public que constituerait l'établissement public local à objet culturel envisagé depuis plus d'une décennie pour la gestion des établissements culturels les plus importants ou fondés sur une coopération entre l'État et les

23. Sur ces questions, voir le numéro spécial de *AJDA*, *l'actualité juridique*, 20 septembre 2000, « Culture et service public : quelles évolutions pour les interventions culturelles des collectivités publiques ? ».

24. Voir dans cet ouvrage la contribution d'Eric BARON. Voir aussi Michel GAULT (dir.), *Équipements culturels territoriaux, projets et modes de gestion*, Paris, La Documentation française, 1994, 199 p.

collectivités territoriales. Mais certains experts inclinent à penser que la régie personnalisée ou la délégation de service public à une entreprise ou à une association demeurent les meilleures formules.

Conclusion

La situation des associations culturelles est paradoxale, partagées qu'elles sont entre instruments des pouvoirs publics pour les unes, expression de la société civile et moteurs de changement pour les autres. Elles se trouvent ainsi situées de part et d'autre du conflit de légitimité qui caractérise de longue date la vie associative : la légitimité des pouvoirs publics issus du suffrage universel (État et collectivités territoriales) et qui se réclament de l'universalisme de la volonté populaire d'une part ; la légitimité de la vie associative qui se veut l'expression de la part la plus dynamique du corps social au risque de paraître porteuse d'intérêts particuliers. L'histoire de nombreuses associations, et pas seulement de celles qui appartiennent à la catégorie des « contestataires », est parsemée de débats enflammés entre des élus revendiquant le monopole de la définition des projets et des priorités et les responsables associatifs déclarant exprimer les besoins et les attentes de la population. Cette distinction est-elle inéluctable ? Les associations sont-elles condamnées en grandissant à perdre leur âme en devenant des institutions professionnelles où le bénévolat s'est réduit comme peau de chagrin, voire qui n'ont d'autres membres que des personnes morales, et où l'esprit associatif n'est plus qu'un souvenir ? La contractualisation qui leur assure des ressources stables et régulières, mais aussi les place sous contrôle, ne peut-elle qu'entraîner leur sujétion et leur mutisme ? Et que faut-il faire des petites associations locales qui assurent l'expression et l'éducation des gens et dont certaines sont porteuses d'innovations ? De nombreuses voix s'élèvent pour redouter l'instrumentalisation du tiers-secteur, voire une situation de concurrence entre secteur public et secteur privé. Et s'il est vrai que bon nombre d'associations culturelles devenues des institutions de taille respectable sont aux marges du secteur marchand – ce qui n'est pas obligatoirement une tare –, faut-il les pousser pour autant à adopter un statut de société à but lucratif ? Un changement de statut n'étant jamais neutre ou indifférent, il conviendrait de se demander ce qu'il en résulterait pour le projet culturel de l'organisme concerné et pour la nature de son fonctionnement. On ne devrait pas oublier que la force de la vie associative résulte du fait qu'elle se situe dans une situation de médiation entre le pouvoir local et une population. Avant d'obliger ces associations à adopter un nouveau statut, il y a une réflexion approfondie à mener sur les moyens d'aménager le statut associatif et sur les relations entre le tiers-secteur, la population et les pouvoirs publics. Les récentes assises nationales de la vie associative (février 1999) ont souhaité à juste titre l'établissement d'une charte d'engagements réciproques des autorités publiques et des associations ²⁵. Reconnaisant que les fonctions des deux

25. Voir *La tribune FONDA*, n° 144, août 2000, p. 5-18.

parties sont différentes, mais complémentaires, les signataires du projet de charte souhaitent que l'on reconnaisse les cinq principes suivants : le principe d'autonomie des associations et de la spécificité de leur apport ; le principe de reconnaissance de l'importance du bénévolat ; le principe de reconnaissance de la spécificité de l'activité économique et sociale des associations, comme secteur non assimilable au secteur marchand et soumis à des règles différentes ou régies par des dispositions réglementaires ; le principe de complémentarité ; et celui de responsabilité assumée. Ces principes imposent aux pouvoirs publics le respect de l'esprit de la loi de 1901 et de l'indépendance des associations, la reconnaissance de l'exercice par celles-ci « d'une fonction critique indispensable au fonctionnement démocratique de la société », la promotion et la valorisation du bénévolat, le devoir d'aider au financement et au fonctionnement de la vie associative ainsi qu'à la formation professionnelle de leurs salariés. En échange, les associations s'engageraient à respecter les règles d'un fonctionnement démocratique, à répondre par leur production à une demande sociale, culturelle et éducative, à travailler en complémentarité avec les partenaires publics et les autres associations, à participer de manière constructive aux demandes de consultation des pouvoirs publics et à se soumettre au contrôle des juridictions financières. Ces orientations pourraient inspirer le monde de la culture et susciter une réflexion sur les moyens de concilier, dans le fonctionnement des associations ayant une mission de service public, trois valeurs essentielles : la rigueur de la gestion, le professionnalisme et la part militante et bénévole.

Les associations culturelles dans le secteur associatif français

Données de cadrage

Viviane TCHERNONOG *

Le secteur associatif échappe à la statistique officielle et peu de travaux proposent un cadrage de l'ensemble du secteur. Le déficit des informations qui s'y rapportent a plusieurs origines : un poids économique longtemps sous-estimé qui a réduit l'intérêt présumé de tels travaux, l'hétérogénéité et la variété des associations qui compliquent les tentatives d'appréhension globale du secteur. L'absence de répertoire des associations et la mortalité rapide d'un grand nombre d'entre elles constituent autant de difficultés supplémentaires qui découragent les initiatives dans ce domaine. Les lacunes de la connaissance sur les associations sont telles que l'on ignore actuellement le nombre d'associations en activité sur le territoire national.

La demande sociale d'information sur le secteur associatif est pourtant très grande et a conduit à un développement d'études sectorielles sur les associations relativement plus faciles dans les champs où celles-ci sont fortement constituées en réseaux, ce qui n'est pas le cas du champ culturel, avec un risque d'exclusion des associations restées autonomes.

L'objectif de cette contribution est de fournir des données quantitatives de cadrage du champ culturel associatif de manière à situer la place et les spécificités du secteur culturel dans l'ensemble du champ associatif. Les données proviennent pour la plupart d'une enquête qui vient d'être conduite (voir encadré page suivante) et elles sont complétées par deux autres sources : les données relatives aux enregistrements de créations d'associations par les sous-préfectures et les données tirées d'une enquête sur les trajectoires associatives et les cycles de vie des associations.

* Économiste spécialisée dans l'étude des politiques sociales locales, chargée de recherches au CNRS (MATISSE-LES), Maison des sciences économiques.

Méthodologie

Les données concernant le secteur associatif culturel sont tirées d'un travail de cadrage quantitatif ¹ de l'ensemble du champ associatif français effectué en 1998 à partir d'un questionnaire en nombre des associations. Le secteur associatif échappe au système officiel de statistiques et peu de travaux proposent un tel cadrage, la conduite d'enquêtes auprès des associations se heurtant à l'hétérogénéité et la variété de ces dernières ; l'absence de répertoire des associations et la mortalité rapide d'un grand nombre d'entre elles constituent autant de difficultés supplémentaires qui découragent les initiatives dans ce domaine. Pour contourner ces obstacles, la méthode d'enquête s'est organisée à partir des municipalités : les mairies ont été sollicitées pour diffuser le questionnaire auprès des associations en activité sur leur territoire. Au total, près de 1 400 communes de toutes tailles, de toutes orientations politiques, appartenant à tous les départements métropolitains sauf la Corse, ont participé à la démarche, soit un taux de participation de 46 % pour les communes de plus de 10 000 habitants et de 72 % pour les villes de plus de 50 000 habitants. Près de 13 000 associations ont participé à l'enquête et ont retourné le questionnaire rempli. Les analyses effectuées portent cependant, compte tenu des moyens disponibles, sur un échantillon de 5 213 associations – parmi lesquelles 914 associations culturelles.

Le questionnaire adressé aux associations compte près de 70 questions portant sur les caractéristiques de l'association et de son activité, sur les budgets, sur la nature et l'origine des financements publics, sur l'emploi, sur le travail bénévole, sur les ressources en nature, sur l'appartenance à des réseaux.

Un important travail de contrôle de cohérence des données et de correction des informations contenues dans les questionnaires a été effectué. Les analyses comparatives conduites avec d'autres études ayant procédé de manière différente et avec les fichiers administratifs, de manière à mieux évaluer les biais susceptibles de résulter du mode de constitution de l'échantillon, ont montré que l'échantillon était assez proche des caractéristiques connues de la population totale d'associations pour autoriser, après les redressements effectués, des extrapolations sérieuses.

Le champ culturel retenu dans cette approche est assez restrictif et limité aux activités culturelles traditionnelles ; il n'inclut pas les activités socioculturelles, l'éducation populaire. L'échantillon d'associations culturelles est présenté dans le tableau 1 qui montre la part importante des petits clubs au sein des associations culturelles.

Les associations ont été regroupées en dix grands secteurs d'activité, selon une nomenclature qui correspond pour une part à l'organisation des réseaux associatifs et aux découpages administratifs et dans laquelle se reconnaissent les associations. La répartition par secteur d'activité n'est pas toujours aisée et le rattachement d'une des 62 activités recensées dans le questionnaire à l'un des dix grands secteurs ainsi déterminés peut aussi poser question. Les associations développent de plus en plus souvent plusieurs activités : les associations du secteur « sports, culture et loisirs », par exemple, sont de plus en plus nombreuses ; des associations d'aide aux chômeurs peuvent développer à la fois des activités de formation, d'insertion et des actions sociales ou humanitaires à l'adresse des chômeurs et peuvent donc relever de plusieurs grands secteurs d'activité.

Plus d'un tiers (37 %) des associations ont cité un deuxième grand secteur d'activité et 11 % déclarent avoir des activités appartenant à trois grands secteurs différents. Les analyses conduites par secteur d'activité ont tenu compte du classement de rang 1, c'est-à-dire de l'activité retenue à titre principal par l'association.

1. Cette recherche a été réalisée dans le cadre de l'appel d'offres de la MIRE « Produire les solidarités – La part des associations », avec le concours financier du Ministère de l'emploi et de la solidarité, de la Fondation de France et de la Fédération nationale du Crédit Mutuel.

Profil des associations culturelles

Un dynamisme de création élevé

La fin des années 1970 a connu une très forte accélération des créations d'associations culturelles ; durant cette période, la moyenne annuelle de création était de 4 800 associations environ. Le nombre annuel moyen de créations d'associations est en constante augmentation et, aujourd'hui, ce sont près de 12 000 associations culturelles qui se créent en moyenne par année. Le tableau 1 retrace l'évolution du nombre de créations enregistrées par les sous-préfectures, évaluée par M. FORSE et poursuivie par l'ESEAC pour le compte du Conseil national de la vie associative (CNVA) ².

Tableau 1 – Évolution du nombre annuel moyen de créations d'associations culturelles entre 1975 et 1997

Période	Moyenne annuelle des créations dans la période
1975-1986	4 784
1987-1990	9 662
1993-1994	11 327
1995-1997	11 840

Source : Enquête auprès des associations (MATISSE-CNRS, 1999)

Il existe très peu de données sur les créateurs et sur la mortalité des associations. Les seules données actuellement disponibles sur ces questions résultent d'un travail qui a été conduit dans l'arrondissement d'Orléans, portant sur les créateurs, les cycles de vie et la mortalité des associations ³. La durée moyenne de vie des associations culturelles y apparaît largement inférieure à celle de la moyenne des associations. L'analyse des facteurs liés à la mortalité révèle que, pour les associations culturelles, deux facteurs sont susceptibles d'expliquer leur espérance de vie plus courte : la proportion très importante des jeunes créateurs dans les créations de ces associations, le jeune âge du créateur étant, toutes choses égales par ailleurs, un facteur de fragilité des associations, et le fait que l'association culturelle est souvent portée par un promoteur donné pour un projet précis. L'abandon du projet associatif par le créateur est toujours un grand facteur de fragilité pour une association, et cela se vérifie plus encore dans le domaine culturel, caractérisé par la forte spécificité des projets et le lien étroit qui les attache à leur concepteur.

2. Source : Conseil national de la vie associative. Bilans de la vie associative, années diverses.

3. Viviane T'CHERNONOG, « Trajectoires associatives. Premiers éléments sur la mortalité des associations » in *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives*, n° 272, 1999.

Des associations culturelles jeunes...

La forte croissance du nombre des créations, la jeunesse des créateurs, la nature du projet ont pour conséquence un important renouvellement du tissu associatif culturel et une grande jeunesse des associations culturelles : à la date d'observation, c'est-à-dire en 1998, près de 40 % des associations culturelles avaient moins de 8 ans. Certaines associations très anciennes, créées par exemple avant la loi de 1901 et enregistrées depuis, sont cependant toujours en activité aujourd'hui. Ces très vieilles structures sont surtout des associations de sauvegarde du patrimoine monumental, parfois des associations de ballets, de concerts, de spectacles.

Tableau 2 – Répartition des associations culturelles actuellement en activité selon leur date de création

Période de création	Nombre d'associations	%
Avant 1901	5 200	3
1901/1929	3 600	2
1930/1959	10 700	7
1960/1969	8 800	6
1970/1979	21 200	14
1980/1989	46 000	29
Depuis 1990	61 500	39
Total	157 000	100

Source : *Enquête auprès des associations* (MATISSE-CNRS, 1999)

Une analyse comparative avec les autres secteurs d'activité (voir encadré p. 37) souligne la relative jeunesse des associations du secteur culturel par rapport à l'ensemble des autres associations. Seuls trois secteurs affichent des dates de création des associations vivantes plus récentes : la défense des intérêts économiques, l'insertion, l'action humanitaire, mais ce sont des secteurs encore peu développés.

Tableau 3 – Répartition des associations selon leur date de création

en %

	Avant 1901	1901/ 1930	1940/ 1959	1970/ 1979	1980/ 1989	Après 1990	Total
Culture	3	4	11	14	29	39	100
Action humanitaire, action sociale, santé . .	3	4	18	15	26	34	100
Éducation, formation, insertion, défense des intérêts économiques	1	4	11	13	27	44	100
Loisirs et sociabilité	1	4	14	22	26	33	100
Opinion, défense des causes et des droits .	2	11	21	14	20	32	100
Sports	2	9	21	20	24	24	100
Autres	ns	3	10	11	38	38	100
Total	2	6	16	17	26	33	100

Source : *Enquête auprès des associations* (MATISSE-CNRS, 1999)

... et nombreuses

Les associations culturelles sont aujourd'hui nombreuses. Au total, le secteur culturel compte 157 000 associations vivantes et actives sur le territoire national pour un nombre total d'associations estimé à 880 000. Les associations culturelles représentent ainsi 18 % du nombre total d'associations en activité. Malgré une mortalité relativement plus élevée des associations culturelles, le dynamisme de création est tel que leur place s'est confirmée entre 1990 et 1999 (voir tableau 4).

Secteurs d'activité

Le *secteur culturel* a été défini de façon restrictive, les loisirs socioculturels ayant été classés dans le secteur loisir ; il inclut, outre des musées, des monuments, des cinémas, des bibliothèques et médiathèques, des établissements culturels du type maisons de la culture, centres d'action culturelle, salles de spectacles, centre de congrès. Le secteur compte un nombre relativement important d'associations qui produisent ou organisent des spectacles vivants, des associations de préservation du patrimoine national, mais aussi de nombreux petits clubs culturels spécialisés (danse, poésie, peinture, littérature, philatélie, musique – pratique qui a connu ces dix dernières années une forte progression).

L'*action humanitaire* ne se limite pas à l'action conduite en direction des populations démunies au niveau matériel, mais intègre une double notion de détresse ou d'urgence. Elle s'adresse aussi à toutes les personnes en difficulté (personnes en situation de rupture, personnes en fin de vie, prisonnières, personnes torturées, malades, toxicomanes, SDF, nouveaux immigrants, réfugiés, victimes de désastres naturels, de catastrophes, de guerres, enfants maltraités). Les associations du secteur de l'action humanitaire interviennent souvent au niveau international.

Le secteur de l'*action sociale* rassemble principalement les établissements sociaux ou médico-sociaux (accueil des handicapés), les associations d'action en faveur des familles (centre social, aide familiale à domicile, garde d'enfants), des personnes âgées (maisons de retraite, foyers logements), des adolescents, de la prévention spécialisée. Lorsqu'elles ne sont pas employeuses, ces associations centrent le plus souvent leurs activités sur l'information, la prévention, l'orientation vers les structures susceptibles de venir en aide aux personnes en situation difficile.

Les *associations sanitaires* employeurs comptent les établissements hospitaliers, les centres de soins de suite et de rééducation fonctionnelle, les associations de soins à domicile. Les associations de malades, de lutte contre une maladie, de prévention, de sensibilisation à un problème de santé, d'éducation à la santé dans des différents domaines sont les plus nombreuses, elles reposent souvent sur le travail bénévole.

Le secteur de l'*éducation, de la formation et de l'insertion* comprend les établissements d'enseignement, des centres de formation permanente, les associations intermédiaires, d'insertion et d'aide aux chômeurs, les régies de quartier, mais aussi les petites associations sans salarié de parents d'élèves et des petites associations locales de formation à des activités de type initiation à l'informatique, langue, couture.

Le secteur de *défense des intérêts économiques* compte les syndicats d'initiative, les agences de développement local, de nombreuses associations de promotion du tourisme et de la vie locale, des associations de gestion des services locaux (transports, services urbains, aménagement local). On trouve aussi dans ce secteur des associations de mise en commun ou de gestion d'activités

marchandes, mais aussi des associations pour le développement du commerce équitable ou de la consommation éthique.

Le secteur des *loisirs* comprend d'une part des équipements de type socioculturels, mais surtout de nombreuses petites associations de loisirs spécialisés ou polyvalents, les amicales, de nombreux clubs de troisième âge, les salles des fêtes et associations d'organisation de kermesses ou de bals en milieu rural. Ce secteur compte aussi les associations de tourisme social, maisons, camps ou colonies de vacances, d'éducation populaire, les mouvements de jeunesse, les associations d'amitiés internationales, de jumelage n'ayant pas un but humanitaire.

Les associations de quartier, d'habitants, de défense du cadre de vie, les associations de consommateurs, les associations d'anciens combattants sont les plus nombreuses du secteur *opinion, expression, défense des droits* qui compte aussi les associations de défense de l'environnement et de connaissance du patrimoine naturel, des associations civiques, de défense d'une cause, de défense des minorités et quelques associations professionnelles.

Les associations de chasse et de pêche ont été rattachées au secteur *sports* qui est composé essentiellement de clubs sportifs et de clubs omnisports, moins nombreux et de très grande taille. Une novation est l'apparition d'associations qui fédèrent d'anciennes sections ayant, compte tenu de leur importance ou de la spécificité de leur gestion, acquis une marge d'autonomie plus grande.

Tableau 4 – Évolution de la part des associations culturelles dans le secteur associatif entre 1990 et 1999

	1990	1999
Culture	18	18
Action humanitaire, action sociale, santé	18	14
Éducation, formation, insertion, défense des intérêts économiques	8	9
Loisirs et sociabilité	15	20
Opinion, défense des causes et des droits	13	16
Sports	25	22
Autres	3	1
Total	100	100

Source : Enquête auprès des associations (MATISSE-CNRS, 1999)

Une force de travail surtout bénévole

Les associations culturelles sont très diverses. Quelques-unes gèrent des équipements en relation très étroite avec les collectivités publiques et en s'appuyant sur des professionnels salariés, d'autres combinent un recours à l'emploi salarié et une participation active de bénévoles, d'autres enfin sont de petites associations de membres qui ne s'appuient que sur du travail bénévole, à l'exclusion de tout recours à de l'emploi salarié même occasionnel. Les associations qui ne fonctionnent qu'à partir de travail bénévole sont nettement les plus nombreuses. Le secteur culturel associatif compte ainsi près de 132 000 associations sans salarié, fonctionnant uniquement sur la base du travail bénévole et 25 000 associations recourant de façon régulière ou

occasionnelle à l'emploi salarié ; le taux d'associations sans salarié dans le secteur culturel est très proche du taux moyen de 16 % de l'ensemble du secteur associatif.

Tableau 5 – Effectifs des associations selon le secteur d'activité et l'existence d'emploi salarié

	Associations sans salarié	Associations employeurs	Ensemble
Culture	132 000	25 000	157 000
Action humanitaire, action sociale, santé	92 500	26 500	119 000
Éducation, formation, insertion, défense des intérêts économiques	55 000	22 000	76 000
Loisirs et sociabilité	158 000	22 000	180 000
Opinion, défense des causes et des droits	135 000	10 000	145 000
Sports	158 000	37 500	195 500
Autres	4 500	2 000	6 500
Total	735 000	145 000	880 000

Source : Enquête auprès des associations (MATISSE-CNRS, 1999)

Une majorité d'associations de petite taille

Que l'on prenne pour référence leur budget annuel ou le nombre de salariés, la grande majorité des associations culturelles se rangent parmi les associations de petite taille.

Plus du tiers d'entre elles, soit environ 54 000 associations, gèrent un budget annuel inférieur à 10 000 francs ; elles sont très peu nombreuses à disposer d'un budget annuel supérieur à un million de francs (voir tableau 6). La répartition selon la taille de budget des associations du secteur culturel est remarquablement proche de la structure moyenne nationale obtenue par ailleurs à travers une diversité assez large de structures pour les différents secteurs d'activité. C'est seulement pour les grandes associations, celles qui gèrent un budget annuel supérieur à 1 million de francs, qu'un décrochage se produit : ces associations sont beaucoup plus rares dans le secteur culturel que dans les autres secteurs, à l'exception du sport et de la défense des droits.

La taille du budget annuel de fonctionnement est bien sûr très fortement liée au nombre de personnes salariées présentes dans les associations. Si la grande majorité d'entre elles fonctionnent sans emploi salarié, la plupart des associations qui y ont recours n'emploient qu'une ou deux personnes ; elles sont seulement 11 600 associations à employer plus de deux personnes salariées.

Tableau 6 – Répartition des associations culturelles selon la taille du budget annuel

	Nombre d'associations	%
Moins de 10 kF.	54 000	34
10 à 100 kF.	70 700	45
100 à 500 kF.	21 500	14
500 à 1000 kF.	4 700	3
1000 kF et plus.	6 100	4
Total	157 000	100

Source : Enquête auprès des associations (MATISSE-CNRS, 1999)

Tableau 7 – Répartition des associations culturelles selon le nombre de personnes salariées

Nombre de personnes salariées par association	Nombre d'associations
0 salarié	132 000
1 ou 2 salariés	13 400
3 à 9 salariés	6 150
plus de 10 salariés	5 450
Total	157 000

Source : Enquête auprès des associations (MATISSE-CNRS, 1999)

Un fort ancrage dans le tissu local

Les aires d'intervention des associations culturelles sont variées, même si les aires communales ou articulées autour de la commune (le quartier ou l'intercommunalité) constituent le terrain d'action de (–) plus de 60 % des associations culturelles ; c'est dire leur ancrage dans le tissu local du pays. Pour autant, les aires d'intervention qui dépassent l'échelon communal ou intercommunal (le département, la région, la France ou l'action internationale) sont présentes ; la place de l'aire culturelle régionale, avec 9 % des associations qui la reconnaissent comme territoire d'intervention, mérite d'être relevée : ce sont souvent des associations de préservation du patrimoine monumental, des musées, ou encore des associations qui organisent des spectacles de type théâtre.

Tableau 8 – Aire d'intervention des associations culturelles

en %

Le quartier	9
La commune	30
Plusieurs communes	23
Le département.	16
La région	9
La France	7
Action internationale	4
Autre.	2
Total	100

Source : Enquête auprès des associations (MATISSE-CNRS, 1999)

Une nette prépondérance des associations de membres

Trois logiques d'action sont à l'œuvre dans les associations culturelles : une logique centrée sur la gestion d'équipements (CAC, médiathèques, cinémas, théâtres, centres d'exposition...) qui concerne plus de 13 % d'entre elles ; une logique d'action militante, orientée vers la diffusion de la culture et du savoir auprès de certaines cibles de population et qui touche elle aussi plus de 13 % des associations ; enfin – de loin la plus importante en nombre puisqu'elle recouvre plus de 74 % du secteur – une logique que l'on peut qualifier d'autocentrée, celle des associations de membres qui s'organisent pour satisfaire les besoins culturels de leurs membres. Par rapport à la moyenne, la logique d'action « militante » apparaît nettement moins fréquente que dans de nombreux autres secteurs associatifs, tandis que les petites associations de membres sont nettement plus nombreuses dans les associations culturelles.

Tableau 9 – Répartition des associations culturelles selon les logiques d'action

	Effectifs	%
Gestionnaires d'équipements ou de services	20 400	13
Militantes	21 200	13
Associations de membres	115 400	74
Total	157 000	100

Source : Enquête auprès des associations (MATISSE-CNRS, 1999)

Le lieu et le mode d'hébergement

En cohérence avec l'étendue de l'aire d'intervention, c'est la mairie qui est le lieu principal d'accueil des associations hébergées, suivie par le domicile du président ou d'un membre de l'association. Peu d'associations sont propriétaires de leurs locaux, un certain nombre d'entre elles sont locataires, la plupart sont hébergées.

Tableau 10 – Répartition des associations culturelles
selon le statut principal d'occupation des locaux

en %

Propriétaire	3
Locataire	10
Hébergée.	87
Total / réponses	100

Source : Enquête auprès des associations (MATISSE-CNRS, 1999)

Tableau 11 – Répartition des associations culturelles selon le lieu d'hébergement

	Effectifs d'associations	%
La mairie.	75 500	55
Le président ou un membre de l'association.	29 800	22
Un établissement public.	6 800	5
Un équipement du type Maison d'association, Office culturel.	10 800	8
Un établissement privé lucratif ou commercial	3 700	3
Autres.	10 400	7
Total	137 000	100

Source : Enquête auprès des associations (MATISSE-CNRS, 1999)

*Une structuration en réseaux présente,
mais moins prégnante que dans les autres secteurs associatifs*

Le secteur associatif paraît dans son ensemble très fortement structuré en réseaux, réseaux formels ou informels, locaux, nationaux ou internationaux ; dans ce contexte, une des spécificités des associations culturelles est leur moindre appartenance à des réseaux : 58 % d'entre elles n'appartiennent à aucune forme de réseau et fonctionnent de façon isolée sur le territoire.

Tableau 12 – Fréquence d'appartenance à des réseaux selon le secteur d'activité en %

	Appartenance à un ou plusieurs réseaux	Pas d'appartenance à un réseau	Total
Culture	42	58	100
Action humanitaire, action sociale, santé	68	32	100
Éducation, formation, insertion, défense des intérêts économiques	58	42	100
Loisirs et sociabilité	48	52	100
Opinion, défense des causes et des droits	62	38	100
Sports	78	22	100
Autres	48	52	100
Total	60	40	100

Source : Enquête auprès des associations (MATISSE-CNRS, 1999)

La fréquence de l'appartenance à un réseau croît de façon régulière et importante avec la taille des associations et avec leur âge ; la forte proportion de petites associations dans le secteur culturel et le jeune âge de ces dernières s'ajoutent aux effets liés à la spécificité des projets associatifs qui expliquent que la prégnance des réseaux soit moins forte dans les associations culturelles. Sur les 157 000 associations culturelles que compte le secteur associatif, près de 90 000 appartiennent à des réseaux ; elles sont environ 61 000 à appartenir

à des fédérations ou unions d'associations, mais globalement leur appartenance à des réseaux informels est, par rapport à l'ensemble du secteur associatif, l'une des plus élevées.

Tableau 13 – Fréquence d'appartenance à un ou plusieurs réseaux des associations culturelles selon leur budget annuel

	Appartenance à un ou plusieurs réseaux	Pas d'appartenance à un réseau	Total
Moins de 10 kF.	38	62	100
de 10 à moins de 100 kF	43	57	100
de 100 moins de 500 kF.	47	53	100
de 500 à moins de 1000 kF.	46	54	100
1000 kF et plus.	63	37	100
Total	43	57	100

Source : Enquête auprès des associations (MATISSE-CNRS, 1999)

L'organisation des ressources

Des budgets moyens inférieurs à celui des autres secteurs d'activité

Les associations culturelles ont un budget moyen par association inférieur au budget associatif moyen tous secteurs confondus, qu'il s'agisse des associations sans salarié ou des associations employeurs (voir tableau 14 ci-dessous). Au total, le budget moyen d'une association culturelle est de l'ordre de 227 500 francs, alors que le budget moyen d'une association, tous secteurs d'activité confondus, est de 349 000 francs.

Malgré la faiblesse des budgets moyens des associations culturelles, le nombre élevé de celles-ci explique leur poids économique relativement important dans le budget cumulé du secteur associatif : les associations culturelles, avec un budget annuel supérieur à 32 milliards de francs, ont en effet réalisé 10 % du budget total du secteur associatif.

Tableau 14 – Budget moyen selon le secteur d'activité et l'existence d'emploi salarié dans l'association

	Budget moyen des associations sans salarié	Budget moyen des associations	Budget moyen pondéré
Culture	47 650	1 062 935	227 503
Action humanitaire, action sociale, santé	59 052	4 421 735	112 942
Éducation, formation, insertion, défense des intérêts économiques.	50 920	2 590 896	
Loisirs et sociabilité.	50 988	1 228 880	225 018
Opinion, défense des causes et des droits.	20 788	817 347	95 374
Sports.	72 934	668 193	207 699
Ensemble	50 469	1 871 314	348 771

Source : Enquête auprès des associations (MATISSE-CNRS, 1999)

Tableau 15 – Poids économique des secteurs d'activité

(en % du budget total)

	Associations sans salarié	Associations employeurs	Ensemble
Culture	17	10	11
Action humanitaire, action sociale, santé	15	45	43
Éducation, formation, insertion, défense des intérêts économiques	8	22	21
Loisirs et sociabilité	21	10	11
Opinion, défense des causes et des droits	7	3	3
Sports	31	9	10
Autres	1	1	1
Total en %	100	100	100
Budget total en milliards de francs	37,1	271,3	308,4

Source : Enquête auprès des associations (MATISSE-CNRS, 1999)

Un financement public majoritaire dans le budget cumulé

Le financement privé est important, mais reste minoritaire dans les budgets associatifs par rapport au financement public qui alimente 63 % du budget cumulé du secteur associatif.

Les ressources privées représentent 42 % des ressources budgétaires du secteur associatif. Les cotisations de membres, qui alimentent au total 7 % du budget cumulé des associations culturelles, proportion inférieure à la moyenne observée pour l'ensemble du secteur associatif, proviennent des adhérents personnes physiques, comme c'est le cas le plus souvent, mais aussi de personnes morales dont la fréquence est relativement plus importante dans le champ culturel associatif. Les dons directs des particuliers sont très peu élevés, mais ils s'ajoutent au mécénat, qui comporte pour les associations culturelles les financements en provenance des entreprises et les dons collectés puis redistribués par les fondations.

Tableau 16 – Structure des ressources des associations culturelles

en %

Financements privés	42	
Cotisations		7
Dons		1
Mécénat		4
Recettes d'activité		30
Financement publics	58	
Commune		34
Département		7
Région		3
État		12
Autres financements publics		2
Total	100	
Budget total en milliards de francs		32 Mds F

Source : Enquête auprès des associations (MATISSE-CNRS, 1999)

Dons et mécénat représentent 5 % des ressources budgétaires des associations culturelles. Les recettes tirées de l'activité sont de nature très différente : elles peuvent englober la vente de services associatifs à un prix de marché, la participation forfaitaire à des services rendus, la vente de services à des prix différenciés tenant compte d'un certain nombre de critères, les produits des fêtes et des manifestations pour les petites associations, les revenus des placements. Au total, elles alimentent 30 % des budgets associatifs des associations culturelles.

Les ressources publiques représentent 58 % du financement cumulé du secteur associatif. Cependant, la structure des ressources est très différente d'un type d'association culturelle à l'autre. La taille de l'association est un facteur souvent décisif de la structure de ses ressources. Les très petites associations présentent une structure spécifique en tirant l'essentiel de leurs ressources des cotisations et des dons. Plus la taille augmente, plus les ressources tirées des cotisations et des dons diminuent, et plus la part des financements publics tend à augmenter.

Tableau 17 – Structure des ressources des associations culturelles selon leur taille

	Coti- sations	Dons et mécénat	Recettes d'activité	Financements publics	Total en %	Budget moyen	Effectifs d'associations
Moins de 10 kF . . .	48	7	13	32	100	4 400	54 000
10 à 100 kF	27	8	35	30	100	38 000	70 700
100 à 500 kF	21	6	33	40	100	227 000	21 500
500 à 1000 kF	16	4	29	51	100	699 000	4 700
1000 kF et plus . . .	2	4	28	66	100	3 922 000	6 100
Ensemble	7	5	30	58	100	227 500	157 000

Source : Enquête auprès des associations (MATISSE-CNRS, 1999)

Les communes sont le premier partenaire public des associations culturelles : elles sont à l'origine de 34 % des ressources budgétaires totales de ces dernières, chiffre considérable ; la culture est, avec le secteur sportif, le seul secteur plaçant la commune au premier rang des ressources budgétaires. L'État est le deuxième partenaire avec 12 % des ressources, pourcentage très important en soi, bien qu'inférieur à celui des communes. Il y a plus : l'État est la seule collectivité dont le pourcentage de contribution budgétaire dépasse, et de loin, le pourcentage reconnu d'aire d'intervention correspondante. La remarque est inverse pour les départements et les régions, avec respectivement 7 % et 4 % des ressources budgétaires : ils n'ont pas un pourcentage de contribution correspondant au nombre d'associations travaillant dans l'aire départementale ou régionale.

La principale caractéristique de la structure des ressources des associations culturelles, qui la distingue essentiellement des autres secteurs, est la prépondérance des ressources tirées des communes : plus du tiers des ressources budgétaires ; cette participation des financements communaux à l'action associative ne se retrouvent dans aucun autre secteur d'activité ; cette

participation élevée des communes s'explique en partie par le fait qu'une large part de la politique culturelle des communes est mise en place sous forme associative, tandis que, dans les autres secteurs d'activité, notamment l'action sociale ou le sport, de nombreuses actions sont mises en place directement à partir des budgets communaux dans des structures publiques.

Le pourcentage de ressources en provenance des départements est remarquable, non par son niveau propre, mais par le fait qu'il est atteint alors que le département oriente essentiellement ses financements en direction des associations d'action sociale. Enfin le pourcentage de ressources tirées de la région, quoique faible dans l'absolu, est plus élevé pour les associations culturelles que pour les autres.

Des relations financières nombreuses avec les pouvoirs publics

En termes de fréquence des relations financières, les communes sont le premier partenaire des associations culturelles : 99 000 associations culturelles entretiennent des relations avec les communes ; ce chiffre est considérable ; il traduit la reconnaissance par la commune de l'importance du fait associatif pour l'animation du tissu culturel local. Cette reconnaissance n'est pas spécifique au secteur culturel, elle est présente dans beaucoup d'autres secteurs associatifs ; la spécificité du secteur culturel dans ce domaine est que cette reconnaissance symbolique joue aussi au niveau des départements : avec une participation de 7 % dans le budget des associations culturelles, les départements entretiennent des relations financières avec 22 % des associations culturelles.

L'attribution à la commune des associations qui se reconnaissent un territoire d'intervention intercommunal peut être discutée, puisque le département peut avoir vocation à s'intéresser à cette catégorie d'associations, une théorie de l'intervention publique soutenant même qu'un équipement ou une action d'un échelon donné devrait relever *a priori* de l'échelon public ou administratif de niveau supérieur et puisque les contrats de pays offrent l'exemple de la Région et de l'État coordonnant leur action sur un territoire infra départemental. Le tableau fait toutefois bien ressortir le contraste entre la logique de financement de l'État et celle des conseils généraux : l'État tend à concentrer son action sur un certain nombre d'actions fortes, les conseils généraux accordent une place à la reconnaissance des associations à l'œuvre sur leur territoire. Une analyse quantitative fine montrerait que l'action de la commune participe des deux logiques et que celle des régions rejoint le principe de sélectivité, mais pour des montants relativement moyens, car la région, collectivité territoriale jeune, a d'abord dû faire l'apprentissage de ses premières compétences transférées.

Tableau 18 – Fréquence des relations financières entre les associations culturelles et les pouvoirs publics *

	Nombre d'associations	%
Mairies	99 000	63
Conseils généraux	34 700	22
Conseils régionaux	11 500	7
État	15 100	9

* possibilité de réponses multiples

Source : Enquête auprès des associations (MATISSE-CNRS, 1999)

Des masses de financement public concentrées au bénéfice de quelques associations

Les masses de financement public se concentrent sur une minorité importante d'associations dont le budget est largement subordonné aux ressources publiques (voir tableau 19) : ainsi 88 % des financements publics alimentent les budgets d'associations vivant de fonds publics prédominants dans leurs budgets, tandis que près de 119 000 associations vivent avec des ressources privées exclusives ou majoritaires dans les budgets.

Tableau 19 – Concentration des financements publics dans les budgets des associations culturelles

	% associations culturelles	Nombre d'associations	% du volume des financements publics
Pas de financements publics	31	48 700	-
moins de 25 %	28	43 500	3
de 25 à moins de 50 %	17	26 400	9
de 50 à moins de 75 %	11	17 900	36
plus de 75 %	13	20 500	52
Ensemble	100	157 000	100

Source : Enquête auprès des associations (MATISSE-CNRS, 1999)

Les ressources des associations culturelles apparaissent d'une façon générale très concentrées dans les associations employeurs : les 25 000 associations employeurs, qui représentent 16 % du nombre total d'associations, ont ainsi concentré plus de 80 % des ressources budgétaires, la quasi-intégralité des financements de l'État et 90 % des financements publics.

Tableau 20 – Répartition des ressources budgétaires entre les associations culturelles

	% sans salarié	% employeurs	Total de la ressource
Cotisations	38	62	100
Dons	80	20	100
Mécénat	14	86	100
Recettes d'activité	30	70	100
Financements publics	10	90	100
État	3	97	100
Conseils régionaux	9	91	100
Conseils généraux	12	88	100
Communes	12	88	100
Financements européens	2	98	100
Ressources budgétaires totales	19	81	100

Source : Enquête auprès des associations (MATISSE-CNRS, 1999)

La place des associations culturelles dans la répartition des ressources

Au total, et comparativement aux autres secteurs d'activité, la culture est destinataire de 12 % des masses de financements publics en direction des associations.

Le financement communal s'oriente pour une part vers un soutien symbolique à un grand nombre d'associations culturelles, le montant unitaire de la subvention communale étant alors faible, et pour une part considérable vers des actions importantes d'associations de taille élevée. La part importante des associations culturelles dans le financement communal des associations – 24 % des masses de financement communal en direction des associations s'effectue vers le secteur culturel – s'explique en grande partie par le fait que les politiques culturelles des communes passent par le canal d'associations, tandis que dans les autres secteurs d'activité – action sociale ou sports par exemple –, les communes interviennent en gestion directe.

Tableau 21 – Répartition des financements publics des communes, des départements, des régions et de l'État selon les secteurs d'activité en 1999

	Communes	Départements	Régions	État	Total des financements publics
Culture	23	7	12	11	12
Action humanitaire, action sociale, santé	23	66	34	48	50
Éducation, formation, insertion, défense des intérêts économiques	11	16	46	27	17
Loisirs et sociabilité	18	4	3	7	10
Opinion, défense des causes et des droits	2	1	1	3	2
Sports	21	6	2	3	8
Autres	2	0	2	1	1
Total	100	100	100	100	100

Source : Enquête auprès des associations (MATISSE-CNRS, 1999)

L'emploi salarié

La majorité des associations culturelles employeurs sont de petites structures : 54 % d'entre elles ont recours à un ou deux emplois salariés, les structures de plus de cinquante salariés sont peu nombreuses. Les associations culturelles sont de plus petite taille que les autres associations : l'emploi moyen dans les associations culturelles employeurs est de 5,8 emplois par association contre 11,8 emplois par association employeur en moyenne ; ce chiffre s'explique à la fois par la sur-représentation dans le secteur culturel des petites associations qui gèrent un ou deux emplois salariés et par la sous-représentation des structures de plus de cinquante salariés.

Tableau 22 – Répartition de l'emploi salarié dans les associations culturelles

	Nombre d'associations	% du nombre d'associations	Nombre total d'emplois	% du nombre total d'emplois
1 ou 2 salariés	13 400	53	10 000	7
3 à 9 salariés	6 150	25	32 000	21
plus de 10 salariés.	5 450	22	108 000	72
Total	25 000	100	150 000	100

Source : Enquête auprès des associations (MATISSE-CNRS, 1999)

L'examen de la concentration des ressources à l'intérieur même du secteur culturel associatif employeur montre que parmi les 25 000 associations employeurs relevant du secteur culturel, les 6 800 associations qui ont employé plus de dix salariés ont concentré 72 % de l'emploi.

Tableau 23 – Nombre moyen d'employés par association selon le secteur d'activité

Culture	6
Action humanitaire, action sociale, santé	26
Éducation, formation, insertion, défense des intérêts économiques	15
Loisirs et sociabilité	11
Opinion, défense des causes et des droits	5
Sports	5
Autres	5
	11

Source : Enquête auprès des associations (MATISSE-CNRS, 1999)

Tableau 24 – Répartition des emplois salariés dans les associations selon le secteur d'activité

	Nombre d'emplois salariés	% d'emplois salariés	Nombre de personnes en EPT *	% emploi salarié EPT	Ratio effectifs EPT-effectifs personnes occupées
Culture	150 000	9	82 000	9	0,54
Action humanitaire, action sociale, santé	676 000	41	441 000	49	0,65
Éducation, formation, insertion, défense des intérêts économiques	329 000	20	200 000	22	0,61
Loisirs et sociabilité	243 000	15	83 000	9	0,34
Opinion, défense des causes et des droits	56 000	3	26 000	3	0,47
Sports	186 000	11	65 000	7	0,35
Autres	10 000	1	10 000	1	1,00
Total	1 650 000	100	907 000	100	0,55

* Emploi plein temps

Source : Enquête auprès des associations (MATISSE-CNRS, 1999)

L'étude a permis d'estimer à 150 000 le nombre de personnes occupées dans les associations culturelles. Le temps partiel étant très élevé, l'emploi plein temps évalué à partir des dépenses en salaires est estimé à 82 000 personnes, soit 9 % de l'emploi salarié associatif.

Une caractéristique du secteur associatif est un ratio emploi en équivalent plein temps (EPT) sur le nombre de salariés présents assez faible. C'est le cas pour les associations culturelles, où la part du travail à temps partiel est importante. Dans ce secteur, on trouve une forte proportion de salariés titulaires de contrat à durée déterminée, et aussi de travailleurs mis à disposition : alors que l'emploi des associations culturelles représente 9 % de l'emploi associatif, les emplois sous forme de CDI ne représentent que 7 % du nombre total de CDI, tandis que les emplois en CDD constituent 16 % du nombre total de CDD dans les associations. Les associations culturelles bénéficient par ailleurs de la présence de salariés, rémunérés sur d'autres budgets, le plus souvent publics ; la part du secteur culturel est importante, avec 12,5 % des emplois mis à disposition des associations.

Tableau 25 – Répartition des emplois salariés et des bénévoles selon le secteur d'activité en %

	Emplois salariés	CDI	CDD	Travail mis à disposition
Culture	9	7	16	13
Action humanitaire, action sociale, santé	41	54	16	14
Éducation, formation, insertion, défense des intérêts économiques	20	16	38	36
Loisirs et sociabilité	15	9	19	19
Opinion, défense des causes et des droits	3	3	4	3
Sports	11	10	6	14
Autres	1	1	1	1
Total	100	100	100	100
Effectifs (nombre d'emplois)	1 650 000	1 000 000	650 000	127 000

Source : Enquête auprès des associations (MATISSE-CNRS, 1999)

L'importance du travail bénévole

Les associations culturelles ont déclaré la présence de 2 460 000 bénévoles, soit 17 % du nombre total de bénévoles occupés dans le secteur associatif. Cette donnée intégrant cependant des doubles-comptes, ce chiffre permet d'estimer à 1 900 000 le nombre de bénévoles actifs dans les associations culturelles.

Tableau 26 – Estimation du nombre de bénévoles en EPT * par secteur d'activité

	Nombre de bénévoles EPT	% travail bénévole EPT
Culture	96 700	14
Action humanitaire, action sociale, santé	162 500	23
Éducation, formation, insertion, défense des intérêts économiques	58 700	8
Loisirs et sociabilité	114 600	16
Opinion, défense des causes et des droits	77 300	11
Sports	201 200	27
Autres	5 000	1
Ensemble	716 000	100

* Emploi plein temps

Source : Enquête auprès des associations (MATISSE-CNRS, 1999)

La durée moyenne de travail bénévole par personne étant moins élevée dans le secteur des associations culturelles que dans d'autres, le travail bénévole a été évalué à 96 700 emplois en équivalent plein temps, soit 13,5 % du volume total de travail bénévole dans le secteur associatif.

Tableau 27 – Répartition des bénévoles dans les associations culturelles

	Associations sans salarié	Associations employeurs	Total
Selon le ...			
nombre de bénévoles	82	18	100
volume de travail bénévole	76	24	100
Rappel : nombre d'associations	132 000	25 000	157 000

Source : Enquête auprès des associations (MATISSE-CNRS, 1999)

L'association comme mode de gestion des activités culturelles

Eric BARON *

Au moment où l'on célèbre le centenaire de la loi du 1^{er} juillet 1901, trois constats semblent admis : le formidable succès de cette loi, l'hétérogénéité du secteur associatif et l'existence d'interrogations et d'inquiétudes quant à l'avenir des associations.

Ces trois constats s'appliquent au secteur culturel.

Le rapport de Mme Chiffert et MM. Lecat et Reliquet, inspecteurs généraux au Ministère de la culture ¹, permet de disposer d'une vision précise des pratiques propres aux services publics culturels locaux.

En matière d'enseignement, la gestion privée (à l'exclusion donc des établissements publics ou des équipements en régie directe ou personnalisée) est le fait exclusif d'associations 1901. Il en est quasiment de même pour les équipements d'acquisition, de conservation et de mise à disposition de biens culturels, à l'exception – récente – de quelques musées gérés par des sociétés commerciales en délégation de service public.

Le secteur du spectacle vivant est plus hétérogène puisqu'on y trouve des sociétés commerciales (SA, SARL, SCOP, SEM). Les associations y restent cependant majoritaires. Mais cette diversité apparente doit être relativisée. D'une part, nombre de ces sociétés commerciales ne gèrent pas des services publics. D'autre part, dans certains cas, la forme commerciale est imposée par l'État ².

Si l'on quitte la sphère des services publics, le fait associatif est certainement encore plus prégnant (théâtre amateur, amis d'un musée, défense d'un artiste, soutien d'une culture...). On peut ajouter à cette liste toutes les associations œuvrant aux frontières de l'éducatif, du social et du culturel (art à l'école, à l'hôpital, réinsertion sociale par le développement de pratiques culturelles...),

* Avocat au Barreau de Paris

1. « La rénovation des instruments juridiques des services publics culturels locaux », Ministère de la culture et de la communication, février 1999.

2. Voir pour les centres dramatiques nationaux : Arrêté du 23 février 1995 fixant le contrat type de décentralisation dramatique, art. 22.

ainsi que celles qui servent de support aux actions de mécénat des entreprises. Ces dernières peuvent également créer des fondations, bien que le droit français ne connaisse pas le principe de la liberté de fondation ³.

L'hégémonie associative est d'ailleurs probablement plus prononcée dans le secteur culturel que dans d'autres champs de l'économie sociale, comme la santé ou le sport. Ces champs connaissent en effet un secteur lucratif et un secteur public qui sont certainement plus importants qu'au sein du secteur culturel ⁴.

Ce succès est d'autant plus remarquable qu'il concerne des situations très diverses, le secteur des associations culturelles étant loin de constituer un ensemble homogène. Diverses par leur objet, les associations culturelles le sont également par leur taille, leurs modalités d'organisation et de fonctionnement. Les critères de distinction sont donc multiples :

- la taille (nombre de membres et/ou importance du budget),
- la nature des activités (activité privé ou mission de service public ; activité marchande et non marchande ...),
- les modalités d'organisation (libre organisation ou soumission à des contraintes dans le cadre de la reconnaissance d'utilité publique ou d'un agrément),
- les modalités de fonctionnement (associations ouvertes, ayant vocation à accueillir de nombreux membres et associations fermées).

Les associations font néanmoins l'objet de critiques. Hormis quelques fantasmes développés à la suite de situations exceptionnelles mais médiatiques, ces critiques ne visent pas à remettre en cause l'association en tant que telle, mais portent sur certaines pratiques associatives et publiques. Au travers de ces critiques, la question posée est finalement celle de la place des associations. À ce titre, l'analyse développée par Jean-Michel Bloch-Lainé à propos de l'avenir des associations de solidarité paraît transposable à une partie au moins des associations culturelles : *« C'est qu'en effet des ambiguïtés s'accumulent, dans l'instant et à l'horizon, sur la question de savoir quelle place l'État et les collectivités territoriales entendent offrir à cette branche du tiers secteur ; sur ce qui se dessine quant au partage des rôles entre maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre ; sur les façons respectives de traiter – et de traiter avec – les opérateurs privés non lucratifs et lucratifs ; sur les critères permettant de différencier les uns des autres ; sur les conséquences à en tirer quant aux marges de liberté, d'inventivité, de visibilité »* ⁵.

Ces questions débordent largement le cadre de la seule analyse juridique. Elles ont néanmoins une portée juridique, comme en témoignent les débats relatifs

3. Loi n° 87- 571 du 23 juillet 1987 modifiée par la loi 90-559 du 4 juillet 1990. Sur les fondations, voir notamment Lamy Associations, Etudes 905 et suiv.

4. Les débats relatifs à la création d'un établissement public local à objet culturel, puis d'un établissement public de coopération culturelle, en témoignent. Sur ce point, voir *Policultures*, octobre 2000, n° 52, p. 6.

5. Jean-Michel BLOCH LAINÉ, « Quelques réflexions sur l'avenir des associations de solidarité », *Rapport public 2000 du Conseil d'Etat*, p. 361 et suiv., Etudes et Documents n° 51, La Documentation française, 2000.

au champ d'application de la loi Sapin (loi du 29 janvier 1993 instituant une procédure de mise en concurrence pour les délégations de service public) et ceux propres au régime fiscal applicable aux associations.

Plus généralement, dans le cadre d'une telle analyse juridique, les critiques énoncées à l'encontre des associations (1) incitent à souligner ou à revenir à leurs caractéristiques essentielles, à ce qui les distingue des autres formes juridiques. À ce titre, il apparaît que les associations jouissent d'une spécificité forte mais limitée (2).

Les critiques énoncées à l'encontre des associations

Trois critiques essentielles sont régulièrement énoncées qui tiennent à la spécificité juridique des associations : la première porte sur la nature réelle de leurs liens avec les collectivités publiques, la deuxième sur ce qu'on peut appeler « les modes de gestion privée du service public », la troisième enfin sur la qualité des contrôles renforcés auxquels elles sont soumises.

Le caractère fictif des associations

Cette première critique concerne, d'une part les relations entre les collectivités publiques et les associations, d'autre part les modalités de fonctionnement de ces dernières.

Le premier point renvoie à la notion de démembrement du service public et aux cas des associations transparentes ou encore dites « faux nez de l'administration ». Il ne concerne donc que les associations culturelles qui entretiennent des relations avec des personnes publiques. Schématiquement, il s'agit des associations au travers desquelles agissent des personnes publiques, le recours à la forme associative ayant pour but d'éluder les règles du droit public et de la comptabilité publique.

Cette situation est connue et a fait l'objet d'une jurisprudence fournie, dont une part importante concerne des associations culturelles (encaissement sans habilitation des recettes générées par la location des salles d'un musée public, par les premières d'un opéra public...) tant de la part des juridictions administratives ⁶ que de la Cour des comptes et des Chambres régionales des comptes. Condamnable dans son principe, elle expose les élus et les dirigeants d'associations au risque pénal (délit de favoritisme) et de gestion de fait de fonds publics ⁷.

6. Conseil d'État, 11 mai 1987, Divier, Lebon, p. 167.

7. Sur la notion de gestion de fait de fonds publics, voir Hélène GISSEROT, « Associations et gestion de fait », *Rapport public 2000 du Conseil d'État*, p. 361 et suiv., Études et Documents n° 51, La Documentation française, 2000.

Le second point, apparu plus récemment, porte sur les modalités d'organisation même des associations. La question est ici celle du rôle et des droits des membres, autrement dit de la réalité de la vie associative ⁸.

Cette critique nous paraît devoir être nuancée. Sur le principe, il peut en effet être souhaitable que les associations culturelles connaissent une vie associative dense. A tout le moins, l'absence de membres ou de membres disposant de droits devient critiquable si elle a pour corollaire un pouvoir prépondérant des représentants de la collectivité territoriale partenaire de l'association. Cette hypothèse nous renvoie au premier point, c'est-à-dire au cas des associations fictives.

À l'inverse, le caractère démocratique ne nous paraît pas inhérent à l'association. Cette dernière constitue à la fois une liberté à valeur constitutionnelle ⁹, une institution et un contrat. À ce titre, elle est soumise aux principes généraux du droit des obligations, et notamment au consensualisme ¹⁰.

Or, en aucun cas, la nécessité d'un fonctionnement démocratique n'est au nombre de ces principes. Rien n'empêche – et la pratique l'atteste abondamment – de créer des associations fermées, de restreindre les droits des membres. L'association constitue un mode de gestion et, comme tel, doit être libre de s'organiser selon les caractéristiques qu'elle estime les plus opportunes.

Les difficultés de positionnement de certaines associations face au service public ¹¹

Cette difficulté est soulignée aussi bien par le rapport de Mme Chiffert ¹² que par celui du Conseil d'État qui, après avoir fait état des malentendus qui grèvent les relations entre les associations et l'État, se demande « qui instrumentalise qui » ¹³. Cette question constitue sans nul doute la pierre angulaire de la problématique propre à la gestion privée, et particulièrement depuis l'entrée en vigueur de la loi Sapin.

Il est vrai que, d'un point de vue politique, la position de certaines associations est ambiguë. Attachées à la dimension de service public de leurs activités, elles – ou au moins certaines d'entre elles – réfutent la qualité de délégataire de service public.

8. Sur ce point, voir le Rapport Chiffert précité, p. 37, et le Rapport public 2000 du Conseil d'État, p. 283.

9. Décision du Conseil constitutionnel, DC n° 71-44, 16 juillet 1971, Recueil p. 29.

10. Loi du 1^{er} juillet 1901, art. 1.

11. Sur cette question, voir Eric BARON, « Les modes de gestion privée du service public culturel », *AJDA*, numéro spécial « Culture et service public », 20 septembre 2000, p. 131 et suiv.

12. Rapport précité, p. 37.

13. Rapport public 2000 du Conseil d'État précité, p. 353.

Juridiquement, les données peuvent être résumées ainsi :

- d'une part, la jurisprudence consacre de plus en plus une conception extensive du service public ¹⁴ ;
- d'autre part, nombre d'associations culturelles assurent une mission d'intérêt général, bénéficient à ce titre de concours publics, de plus en plus souvent précisément affectés, et sont l'objet d'un nombre croissant de contrôles, sous la pression notamment des Chambres régionales des comptes.

Le rapprochement de ces caractéristiques et de cette conception du service public aboutit à une extension importante du champ d'application de la loi Sapin. La mise en œuvre par les élus d'un principe de précaution, compte tenu du risque pénal attaché à la violation de la loi, rend effective cette extension.

L'enjeu ou le risque est de ramener, au détriment du projet social, nombre d'associations au rang de gestionnaires interchangeables au gré des procédures de mises en concurrence, voire de prestataires de marché public. En effet, au regard des jurisprudences Préfet des Bouches-du-Rhône et Commune de Guilhaum-Granges ¹⁵, une telle qualification ne saurait être exclue compte tenu de la part que représentent les concours publics dans le budget des associations culturelles. Il convient cependant de noter que l'article 30 du décret du 7 mars 2001 portant code des marchés publics ne soumet les marchés qui ont notamment pour objet des services récréatifs et culturels qu'aux seules obligations relatives à la définition des prestations par référence à des normes, lorsqu'elles existent, ainsi qu'à l'envoi d'un avis d'attribution.

Si les marchés publics portant sur des prestations culturelles ne devraient donc plus être soumis aux règles du code des marchés, on peut souhaiter, en l'absence d'amendement de la loi Sapin, soit une définition plus précise de la notion de délégation, soit une définition moins extensive du service public.

La question n'est pas ici de soustraire les associations aux règles visant à garantir la transparence et la bonne utilisation des fonds publics, mais elle est celle clairement posée par Jean-Michel Bloch-Lainé (voir plus haut) de la nature des missions de certaines associations et de leur positionnement vis-à-vis de l'État, des collectivités territoriales et du marché.

Cette question prend d'ailleurs une acuité particulière pour les associations qui interviennent dans la mise en œuvre d'une politique fondée sur une coopération entre l'État et une ou plusieurs collectivités territoriales. Il paraît difficile de ramener une telle situation à une délégation d'un service public culturel local.

14. Voir sur ce point le Rapport public 1999 du Conseil d'État, p. 273.

15. Conseil d'État, 15 avril 1996, Lebon, p. 137 ; Conseil d'État, 7 avril 1999, *AIDA*, 20 juin 1999, p. 517.

Les contrôles des associations

S'il est désormais admis que les associations soient soumises à de nombreux contrôles, certains soulignent le manque d'effectivité de ces contrôles ou s'interrogent sur leur caractère obsolète ¹⁶.

En pratique, il semble pourtant que ceux-ci sont de plus en plus précis et effectifs et qu'en tout cas, la question des modalités de contrôle ne constitue pas une ligne de partage entre les différentes formes juridiques de droit privé.

On peut rappeler ici que, de par leur soumission aux impôts et taxes dits commerciaux, les associations ont l'obligation de tenir une comptabilité de type commercial, que la loi leur impose de nommer un commissaire aux comptes et un suppléant à compter d'un million de francs de subvention (150 000 euros à compter du 1^{er} janvier 2002) ; enfin, dès lors qu'elles perçoivent un concours financier, direct ou indirect, supérieur à 10 000 francs ou qu'une ou des collectivités locales détiennent plus de la moitié des voix ou exercent un pouvoir prépondérant de gestion en leur sein, les associations sont passibles d'un contrôle de la Cour des comptes ou des chambres régionales des comptes ¹⁷.

Par ailleurs, par convention, les collectivités territoriales imposent de plus en plus de contrôles aux associations.

Les associations : une spécificité forte mais limitée

Comme tout acteur juridique, l'association s'inscrit très largement dans le droit commun. Le régime juridique, ou plutôt les réglementations auxquelles sont soumises les associations culturelles, dépendent essentiellement de la nature de leurs activités et non pas de celle de leur forme juridique. L'association conserve cependant une spécificité forte qui tient à sa souplesse et surtout à sa finalité non lucrative.

Un régime lié à la nature des activités exercées

Si elles peuvent bénéficier de certaines dispositions spécifiques, les associations sont largement soumises à des réglementations générales.

La loi du 1^{er} juillet 1901 inscrit elle-même l'association dans le cadre du droit commun des obligations. L'article 1^{er} dispose en effet que l'association « est régie, quant à sa validité, par les principes généraux du droit applicables aux contrats et obligations ».

16. Rapport public 2000 du Conseil d'État, p. 294.

17. Loi du 2 mars 1982, art. 87, et ordonnance du 23-9-58.

Bien évidemment, les associations sont, en leur qualité d'employeur, soumises au droit du travail et plus généralement à l'ensemble des réglementations applicables aux activités qu'elles exercent (réglementation des édifices recevant du public, ordonnance du 13 octobre 1945 relative aux spectacles, loi sur la danse ...).

Il faut d'ailleurs noter que les réglementations spécifiques aux activités culturelles ne limitent pas leur champ d'application aux associations. Ainsi, l'ordonnance du 13 octobre 1945¹⁸ permet le subventionnement des entreprises de spectacles quelle que soit leur forme juridique. Il en est de même pour les taux de 2,10 % et de 5,5 % de TVA institués par le code général des impôts pour certaines manifestations culturelles¹⁹ et pour l'exonération de taxe professionnelle que les collectivités territoriales peuvent décider pour certaines entreprises de spectacles vivants²⁰.

L'essentiel du régime applicable aux associations est donc lié à la nature de leur activité et non pas à celle de leur forme juridique. La nouvelle doctrine fiscale²¹ relative aux associations s'inscrit dans cette logique. Le but de ces instructions est bien de faire dépendre le régime fiscal des associations de la nature de leurs activités.

On rappelle que l'analyse du caractère non lucratif (au sens fiscal) passe par une démarche en trois étapes²² :

Étape 1 : la gestion de l'association est-elle désintéressée ?

. si non : l'association est lucrative

. si oui : le régime fiscal sera fonction de l'étape 2 ou 3.

Cette première condition implique notamment qu'aucun administrateur ne retire lui-même ou par personne interposée, d'intérêts directs ou indirects de la gestion de l'association. Tel ne serait pas le cas, d'après l'administration fiscale, lorsqu'un administrateur perçoit une rémunération de l'association et ce, même si celle-ci est liée à un travail effectif et distinct de son mandat électif. Toutefois, la perception d'une rémunération n'excédant pas les trois quarts du SMIC ne remet pas en cause le caractère désintéressé de la gestion.

18. Ordonnance n° 45-2339 modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999, JO du 19 mars.

19. CGI, articles 281 quater 279 b bis.

20. CGI, art. 1464 A.

21. Instructions fiscales des 15 septembre 1998 – BOI 4 H-5-98 – et 16 février 1999 – BOI 4 H-1-99.

22. En matière de TVA, cette démarche ne concerne que les ressources entrant dans le champ d'application de cette taxe. Cette question délicate concerne notamment les subventions perçues par les associations. Pour celles-ci, il est donc nécessaire dans un premier temps de rechercher si elles présentent un caractère taxable, c'est-à-dire si elles sont susceptibles d'être soumises à la TVA. Une subvention est taxable si elle constitue la contrepartie d'une livraison de bien ou d'une prestation de service individualisée et s'il existe une relation nécessaire entre le montant de la subvention et le niveau des avantages retirés par le bénéficiaire de la livraison de bien ou de la prestation de service ; ou bien encore si elle constitue un complément de prix – instruction du 8 septembre 1994, BOI 3-CA.

Étape 2 : l'activité de l'association est-elle concurrentielle ?

- . si non : l'association est non lucrative
- . si oui : son régime fiscal sera fonction de l'étape 3.

À ce titre, l'association doit déterminer, activité par activité, si un organisme fiscalisé propose une activité analogue à la sienne. Cette analyse doit être effectuée en fonction de la zone géographique d'attraction de chacune des activités.

Le caractère concurrentiel d'une seule activité impose de passer à l'étape 3.

Étape 3 : les modalités de réalisation des activités sont-elles similaires à celles des entreprises au regard de la règle des « 4P » (produit, public, prix et publicité) ? Si ces modalités sont distinctes de celles des entreprises, l'association ne sera pas assujettie aux impôts et taxes dits commerciaux.

Ces critères ne sont pas cumulatifs. Les deux critères les plus importants sont les deux premiers « P » (produit et public). S'agissant du produit, la question est de savoir si l'activité de l'association pallie une carence du secteur marchand en assurant une activité non couverte ou de façon insuffisante par le marché.

Pour le public, il convient de déterminer si l'association s'adresse essentiellement à des personnes justifiant de l'octroi d'avantages particuliers compte tenu de leur situation économique ou sociale.

En application de ses instructions, l'administration fiscale a consacré des fiches spécifiques aux associations de création artistique qui produisent et créent des œuvres pouvant réunir plusieurs artistes dans les disciplines telles que les arts plastiques, les arts de la rue, du cirque, de la danse, de la musique, du théâtre, aux associations qui développent une activité culturelle et artistique dans un lieu de spectacles vivants et aux Maisons des jeunes et de la culture ²³.

Sans détailler ici le contenu de ces fiches, on peut noter que, s'agissant du spectacle vivant, l'administration fiscale a essentiellement opéré une distinction entre les spectacles amateurs (activité présumée non concurrentielle et donc non fiscalisée) et les grandes structures gestionnaires de lieux de spectacles (scènes nationales et autres, soumises aux impôts et taxes dits commerciaux) ²⁴.

Il faut également préciser que les associations dont les recettes annuelles propres à leurs activités commerciales accessoires ne dépassent pas 250 000 francs bénéficient d'une franchise des impôts commerciaux ²⁵.

23. Ces fiches peuvent être consultées sur le site internet du Ministère de l'économie et des finances – www.finances.gouv.fr/associations/précisions.

24. Pour nombre de ces structures, l'enjeu essentiel aura été de conserver son assujettissement à la TVA, une partie au moins de leurs recettes étant assujettie aux taux de 2,10 % et de 5,5 %, et cet assujettissement emportant la non soumission à la taxe sur les salaires. Toutefois, sur la base de la nouvelle doctrine fiscale un tel assujettissement à la TVA emporte la soumission à l'impôt sur les sociétés et à la taxe professionnelle.

25. Instruction du 7 novembre 2001, Bulletin officiel des impôts (BOI) 4 H-3-00.

Une spécificité forte

La souplesse des associations

Cet aspect est souvent mis en avant pour caractériser les avantages présentés par les associations. Il est vrai que l'association peut être constituée rapidement²⁶ et que les fondateurs disposent d'une pleine liberté pour en arrêter les modalités d'organisation et de fonctionnement.

Les associations sont tenues également à peu d'obligations administratives et déclaratives (l'association doit déclarer à la préfecture les modifications statutaires, le changement d'adresse de son siège social, la création de nouveaux établissements et les modifications intervenues dans son administration. Seules doivent être publiées au *Journal Officiel* les modifications de leur objet social, de leur titre et de leur siège social. Elles doivent également tenir un registre spécial mentionnant toutes les décisions qui doivent être déclarées en préfecture). En pratique, la tenue de procès-verbaux pour les réunions des instances statutaires, qui n'est obligatoire que si les statuts stipulent une telle tenue, est indispensable.

On peut cependant regretter le peu d'attention portée par certains membres à la rédaction des statuts de leur association. Un des intérêts de l'association est de permettre d'ajuster précisément ses modalités de fonctionnement à ses caractéristiques et contraintes.

Nombre d'associations sont pourtant, en dehors de toutes obligations légales, organisées selon le schéma classique « assemblée générale, conseil d'administration et bureau », alors même que ces organes regroupent les mêmes personnes ! Souvent leurs statuts se révèlent imprécis quant à la répartition des pouvoirs entre les différents organes, aux modalités de contrôle interne, aux modalités de vote, etc. Cette souplesse, si elle caractérise l'association, ne paraît donc pas toujours bien ou suffisamment utilisée.

Elle permet cependant de répondre à une partie des critiques rappelées précédemment. Adopter des statuts adaptés à l'association constitue le premier moyen de s'assurer d'une véritable vie associative. De même on sait que, si les personnes publiques peuvent être membres d'une association²⁷, celles-ci, par crainte de la caractérisation d'une situation de gestion de fait de fonds publics, se sont très souvent désengagées des associations. Outre que la crainte de gestion de fait est loin d'être toujours fondée (à cet égard certaines collectivités publiques semblent être passées d'un extrême à l'autre), cette situation est souvent regrettée par les associations qui souhaitent un dialogue permanent avec les représentants de leurs partenaires publics et non pas seulement un

26. L'association acquiert la personnalité juridique après insertion d'un extrait de sa déclaration en préfecture au *Journal Officiel*.

27. Sur la participation des collectivités publiques à une association : Réponse ministérielle (RM) du 16 janv. 1995, Commentée dans la revue trimestrielle de droit commercial (RTD) 1996. 85, note E. ALFANDARI.

contrôle. Les statuts peuvent contribuer à instaurer ce dialogue en accordant une place particulière aux partenaires publics (présence au sein des organes de direction avec voix consultative, création d'un comité de suivi, etc.).

Le but non lucratif

L'association « *est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun, d'une façon permanente, leurs connaissances ou leurs activités dans un but autre que de partager des bénéfices* » (loi du 1^{er} juillet 1901, art. 1^{er}).

La loi interdit donc le partage de bénéfices ²⁸, l'association étant cependant libre de mettre en œuvre des activités économiques et même commerciales et ainsi de réaliser des bénéfices.

La non-lucrativité concerne donc l'affectation des bénéfices. Cette interdiction s'applique tant durant la vie de l'association qu'au moment de sa dissolution. L'assemblée décidant de cette dissolution ne peut en effet attribuer aux associés, en dehors de la reprise des apports, une part quelconque des biens de l'association. Cette règle d'ordre public s'impose à tous les membres, qu'il s'agisse de personnes privées ou de collectivités publiques ²⁹.

L'absence de but lucratif constitue sans nul doute la caractéristique essentielle de l'association, celle qui permet de la distinguer des autres modes de gestion privée. Elle inscrit et structure l'action de l'association dans une perspective spécifique. Elle explique certainement l'hégémonie associative dans le secteur culturel dont une partie des activités repose sur l'engagement de personnes désintéressées et est peu attractive pour le secteur marchand en raison de l'absence ou de la faiblesse de leur rentabilité. Elle constitue également une garantie pour les collectivités publiques. En effet, parmi les modes de gestion privée, seule l'association interdit la captation, dans un intérêt privé, des fonds d'origine publique mais aussi du patrimoine constitué par les activités développées grâce à ces fonds.

* * *

Pas plus qu'une autre forme juridique, l'association n'est une panacée. Elle constitue, parmi d'autres, un mode de gestion possible pour les activités culturelles.

28. Une association peut avoir pour objet de faire réaliser une économie à ses membres. La réalisation d'une économie évite un appauvrissement des membres, la notion de bénéfice renvoyant à un gain qui ajoute à la fortune des membres entre les membres d'une association.

29. Un membre qui souhaite se ménager la possibilité de retrouver à terme la disponibilité ou la propriété d'un bien doit donc simplement le mettre à la disposition de l'association ou l'apporter à celle-ci.

Si l'on compare les différentes formes juridiques proposées par le droit privé (SARL, SA, SAS, SCOP...), l'association ne paraît pas tant offrir des avantages techniques particuliers que répondre à une finalité originale tenant à son but non lucratif.

Certes, l'association offre une grande souplesse et permet d'associer des personnes publiques à son action. À l'inverse, les associations simplement déclarées jouissent d'une capacité juridique réduite et, à ce titre, elles ne peuvent recevoir que des dons manuels, à l'exclusion de toutes donations et legs ³⁰.

L'essentiel n'est pas là.

Bénéficiant d'une image de simplicité, l'association s'avère finalement complexe. La difficulté tient certainement au fait, d'une part qu'elle constitue à la fois une liberté jugée comme fondamentale pour notre société et un mode de gestion, c'est-à-dire un outil juridique, d'autre part qu'elle évolue souvent, et notamment dans le secteur culturel, aux frontières du secteur public, du secteur privé et du marché.

Un des intérêts des débats récents aura certainement été de permettre de bien identifier cette complexité et la difficulté pour notre droit d'appréhender la situation de certaines associations.

La réflexion actuelle relative au statut des dirigeants d'association s'inscrit dans cette perspective ³¹. On sait que le caractère non lucratif de l'association n'interdit pas la rémunération d'un dirigeant élu ³². Cette question reste néanmoins délicate au regard du fort attachement du secteur associatif au bénévolat et des conséquences attachées à une telle rémunération. L'idée, développée notamment au cours des premières Assises nationales de la vie associative, du recours à une organisation calquée sur les sociétés anonymes dites « à directoire et conseil de surveillance » est à ce titre intéressante. Elle devrait pouvoir être appliquée dans certaines associations culturelles au sein desquelles le directeur salarié, porteur du projet artistique et parfois agréé à ce titre par l'État et/ou les collectivités territoriales, doit pouvoir bénéficier de larges pouvoirs opérationnels. La réalisation de cette mission serait alors contrôlée par le conseil de surveillance, composé de bénévoles et, le cas échéant, de représentants des partenaires publics ; la présence de ces derniers permettrait un suivi plus régulier de l'activité ayant bénéficié de fonds publics.

30. Cette limite, qui ne s'applique pas aux associations reconnues d'utilité publique, a peu de portée en pratique. D'une part, ces associations peuvent recevoir des apports (l'acte d'apport nécessite la recherche d'une contrepartie au moins morale de la part de la personne qui soutient l'association). D'autre part, les sociétés commerciales ont, quant à elles, peu vocation à recevoir des libéralités, le coût fiscal d'une telle libéralité serait d'ailleurs *a priori* prohibitif.

31. « Quel avenir pour la fonction de dirigeant d'association ? », Rapport remis au Premier ministre par M. Bernard DEROSIER, député, octobre 2000.

32. Voir notamment l'arrêt de la Cour de cassation, CASS. SOC., 3 nov. 1994, n° 4031D : RJS 12/94 n°1425. La rémunération du dirigeant remet en cause le caractère désintéressé de la gestion, première condition nécessaire à la reconnaissance de la non-lucrativité au sens fiscal. Cette question est cependant sans conséquence si l'association est déjà soumise aux impôts et taxes dits commerciaux. Par ailleurs, en matière sociale, la problématique du président rémunéré devrait être identique à celle du gérant salarié majoritaire.

Le fait associatif dans les politiques culturelles locales aux XIX^e-XX^e siècles

Loïc VADELORGE *

L'un des paradoxes du centenaire de la loi du 1^{er} juillet 1901, c'est qu'il célèbre une vitalité associative séculaire, tout en reconnaissant l'absence de réelle perspective historique sur la question. La plupart des analyses chiffrées qui nous sont aujourd'hui proposées renvoient à une histoire récente du monde associatif, celle de l'explosion du secteur depuis les années 1970. Alors qu'on créait dans la France des années 1960 environ 20 000 associations par an, 60 000 apparaissent chaque année dans les années 1990, l'année 1996 marquant un apogée avec 67 778 créations ¹.

Au sein de ce parc associatif, la culture se taille une part de choix. Sur 100 associations fondées en 1996, un quart (26,65 %) relève du secteur « culture-tourisme-échanges internationaux », 14,38 % du secteur « loisirs-jeunesse », 16 % du secteur « sports » et 7,73 % du secteur « éducation-formation » ². Au total, suivant qu'on adopte une définition étroite ou large de la culture, les associations culturelles représentent entre 25 et 65 % du total des créations associatives. Ces chiffres disent la place de la culture dans la société française contemporaine et posent la question du sens de son appropriation associative : celle-ci signifie-t-elle une carence ou une insuffisance des institutions publiques de la culture ? Constitue-t-elle un aiguillon ou une alternative à la montée en puissance des politiques culturelles locales ? Ces questions légitimes ont fait l'objet de nombreux débats depuis la fin des années 1970. Notre propos sera ici d'éclairer le débat en le resituant dans la longue durée.

À l'instar des politiques culturelles, avec lesquelles elles partagent de nombreuses questions, les associations culturelles relèvent d'une histoire de longue durée, bien antérieure à la loi de 1901. S'il n'existe aujourd'hui aucune synthèse historique sur l'histoire des associations culturelles, ni d'ailleurs sur l'histoire du monde associatif, on dispose néanmoins d'un grand nombre de travaux qui permettent d'approcher le sens global de leur évolution. On connaît ainsi mieux l'histoire de certains secteurs associatifs (sociétés savantes,

* Maître de conférences à l'Université de Versailles-Saint-Quentin, auteur d'une thèse sur l'histoire culturelle de Rouen entre les deux guerres. Ses travaux portent sur l'histoire culturelle (politiques et pratiques), l'histoire des politiques du patrimoine et l'histoire des villes nouvelles.

1. Source : Conseil national de la vie associative, *Bilan de la vie associative en 1994-1995*, Paris, La Documentation française, 1996 et *Bilan de la vie associative en 1996-1999*, Paris, La Documentation française, 2000.

2. Conseil national de la vie associative. *Bilan de la vie associative en 1996-1999*, Paris, La Documentation française, 2000, p. 68.

sociétés musicales, éducation populaire) qu'on croiera ici avec les monographies territoriales (histoire culturelle des villes et dans une moindre mesure des départements et régions) et les études de périodes charnières (Front populaire, Résistance et Libération, débuts de la V^e République).

De ces travaux émerge une spécificité de la définition historique des associations. Au-delà de l'approche juridique – aujourd'hui dominante – du secteur associatif, les historiens mettent l'accent sur la diversité du monde des associations culturelles. Au terme même, ils préfèrent celui de « sociabilité », plus générique et qui traduit mieux l'espace des possibles déployés depuis deux siècles. Depuis vingt ans, l'histoire des sociabilités culturelles a beaucoup progressé en France, témoignant d'un ancrage très ancien des questions « culturelles » au sein des sociétés occidentales.

Le lien entre « associations » et culture est ainsi déjà fortement développé sous l'Ancien Régime, même si les deux termes sont anachroniques. Rappelons ici que dès le XVII^e siècle, l'État crée, *via* les académies royales, un secteur certes patenté mais aussi indépendant des institutions religieuses qui dominaient la prise en charge de la culture à cette époque. Ce secteur académique jouera un rôle clé dans la centralisation et la professionnalisation des arts plastiques en France, dès l'époque moderne ³. Sur ce modèle se greffent au XVIII^e siècle une série d'académies de province, dont on sait le rôle dans la diffusion de l'esprit des Lumières ⁴. À l'instigation de ces premières sociétés savantes, des bibliothèques et des musées apparaissent, contribuant à la création d'un véritable espace public de la culture, à la veille de la Révolution française. Au demeurant les pratiques culturelles de l'Ancien Régime débordent de ce champ intellectuel. Au sein de la franc-maçonnerie qui se structure à cette époque, la musique joue un rôle important. Les sociétés professionnelles (corporations, compagnonnages) entretiennent des pratiques de sociabilité spécifiques (danses rituelles, chants, fêtes patronales) qu'on associera au XX^e siècle à la « culture populaire ».

La Révolution marque une rupture dans cette histoire associative, inaugurant des rapports conflictuels entre l'État et la sphère associative ⁵. Les associations culturelles participent ici du destin général des « corps intermédiaires ». Pour les constituants de 1789-1791, l'association est un écran de privilèges dressé entre le citoyen et la nation. La seule association reconnue dans la Déclaration des droits de l'homme du 26 août 1789 est l'association nationale. Le décret d'Allarde (2-17 mai 1791) et la loi Le Chapelier (14-17 juin 1791) suppriment les maîtrises et les jurandes et interdisent les coalitions. Cette interdiction concerne en premier lieu le secteur économique. Il s'agit de privilégier la

3. Nathalie HEINICH, *Du peintre à l'artiste. Artisans et académiciens à l'âge classique*, Paris, Ed. de Minuit, 1993.

4. Daniel ROCHE, *Le siècle des Lumières en province. Académies et académiciens provinciaux, 1680-1789*. Paris-La Haye, Mouton, 1978, 2 vol.

5. Bernard GIBAUD, *Au conflit de deux libertés, Révolution et droit d'association*, Paris, Mutualité française, 1989.

liberté d'entreprendre aux dépens de la liberté de s'associer. Mais le domaine artistique n'est pas épargné⁶. Sous l'impulsion du peintre David, les académies royales et provinciales sont supprimées. On proclame un temps la liberté artistique, avant de reconstituer bien vite des structures de régulation (l'Institut de France, créé en 1795) et de censure (dans le monde de l'édition notamment). Cette volonté de lutte et de contrôle de l'État par rapport aux associations constitue un acte fondateur de l'histoire générale des associations françaises.

On déclinera ici cette histoire en trois étapes successives. Dans une première phase (1815-1880), la méfiance de l'État l'emporte, limitant le développement des associations culturelles. Suit la période de la Troisième République (1880-1940), où le régime tente de s'appuyer sur les associations culturelles, tout en limitant leur pouvoir de contestation. L'histoire contemporaine proprement dite (1940-2000) voit émerger une concurrence objective entre les jeunes politiques culturelles et un monde associatif en pleine expansion.

Des associations sous contrôle (1815-1880)

L'histoire des associations culturelles de la Restauration à la chute du Second Empire est indissociable de l'histoire générale du mouvement associatif à cette époque. La spécificité française d'une méfiance de l'État par rapport aux corps intermédiaires se renforce au cours de la période. Cette particularité a pour première conséquence de limiter la dimension culturelle aux pratiques intellectuelles des classes sociales dominantes. Parallèlement cependant, des vecteurs populaires se développent que l'État et les élites locales tentent d'encadrer au mieux de leurs intérêts.

Le dogme de l'indivisibilité nationale : ni territoires, ni corps intermédiaires

Les régimes politiques qui succèdent à la Révolution et à l'Empire cherchent avant tout à contrôler le territoire et la société française. En ce sens, l'histoire des collectivités locales et celle des associations doivent être lues en parallèle.

Les libertés locales sont réduites à la portion congrue jusqu'à l'avènement de la Troisième République. Le thème de la « décentralisation » devient récurrent à partir de la Monarchie de Juillet, aussi bien pour les communes que pour les départements. Mais les lois successives confortent la mainmise de l'État et de ses préfets sur la vie locale. Si les conseillers municipaux et les conseillers généraux sont élus au suffrage censitaire, respectivement depuis 1831 et 1833,

6. Voir Régis MICHEL (dir.), *David contre David*, Actes du colloque du Louvre, 1989, Paris, La Documentation française, 1993 et Edouard POMMIER, *L'art de la liberté. Doctrines et débats de la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1991.

les maires restent nommés par l'État. La loi municipale du 18 juillet 1837 ne permet pas au conseil municipal d'employer les revenus communaux, mais simplement de délibérer. Après un assouplissement envisagé sous la Seconde République, le contrôle étatique sur les affaires locales se renforce sous le Second Empire (décret du 25 mars 1852 et loi du 7 juillet 1852). Il faut attendre la loi du 18 juillet 1866 pour les conseils généraux et celle du 24 juillet 1867 pour les communes, pour voir reconnu un semblant d'autonomie financière des conseils locaux. Cette situation a des conséquences directes sur les associations culturelles. Les communes pas plus que les départements ne peuvent librement subventionner des associations susceptibles d'appuyer une quelconque politique culturelle. Les besoins en formation artistique ⁷ notamment, mais aussi en formation musicale et en lecture publique ⁸, sont pourtant identifiés dès la fin du XVIII^e siècle. Dans la plupart des cas cependant, l'action des « élus » locaux se limite à un pouvoir de censure. En ce sens, ils confortent la méfiance de l'État envers les associations.

Car le XIX^e siècle français n'est guère favorable au développement associatif. Alors que l'Angleterre libéralise dès 1824 (abolition des *Combinations Acts*) sa législation et accepte de tolérer les *friendly societies* puis les *trade-unions*, la France rechigne à accorder la moindre liberté associative. La référence demeure l'article 291 du Code pénal de 1810 qui interdit l'association de plus de vingt personnes sans autorisation. Les révoltes des canuts de Lyon en 1831 et 1834 contribuent à renforcer l'arsenal répressif. Le décret du 10 avril 1834 alourdit les sanctions applicables aux membres d'associations interdites. La liberté associative devient l'un des enjeux de la Révolution de 1848. La constitution de la Seconde République, promulguée le 4 novembre 1848, proclame dans son article 8 la liberté d'association. Mais, dès 1849, le gouvernement limite le droit de réunion. L'Empire, une fois encore, rétablit les pratiques de contrôle et de censure. Le décret du 25 mars 1852 interdit de s'associer sans autorisation préalable et l'interdiction de réunion sera maintenue jusqu'à la loi du 6 juin 1868.

La situation est d'autant plus surprenante que « l'association » devient un thème politique dominant dès la Monarchie de Juillet. Partagée à la fois par les socialistes utopiques, les ouvriers qualifiés et certains penseurs libéraux comme Tocqueville, la revendication associative est présentée conjointement comme une évidence démocratique et comme un moyen de gérer la question sociale à moindre frais. L'État en prend clairement conscience dans les années 1840-1850 et Napoléon III tente de favoriser les associations tout en les encadrant. Le décret du 26 mars 1852 sur les sociétés de secours mutuel donne l'esprit qui guide l'ensemble de la politique associative ⁹. L'État accepte de reconnaître ces sociétés caritatives et même de les aider en leur donnant le statut de

7. Rappelons que les premières écoles municipales de dessin sont créées dès les années 1760-1780, à Rouen, Reims, Dijon notamment.

8. Voir Noë RICHTER, *Introduction à l'histoire de la lecture publique et à la bibliothéconomie populaire*, Bernay, Noë RICHTER – À L'enseigne de la Queue du chat, 1995.

9. André GUESLIN, *L'invention de l'économie sociale, Le XIX^e siècle français*, Paris, Economica, 1987.

reconnaissance d'utilité publique. Mais il les place sous le contrôle d'un comité d'honneur qui regroupe les notables locaux et notamment les maires et les curés.

Le secteur culturel s'intègre totalement dans ce schéma général. Les sociétés locales ne sont tolérées par le régime que dans la mesure où elles ne visent pas à mettre en cause l'ordre établi. Deux types de sociétés dominent le paysage culturel local à cette époque : les sociétés savantes et les orphéons.

L'essor du monde savant

Après avoir été longtemps sujettes aux railleries, les sociétés savantes du XIX^e siècle font depuis quelques années l'objet d'une réhabilitation¹⁰. On pointe à juste titre leur rôle dans la diffusion des connaissances, la prise en charge de recherches archéologiques ou botaniques et l'animation de la vie culturelle locale. Le XIX^e siècle les voit tisser un maillage quasi complet du territoire national, même si certaines régions (Bretagne, Centre, Midi) sont moins touchées par le phénomène. Implantées dans cinquante-sept villes en 1810, cent dix-huit en 1846 et deux cent trois en 1902, les sociétés savantes sont des acteurs incontournables de la vie culturelle locale, mais aussi nationale. On estime leur nombre total à quatre-vingt-trois en 1810. Elles seront cent trente dès 1820, cent soixante à la veille de la Révolution de 1830. La Monarchie de Juillet leur est propice, puisqu'elle les voit tripler. En 1846, on en compte trois cent dix dont une cinquantaine à Paris. Le Second Empire comme la Monarchie de Juillet favorisent ces associations de notables. Malgré une soixantaine de disparitions associatives, on évalue à trois cent quatre-vingt-dix le nombre de sociétés savantes en 1862 et à quatre cent soixante-dix à la veille de la guerre de 1870¹¹.

Le secteur fait l'objet d'une évolution interne au cours du siècle. Aux sociétés polymathiques de la Restauration succèdent des sociétés moins généralistes, qui participent à la spécialisation des différents secteurs de la culture. Les premières sont les héritières des académies d'Ancien Régime, à l'image de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de La Rochelle (1732), de l'Académie de Nîmes (1682) ou de la Société d'agriculture, arts et lettres de l'Aube (1798). Ce tissu ancien, se référant à la culture de l'« honnête homme », est complété dans la première moitié du siècle. Y renvoient par exemple la Société libre de l'Eure (1798), la Société polymathique du Morbihan (1826) ou la Société philomatique de Perpignan (1833). Mais bientôt apparaissent des spécialisations scientifiques. Les sociétés archéologiques et historiques comme la Société historique et archéologique de Langres (1836) ou la Société des antiquaires de Picardie (1836) se distinguent des sociétés artistiques, littéraires ou botaniques comme la Société d'horticulture d'Orléans (1839) ou la Société

10. Jean-Pierre CHALINE, *Sociabilité et érudition. Les sociétés savantes en France XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Ed. du CTHS, 1995 (réédition 1998).

11. Comptages effectués par Jean-Pierre CHALINE, *op. cit.*, p. 36-37.

d'étude des sciences naturelles de Nîmes (1871). Des sociétés explicitement dirigées vers l'agriculture, l'horticulture, l'industrie, mais aussi l'ethnologie, la géographie ou la médecine apparaissent, généralement dans les villes les plus importantes.

Socialement ces sociétés sont l'expression culturelle de la bourgeoisie provinciale, tout en n'étant pas réservées à la grande bourgeoisie. Le profil type du sociétaire est « un homme aisé, instruit et d'âge mûr »¹². Mais les membres les plus actifs appartiennent à la bourgeoisie des capacités qui sait utiliser les sociétés savantes comme une tribune. Médecins, juristes et clercs dans un premier temps, puis enseignants du second degré auxquels s'ajoutent des rentiers mécènes. De grands noms émergent de cette liste, à l'instar d'Arcisse de Caumont, Alexandre du Mège ou l'abbé Cochet. Leur notoriété nationale indique l'importance de la sphère savante au XIX^e siècle. À leurs côtés on mentionnera la présence de certains industriels, sachant se regrouper dans des sociétés spécifiques (multiples sociétés d'émulation du commerce et de l'industrie, sociétés industrielles) dont les activités se situaient à mi-chemin du Rotary-Club et des syndicats d'initiative.

Reste à s'interroger sur l'attitude de l'État par rapport à ces sociétés savantes, notamment à partir du « moment Guizot », qui apparaît à certains comme une date clé dans la construction d'un modèle culturel centralisé. Pour certains historiens, la Monarchie de Juillet tenterait d'utiliser les sociétés savantes et de contrôler leur développement¹³. La création d'une administration des monuments historiques par Guizot, entre 1830 et 1837 et du Comité des travaux historiques et scientifiques en 1834 pourraient ainsi se lire comme une tentative d'encadrement des sociétés locales. Le Second Empire renforce le contrôle administratif en créant un *Bulletin des sociétés savantes* (1854), puis en soumettant les sociétés savantes à l'autorité des recteurs (1856) au nom de leur « contribution à la diffusion générale des connaissances »¹⁴. Reste que ce procès en détournement fait à l'État mérite sans doute quelques nuances, du moins jusqu'au seuil de la Troisième République. L'étude de la création de la Commission départementale des antiquités de la Seine-Inférieure en 1818¹⁵ montre que l'opposition centre-périphérie est parfois sommaire. Fondée à l'initiative d'un préfet désireux d'asseoir son autorité locale, cette société savante sert autant les intérêts politiques de l'État que les intérêts sociaux et culturels de l'élite intellectuelle locale. Les premières directives de l'État en matière d'inventaire monumental sous la Restauration et encore sous la Monarchie de Juillet, dépendent plus de la collaboration des sociétés savantes locales que de l'administration des monuments historiques, alors

12. Jean-Pierre CHALINE, *op. cit.*, p. 137.

13. Jean-Michel LENIAUD, « L'État, les sociétés savantes et les associations de défense du patrimoine : l'exception française », *Revue administrative*, 295, avril 1997, pp. 53-61 et Françoise BERCÉ, « Arcisse de Caumont et les sociétés savantes », *Les Lieux de mémoire*, II, *La Nation*, Paris, Gallimard, 1986, pp. 533-567.

14. Cité par Jean-Pierre CHALINE, *op. cit.*, p. 208.

15. Loïc VADELORGE, « Le département de la Seine-Inférieure et les "antiquités". Naissance d'une politique locale du patrimoine (1818-1848) », Communication au Groupe de travail « Politiques culturelles locales » du Comité d'histoire du Ministère de la culture, séance du 8 février 2000, *à paraître*.

embryonnaire. Il faut attendre le Second Empire, et plus encore la Troisième République, pour voir le rapport de force local s'inverser au profit de l'autorité étatique.

En revanche, le souci de fédération du monde savant et la création de sociétés savantes d'assise nationale sont manifestes. L'Institut des provinces, fondé en 1846 par Arcisse de Caumont, fonctionne jusqu'en 1878 sans subventions publiques et en dépit de son caractère illégal. Parallèlement sont fondées des sociétés savantes nationales, qui préfigurent la constitution de champs universitaires, à l'instar de la Société géologique (1830), de la Société d'entomologie (1832), de la Société de botanique (1854) ou de la Société zoologique (1876). C'est dire que les sociétés savantes forment bien des acteurs essentiels de la vie culturelle nationale au XIX^e siècle et que l'État, même s'il s'en méfie, doit composer avec elles. À cet égard, elles évoquent la situation parallèle, bien que moins prestigieuse, du monde orphéonique.

Les sociabilités musicales

En dehors des sociétés savantes les sociétés musicales amateurs ou orphéons sont les seules associations culturelles locales avant la Troisième République. Si les pratiques musicales sont anciennes, elles ne s'organisent réellement en associations qu'à partir du milieu du XIX^e siècle. Elles prennent alors deux formes principales : les sociétés chorales d'hommes, de recrutement généralement bourgeois, et les harmonies-fanfares qui s'ouvrent largement aux milieux populaires. Les unes comme les autres sont caractérisées par leur diffusion sur l'ensemble du territoire et leur fonctionnement paternaliste.

Selon les premières estimations nationales proposées, on compterait en 1860 quatre cents harmonies-fanfares et huit cents sociétés chorales en France ¹⁶. Cette estimation se situe sans doute en dessous du niveau réel, tant les sociétés se développent sous le Second Empire. À la différence des sociétés savantes, qui ne concernent à la même époque que les villes moyennes, le mouvement orphéonique touche déjà certaines communes de banlieue, voire de simples villages. Dans l'agglomération rouennaise par exemple, les communes ouvrières de Oissel et de Sotteville voient se créer entre 1855 et 1868 six sociétés musicales, préfigurant le développement rapide de l'orphéon sous la Troisième République. Dans le département voisin de l'Eure, on peut compter à la même époque trente-deux sociétés musicales, chiffre d'autant plus étonnant que la population est essentiellement rurale ¹⁷. Dans ce dernier cas, les sociétés se constituent au sein des compagnies de sapeurs-pompiers qui, avec les casernes, sont des lieux très importants de création de fanfares d'intérêt public.

16. Philippe GUMFLOWICZ, *Les travaux d'Orphée (150 ans de vie musicale amateur en France, harmonies, chorales, fanfares)*, Paris, Aubier, *Collection historique*, 1987, p. 120.

17. Jean-Yves RAULINE, « Les sociétés musicales sous le Second Empire et la Troisième République : entre sociabilité et propagande politique », in Ludovic Tournes (dir.), *De l'acculturation du politique au multiculturalisme. Sociabilités musicales contemporaines*, Paris, Champion, 1999, p. 175.

Car c'est bien l'intérêt public qui semble être à l'origine du développement orphéonique. Les institutions politiques vont utiliser les harmonies, et dans une moindre mesure les chorales, pour donner du lustre à leurs manifestations (fêtes patronales, réceptions de dignitaires, inaugurations, comices agricoles, etc.). Le préfet de l'Eure Janvier de la Motte sera même surnommé le « préfet des pompiers » tant il dépensait en faveur des harmonies qui accompagnaient ses différents déplacements ¹⁸.

À l'échelle municipale, l'encadrement orphéonique est souvent assuré par les notables locaux, à commencer par le clergé. À Oissel par exemple, la société chorale (1863) et la société musicale (1865) naissent à cette époque, sous l'égide de personnalités comme le maire Edouard Turgis. Quelques « dames d'Oissel » organisent même une souscription pour acquérir une bannière ¹⁹. À Sotteville-lès-Rouen, c'est à l'initiative du curé, l'abbé Fleury, qu'apparaît en 1855 la Musique des Frères. Le procédé s'apparente à la création des sociétés de secours mutuel à la même époque. Il faudrait aussi évoquer les fanfares d'entreprise mises en place par des patrons soucieux de stabiliser leur main-d'œuvre et d'assurer un meilleur contrôle social (au Creusot notamment).

Au demeurant, l'orphéon ne remettait guère en cause cet ordre social, même si l'on peut opposer le caractère « républicain » de certaines fanfares au caractère plus conservateur des sociétés chorales. La culture orphéonique respecte en effet les valeurs d'ordre de la bourgeoisie : règlement rigoureux, port de l'uniforme, lutte contre l'intempérance, souci de la ponctualité sont systématiquement inscrits aux statuts des sociétés. En ce sens, il faut chercher ailleurs des signes de résistance culturelle, notamment par le biais de sociabilités moins formelles ou illicites.

Au sein des chambrées populaires ou des coopératives ouvrières de la Monarchie de Juillet s'inventent en effet des pratiques de lecture et de politisation qui ne doivent rien au paternalisme. Les loges maçonniques qui développent des pratiques musicales importantes soutiennent les idées libérales sous la Monarchie de Juillet, avant de se rapprocher des républicains dans les années 1860 ²⁰. C'est dire que la République qui s'établit à partir de 1879 est attendue au tournant de sa politique associative.

18. *Idem*, p. 178-179.

19. Edouard TURGIS, *Oissel. Glanes, traditions, souvenirs, faits contemporains*, Evreux, Charles Hérissey, 1886.

20. Christine NASLIN, *Sociabilités maçonniques et sociabilités musicales en France au XIX^e siècle*, Thèse de doctorat nouveau régime, Université de Paris IV-Sorbonne, 1994.

La République et ses associations : une libération difficile (1880-1940)

La liberté associative accordée en 1901 n'est que le résultat d'une floraison associative, consécutive à l'affirmation d'une société des loisirs et à la consolidation du régime républicain. En aucun cas, on ne saurait la considérer comme le point de départ de l'histoire associative, un grand nombre d'associations « déclarées » après 1901 se contentant de se mettre en conformité avec la loi. Deux lectures complémentaires du mouvement associatif sous la Troisième République doivent être proposées. La première part du constat, effectué par Pierre Waldeck-Rousseau lui-même, du développement de la société civile et des besoins d'organisation qu'elle génère. Le champ culturel participe ici d'un mouvement général d'expansion et de diversification associative. Mais cette montée en puissance suscite des interrogations politiques, auxquelles la loi de 1901 n'apporte guère de réponse. Comment s'établit localement le dialogue entre associations et élus ? Cette question est intrinsèquement liée à celle de l'émergence des politiques culturelles locales. Politiques et associations peinent toutefois à assurer une réelle démocratisation culturelle. Cette limite signe l'insuffisance du pacte associatif républicain, malgré l'envolée du Front populaire.

Le développement associatif et sa signification

La Troisième République est un régime favorable au développement associatif en général et aux associations culturelles en particulier. Le rythme de créations particulièrement dense à la Belle Époque et au moment du Front populaire est important sur l'ensemble de la période, à l'exception de la Première Guerre mondiale. Une enquête de 1900 recense quarante-cinq mille associations en France, mais il est difficile d'évaluer le nombre précis d'associations culturelles dans ce chiffre. Les lois de 1884 sur les syndicats et de 1898 sur les sociétés de secours mutuel ont été en effet à l'origine d'un fort développement des associations socio-professionnelles. Il faut y ajouter la croissance du secteur éducatif (Ligue de l'enseignement) et du secteur social (centres sociaux, résidences d'accueil). Il est clair cependant que le secteur culturel participe de l'expansion globale. Les sociétés savantes passent ainsi de six cent quatre-vingts en 1885 à sept cent soixante en 1900 et à un millier en 1931 ²¹. Les sociétés musicales connaissent une croissance encore plus spectaculaire puisqu'elles sont dix mille en 1908, dont huit mille harmonies et deux mille chorales ²². Et le mouvement ne s'arrête pas avec la Première Guerre mondiale. Alors qu'on créait quatre-vingt-treize sociétés musicales en France

21. Jean-Pierre CHALINE, *op. cit.*, p. 38.

22. Philippe GUMPOLOWICZ, *op. cit.*, p. 120.

en 1902, il s'en crée cinq cent quatre-vingt-dix-sept en 1930²³. Il faut cependant se situer à l'échelle locale pour mieux apprécier la croissance et le sens de ce mouvement.

À Rouen²⁴, un sondage effectué pour l'année 1930 révèle que le secteur culturel constitue à cette date 20 % du total des associations rouennaises, chiffre comparable aux 18 % de 1914. Le poids du culturel dans le champ associatif local est confirmé par l'analyse des créations de l'entre-deux-guerres. Sur les quatre cent vingt-neuf sociétés créées à Rouen entre 1919 et 1938²⁵, soixante-seize furent des associations à caractère culturel, soit 17,7 % du total. A moyen terme (1914-1939), le parc des associations culturelles locales se situe donc entre 15 et 20 % du total. Cette situation confortable est encore renforcée si l'on prend en compte l'élargissement de la culture aux loisirs. En 1930 par exemple, le secteur sportif regroupait à lui seul 16 % des sociétés locales. Mais sa place réelle s'affirmait plus nettement que celle du secteur des beaux-arts. De 1919 à 1938, on comptera en effet cent vingt-huit créations de sociétés sportives. Les communes de banlieue n'échappent pas à la règle, même si le décompte précis de leurs associations culturelles est moins aisé que pour Rouen, où l'on dispose d'annuaires réguliers. À Bihorel par exemple, douze sociétés culturelles seront créées entre 1885 et 1939, auxquelles s'ajoutent cinq groupements culturels catholiques. Le taux d'équipement semble considérable pour cette petite commune, séparée de Bois-Guillaume en 1892. À Mont-Saint-Aignan, en revanche, village ancien mais dont le développement résidentiel est comparable à celui de Bihorel (quartier Saint-André notamment), on ne compte que quatre associations sur l'ensemble de la période. À Notre-Dame-de-Bondeville, commune ouvrière de la vallée du Cailly, neuf sociétés culturelles sont créées entre 1880 et 1939. Sotteville-lès-Rouen voit naître vingt et une associations culturelles, couvrant un champ très large. Même si un certain nombre de ces associations ne dépassent pas une dizaine d'années d'existence, elles témoignent d'une vitalité qu'on ne saurait limiter au centre culturel de l'agglomération. L'exemple semble attester de la généralisation des associations culturelles entre 1900 et 1940.

Le poids associatif tient sans doute aussi à la relative stabilité des associations concernée. Plus de la moitié (60 %) des associations culturelles rouennaises en activité avant la Seconde Guerre mondiale avaient été fondées avant la Première. Certaines justifiaient alors d'une existence séculaire. Cette stabilité fut favorisée par celle des directions : 27 % des sociétés rouennaises fondées

23. Danièle PISTONE, « Sociabilités musicales parisiennes au XX^e siècle. Importance et nature des créations d'associations », *Cahiers du GRHIS*, Presses universitaires de Rouen, n° 6, 1997, p. 87-104.

24. Voir Loïc VADELORGE, *Pour une histoire culturelle du local. Rouen 1919-1940*, Thèse de doctorat, Université de Paris IV, dir. Jean-Pierre CHALINE, 1996, 3 vol.

25. Voir Kristina THION, *Le phénomène associatif rouennais. 1914-1938*, Mémoire de maîtrise d'histoire, dir. Alain LEMÉNOREL, Université de Rouen, 1992, multigr., p. 23-35.

entre 1914 et 1938 conservent leurs bureaux entre cinq et dix ans. Les associations culturelles comptent ainsi parmi les plus stables, reflétant parfaitement la capacité de reproduction de la société culturelle locale.

Mais le poids associatif doit aussi se lire sous l'angle qualitatif. Aux secteurs traditionnels des arts et des sciences se joignent bientôt d'autres secteurs qui étendent l'espace culturel vécu. Dès les années 1880-1900, apparaissent des associations tournées vers la photographie (photo-clubs), l'ethnographie (sociétés régionalistes), l'éducation populaire (universités populaires) ou les activités sportives (gymnastique, cyclisme principalement). L'entre-deux-guerres accentuera le mouvement de diversification en ouvrant le monde associatif local à la radio et au cinéma (ciné-clubs), au théâtre et à la danse ainsi qu'aux fêtes de quartier. De 1900 à 1939, la ville de Rouen aura ainsi vu se créer cinquante-six sociétés musicales, treize sociétés de peinture, vingt-deux sociétés chorégraphiques et théâtrales, quatre sociétés littéraires, douze sociétés techniques et scientifiques, douze sociétés patrimoniales et touristiques et vingt-neuf comités des fêtes. Le mouvement concerne également les petites villes. Toutes entretiennent dans l'entre-deux-guerres au moins une société musicale et une société sportive (sous la forme des amicales laïques qui se généralisent).

L'histoire locale s'inscrit parfaitement dans la tendance générale. Les trois mutations associatives de la Belle Époque (développement du régionalisme, naissance de l'éducation populaire et développement du tourisme) sont des phénomènes nationaux. L'intérêt local pour le folklore et l'ethnographie renvoie ainsi à l'émergence d'un régionalisme littéraire ²⁶. Il renvoie aussi à l'évolution, amorcée sous le Second Empire, de certaines sociétés savantes bretonnes ou languedociennes ²⁷ qui se replient sur des objectifs culturels provinciaux. De même, la création de bibliothèques associatives (franc-maçonnerie notamment) ou de sociétés d'éducation populaire participe très nettement de la naissance des universités populaires ²⁸. Enfin la naissance de syndicats d'initiatives (le premier est créé à Grenoble en 1889) et le développement du cyclo-tourisme sont à lier à l'émergence d'un tourisme de masse, signalé par la création du Touring Club de France (1890), qui compte bientôt cent mille membres ²⁹.

Il est clair que cette mutation quantitative et qualitative de la sphère associative génère des revendications culturelles qui sont à l'origine de l'émergence des premières formes de politiques culturelles.

26. Anne-Marie THIESSE, *Ecrire la France. Le mouvement littéraire régionaliste de langue française entre la Belle Époque et la Libération*, Paris, Presses universitaires de France, *Ethnologie*, 1991.

27. Jean-Pierre CHALINE, *op. cit.*, p. 212.

28. Voir le classique Benigno CACÉRÈS, *Histoire de l'éducation populaire*, Paris, Ed. du Seuil, coll. « Peuple et Culture », 1964.

29. Catherine BERTHO LAVENIR, *La roue et le stylo. Comment nous sommes devenus touristes*, Paris, Odile Jacob, 1999.

Les associations et la naissance des politiques culturelles locales

On sait aujourd'hui que les politiques culturelles locales apparaissent bien avant le Front populaire. Dès les années 1880, la plupart des grandes villes ont un budget des beaux-arts. Cette émergence des politiques artistiques, certes modestes, passe par la création d'institutions : musées, bibliothèques, théâtres d'art lyrique le plus souvent, écoles des beaux-arts ou conservatoires. Les communes les plus petites, qui se sont intéressées aux questions scolaires et post-scolaires dès le Second Empire, se penchent sur les questions artistiques sous la Troisième République, tout en n'ayant pas les moyens à cette date de créer autre chose que des écoles de musique ou des salles des fêtes. Petites et grandes communes partagent cette même question des moyens, d'où le recours très large au secteur associatif qu'on tente de pérenniser par le biais de subventions. La politique de subventions, encore rare et limitée dans les années 1880-1900, se systématise dans l'entre-deux-guerres. L'on voit même des communes être à l'origine de la renaissance du tissu associatif local, désorganisé par la guerre. Aux subventions s'ajoutent souvent la mise à disposition de locaux (pour les répétitions), ainsi que la gratuité du chauffage et de l'éclairage. C'est dire qu'une relation de dépendance réciproque se tisse entre la société culturelle et les pouvoirs locaux.

Comment justifier ce lien ? La première piste d'interprétation est politique. Les Républicains, à l'époque du Solidarisme, sont convaincus du bien-fondé du développement associatif. Pour certains élus, les associations sont des vecteurs privilégiés de diffusion de l'idée républicaine. La multiplication des kiosques est ainsi révélatrice de l'implantation locale des idées républicaines, les conservateurs s'opposant souvent à leur édification³⁰. À l'exposition universelle de 1878, dix-huit mille choristes sont réunis. Le député républicain Meunier leur adresse un discours sans équivoque : « L'organisation des orphéons, c'est le suffrage universel appliqué à la musique »³¹. Mais une fois la République établie, les intentions des politiques évoluent. Il s'agit d'aider à la démocratisation de l'art, en assurant sa diffusion (concerts publics des orphéons, expositions ou théâtre de plein air) et en permettant à un grand nombre d'habitants d'accéder à la formation (cours d'arts appliqués, écoles de musique). Cette politique apparaît d'abord dans les villes socialistes. Le courant du socialisme municipal présent à Dijon, Saint-Étienne, mais aussi dans certaines communes de banlieue comme Sotteville-lès-Rouen s'intéresse aux questions culturelles dès les années 1890-1900. Il préfigure les expériences de l'entre-deux-guerres menées à Grenoble en 1925 ou à Toulouse en 1934. Cependant le mouvement déborde la gauche politique et dans l'entre-deux-guerres, il n'est pas rare de voir des municipalités conservatrices s'appuyer sur des associations pour développer des actions culturelles. Les politiques musicales sont alors généralisées et derrière le terme de « musique

30. Marie-Claire MUSSAT, « Les enjeux politiques du kiosque à musique au début de la Troisième République », in Ludovic TOURNES (dir.), *De l'acculturation du politique au multiculturalisme. Sociabilités musicales contemporaines*, Paris, Champion, 1999, p. 193-206.

31. Cité par Philippe GUMPIOWICZ, *op. cit.*, p. 176.

municipale », voire d' « école de musique municipale », on trouve souvent une association loi 1901, subventionnée par la Ville. De là à parler d'institutionnalisation du fait associatif, il n'y a qu'un pas qu'on hésitera à franchir pour cette période.

Car la politisation du secteur associatif se lit aussi en sens inverse. Les associations culturelles qui se créent entre 1900 et 1940 ne réclament pas simplement des subventions. Elles revendiquent également la création d'équipements et la prise en charge de leurs spécificités. Ainsi les comités de quartier s'organisent pour obtenir l'édification de salles des fêtes, permettant de mettre sur pied banquets, kermesses mais aussi projections cinématographiques et diffusion de spectacles itinérants. Ils participent au débat de décentralisation interne aux cités, en réclamant qu'on ne les oublie plus dans le choix des places à décorer ou de jardins à implanter et à orner de statues. Parallèlement, les sociétés sportives mobilisent leurs troupes lors de chaque élection pour exiger un « budget sportif » et la création d'équipements. On peut ainsi considérer que les premiers gymnases, et plus encore les premières piscines qui fleurissent dans les années 1930, sont nés à l'initiative des associations sportives locales.

Reste à évaluer la part de l'État dans ce domaine. Dès les années 1880, la « décentralisation artistique » est au menu ³². Mais sur le terrain, elle donne lieu à des interventions très limitées jusqu'au milieu des années 1930. Dans une certaine mesure, on assiste même à un désengagement, comme le montre la politique orphéonique de l'État ³³. Délaissant les associations musicales, l'État se contente d'aider les conservatoires et les écoles nationales de musique, institutions agréées par ses services ³⁴. Même logique dans le domaine sportif où, par une loi de 1923, l'État se décharge de ses responsabilités sur les communes. Il faudrait sans doute nuancer ce tableau en distinguant action ministérielle et actions préfectorales. Certains départements semblent avoir mené des politiques culturelles actives au nom de l'éducation populaire (bibliothèques scolaires, bibliothèque départementale itinérante et service cinématographique dès les années 1920 en Seine-Inférieure) et de la décentralisation artistique. Ces politiques utilisent parfois les ressources associatives, comme le montre l'exemple du Théâtre d'art normand, fondé en 1918 pour produire des pièces destinées au public éloigné des salles urbaines et subventionné à ce titre par le conseil général de Seine-Inférieure dans l'entre-deux-guerres.

Il faut cependant attendre le Front populaire pour voir l'État utiliser les associations comme moyen d'une politique culturelle qui, pour la première fois, dit clairement son nom ³⁵. Quatre domaines font l'objet de l'intérêt de

32. Marie-Claude GENET-DELACROIX, *Art et État sous la III^e République 1870-1940*, Thèse d'État d'histoire, Université de Paris-Sorbonne, 1989.

33. Philippe GUMPCOWICZ, *Musique et institution*, Rapport pour la Cité de la Musique, EPPV, 1984.

34. Pour une vision plus précise de la politique musicale de la Troisième République, voir ALTEN, Michèle, *La musique et le chant dans les écoles primaires de la République, 1882-1939*, Université de Paris I, thèse d'histoire, 1993.

35. Pascal ORY, *La Belle Illusion. Culture et politique sous le signe du Front populaire 1935-1938*, Paris, Plon, 1994.

l'État : la lecture publique, le théâtre, les sports et les loisirs de jeunesse. L'Association pour le développement de la lecture publique (ADLP), créée en juillet 1936, et dont Julien Cain était le président d'honneur, est soutenue par le gouvernement. Les associations théâtrales comme Mai 36, Art et Travail ou encore Octobre sont également intéressées à la mise en place d'une politique théâtrale explicite, ce qui a pour conséquence de faire glisser l'association vers le professionnalisme. La politique de popularisation du sport, menée par Pierre Cot, s'appuie également sur les associations, en aidant notamment des clubs aéronautiques agréés. Léo Lagrange accompagne de son côté la dynamique des mouvements de jeunesse, au point d'être surnommé le « ministre des auberges ». Là encore la politique de la jeunesse de l'Etat rencontre le mouvement associatif (marqué notamment en 1930 par la fondation du Centre laïque des auberges de jeunesse).

Le partenariat ainsi dessiné semble jouer en faveur de la « popularisation » de la culture. Force est pourtant de constater que ni les politiques, ni les associations ne parviennent à renverser l'ordre culturel dominant. Certes la diversification et l'expansion du monde associatif ont permis d'agréger aux sociétés culturelles urbaines de nouvelles classes sociales. Ainsi des classes moyennes qui prennent désormais toute leur place au sein des sociétés savantes ou des orphéons. Les premières abandonnent les pratiques de quorum et savent s'ouvrir sans restriction aux hommes et aux femmes. La Société des amis des monuments rouennais (1886) ou la Société populaire d'études diverses de Sotteville-lès-Rouen (1879) organisent ainsi des sorties touristiques pour leurs membres dès la Belle Epoque. Mais cette ouverture ne signifie pas pour autant démocratisation. À cet égard il faut rappeler l'échec des universités populaires, qui ne parviennent guère à intéresser le peuple à leurs conférences et qui finissent par singer les pratiques mondaines des sociétés savantes. De même le mouvement ouvrier, pourtant particulièrement sensible aux questions culturelles à l'époque de Pelloutier, ne peut établir les fondements d'une culture prolétarienne, alternative à celle des humanités ³⁶.

Les monographies locales (Rouen, Dijon) montrent au contraire la capacité de résistance de l'ordre ancien. Le modèle des sociétés savantes (conférences, publications) est ainsi adopté par les jeunes *hot-clubs* qui souhaitent diffuser le jazz dans l'entre-deux-guerres ³⁷. Rouen, à cette époque, voit ainsi la constitution de nombreuses sociétés de bibliophilie, qui pratiquent des cotisations prohibitives afin de limiter le nombre de leurs membres et de fabriquer du livre rare. De même, la vie culturelle dijonnaise est encore très dépendante du réseau académique, qui peine à renouveler ses pratiques, malgré la constitution d'une Association bourguignonne des sociétés savantes, pionnière isolée d'une solution fédéraliste ³⁸. Cette tentation du repli sur soi a

36. Jacques JULLIARD, *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, Paris, Le Seuil, 1980.

37. Ludovic TOURNES, « Les hot-clubs : des sociétés savantes au service de la diffusion du jazz », *Cahiers du GRHIS*, Presses universitaires de Rouen, 6, 1997, p.139-148.

38. Philippe POIRRIER, *Municipalité et culture au XX^e siècle : Des Beaux-arts à la politique culturelle. L'intervention de la Municipalité de Dijon dans les domaines artistiques et culturels. (1919-1995)*, Dijon, Université de Bourgogne, 1995, thèse de doctorat d'histoire, dir. Pierre LÉVÊQUE, p. 181.

des conséquences notables. Sous l'angle social, les sociétés savantes entretiennent ainsi jusqu'à la fin des années 1930 un climat paternaliste par le biais de la distribution de prix accordés à des familles « méritantes ». Sous l'angle esthétique, le retour à l'ordre manifeste dans les arts plastiques et la rareté de diffusion des courants modernes du cubisme, de l'abstraction et du surréalisme s'expliquent par le maintien de l'influence des notables (sociétés de peinture, commissions extra-municipales des beaux-arts). De même, le rejet des solutions modernes du Bauhaus en architecture au profit d'un goût régionaliste, plus conforme aux attentes des sociétés locales d'architecture, participe de la définition d'une esthétique appropriée à la tradition « nationale ». Malgré le travail pédagogique mené par certaines maisons de la culture à l'époque du Front populaire, il faudra attendre l'après-guerre pour voir certaines associations interroger les fondements même de la culture.

Associations et politiques culturelles : un partenariat à construire (1940-2000)

En dépit de la création du Conseil national de la vie associative en 1983, on connaît encore mal l'histoire récente des associations et particulièrement celle des associations culturelles. On ne se laissera pas ici abuser par le bilan flatteur qui s'appuie sur la seule croissance quantitative du parc associatif. Car la véritable question n'est pas celle du poids, mais de la place des associations dans l'histoire de la société française contemporaine. Force est alors de constater la persistance d'une ambivalence des rapports entre mouvement associatif et politiques culturelles. Pour les pouvoirs publics, la sphère des associations culturelles est tantôt signe de vitalité et de créativité, tantôt signe de conservatisme, de despotisme et de risque pour la démocratie, mythe fondateur perpétuellement réactivé depuis la Libération.

Les associations entre archaïsme et modernité (1940-1960)

Malgré la vitalité de certains secteurs, les associations culturelles paraissent incarner au début des années soixante une sorte d'Ancien Régime culturel, à l'heure où l'État providence décide d'étendre son pouvoir régalien aux affaires culturelles. La méfiance de l'État s'explique pour trois raisons complémentaires. Certaines associations se sont compromises sous l'Occupation, d'autres n'ont pas su profiter du mouvement de Reconstruction pour s'établir durablement dans le paysage culturel français, tandis que les sociétés les plus bourgeoises résistent à la démocratisation générale de la société française.

La période de la guerre de 1939-1945 constitue pour la sphère associative une époque ambivalente. La Révolution nationale tente en effet de susciter et d'utiliser un certain nombre d'associations culturelles. C'est le cas de

l'association Jeune France³⁹ (novembre 1940-mars 1942), rattachée au Secrétariat à la jeunesse et chargée de la démocratisation et de la décentralisation culturelles. À Paris comme à Lyon, Toulouse, Aix-en-Provence, l'association est à l'origine d'expériences novatrices (création et animation culturelle) et d'implantations de centres culturels qui préfigurent l'après-guerre (centres dramatiques nationaux, maisons de la culture) et qui expliquent sa dissolution. En revanche, les sphères de l'érudition traditionnelle, conservatrices, voire réactionnaires, sauront nourrir les projets des commissions de propagande régionaliste du régime, jetant pour de nombreuses décennies la suspicion sur les associations ethnologiques et folkloriques locales⁴⁰. La Résistance, de son côté, privilégiera la réflexion éducative au détriment de la réflexion culturelle. Malgré le dynamisme des héritiers de l'École d'Uriage, qui fondent, à Grenoble en décembre 1944, Peuple et Culture, la Résistance tarde à préciser son projet de démocratisation culturelle. La jeune Direction de la culture populaire et des mouvements de jeunesse, confiée à Jean Guéhenno, souffrira dès sa création en octobre 1944 de ce déficit de réflexion associative⁴¹.

Au maigre bilan culturel de la IV^e République, on mentionne généralement la décentralisation théâtrale et la vitalité de l'éducation populaire. Cette dernière s'appuie sur un réseau d'associations constituées à la Libération, comme Peuple et Culture, Travail et Culture ou Tourisme et Travail. Localement, ces mouvements d'éducation populaire, qu'ils soient d'obédience communiste ou personnaliste, tentent de fédérer un réseau d'associations culturelles spécialisées (centres éducatifs, centres d'éducation ouvrière, maisons des jeunes, bibliobus, ciné-clubs, etc.)⁴². Une nouvelle génération d'acteurs culturels apparaît dont l'originalité se situe dans la professionnalisation (ce sont les premiers cadres permanents d'associations culturelles) et dans l'engagement (ces cadres sont aussi et d'abord des militants, à l'époque des *Temps modernes* et de la guerre froide). Mais l'espérance d'une révolution sociale est rapidement contrariée⁴³. Les pouvoirs publics se désintéressent de l'éducation populaire dès 1949 et les militants de Peuple de Culture s'orientent vers la professionnalisation de l'action culturelle, abandonnant l'esprit de mission de la Résistance. L'Etat joue un rôle clé dans cet échec de révolution culturelle et dans la limitation du rôle des associations. Si la culture apparaît dès 1946 comme un droit fondamental des Français, inscrit en ce sens dans le préambule de la constitution du 27 octobre, la liberté associative, elle, est

39. Philippe POIRRIER, *L'État et la culture en France au XX^e siècle*, Paris, Le Livre de Poche, 2000 et Catherine SIMION, *L'Histoire des Jeunesses musicales de France, une initiation musicale pour les Français (1940-1971)*, Université de Paris X-Nanterre, mémoire de maîtrise, dir. Pascal ORY.

40. Christian FAURE, *Le projet culturel de Vichy. Folklore et révolution nationale. 1940-1944*, Lyon, Presses universitaires de Lyon-CNRS, 1989 et Pascal ORY, *Les collaborateurs 1940-1944*, Paris, Ed. du Seuil, 1977.

41. Jean-François MURACIOLE, *Les enfants de la défaite. La Résistance, l'éducation et la culture*. Paris, Presses de Sciences Po, 1998, p. 206-211.

42. Pascale GOETSCHER et Emmanuelle LOYER, *Histoire culturelle et intellectuelle de la France au XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, *Cursus*, 1994, p. 124.

43. «L'espérance contrariée : éducation populaire et jeunesse à la Libération (1944-1947) », *Les Cahiers de l'animation*, 1986, n° 57-58.

oubliée de ce texte fondateur. Par deux fois, en 1956 et en 1958, le Conseil d'État doit en réaffirmer le caractère constitutionnel. Les associations culturelles sont donc une nouvelle fois les victimes de la méfiance traditionnelle de l'État jacobin envers les corps intermédiaires, méfiance ressourcée par le regain corporatiste de la période d'Occupation.

Cette tiédeur politique envers les associations permet au secteur traditionnel de maintenir certaines de ses positions. Ni la crise, ni la guerre n'ont eu en effet raison des sociétés savantes et de leur poids symbolique dans la vie culturelle locale. Malgré la volonté de contrôle étatique sur les musées et les bibliothèques « classés ou contrôlés », un grand nombre d'institutions culturelles locales restent sous le contrôle des sociétés savantes, jusqu'aux années 1970. Le musée lorrain de Nancy est ainsi dirigé par la Société d'archéologie lorraine (1848) qui en assure la réouverture en 1945. Même fonctionnement à Dijon pour le musée de la Vie bourguignonne ou le musée archéologique jusqu'au milieu des années 1950, qui marque leur municipalisation ⁴⁴. La commission départementale des antiquités de la Seine-Inférieure est encore composée dans les années 1960 d'érudits locaux nommés dans l'entre-deux-guerres. Cette sphère traditionnelle fonctionne souvent comme un bastion de l'ordre culturel ancien, affichant clairement son hostilité aux tentatives de démocratisation et de modernisation de la vie culturelle locale. Il faut lire à cette aune la difficulté de diffusion de l'art moderne (le « triomphe » de l'abstraction est d'abord parisien) tout comme celle de l'art dramatique, de la danse ou des musiques sérielles. Cette situation a pour conséquence de renforcer la dichotomie Paris-province, les éléments culturels les plus novateurs choisissant l'exil, faute de trouver des structures associatives suffisantes pour porter leurs projets.

Le temps paradoxal de la croissance (années 1960-1970)

La création du Ministère des affaires culturelles en 1959 semble augurer un tournant pour le monde associatif. Après la dissipation des ambiguïtés de la démocratisation culturelle, il apparaît clairement que la politique de l'État s'appuiera sur des institutions et non sur des associations. Le statut associatif des maisons de la culture est particulièrement significatif de cette volonté de centralisation. À l'instar des centres dramatiques nationaux, les maisons de la culture sont gérées par des associations dans lesquelles l'État et la commune sont représentés. Le partenariat ainsi dessiné ne trompe guère. Il s'agit bel et bien d'un échange inégal entre le centre et la périphérie, installé au détriment

44. Philippe POIRRIER, *Municipalité et culture au XX^e siècle: Des Beaux-arts à la politique culturelle. L'intervention de la Municipalité de Dijon dans les domaines artistiques et culturels. (1919-1995)*, Dijon, Université de Bourgogne, 1995, p. 414.

de la démocratie locale, qu'elle soit municipale ou associative. La séparation très nette entre la culture et l'éducation populaire participe du même souci de contrôle et d'institutionnalisation ministériels ⁴⁵.

Face à ce rejet du pouvoir culturel local, une résistance s'organise très tôt, *via* la Fédération des centres culturels communaux, créée en 1960 à l'initiative de Michel Durafour, maire-adjoint de Saint-Étienne ⁴⁶. La FNCCC regroupe bientôt deux cent vingt villes et propose une alternative à la politique ministérielle, s'appuyant sur les élus locaux, les « intermédiaires culturels » et les associations. Les Rencontres d'Avignon ⁴⁷, inaugurées en 1964, fournissent également une tribune aux militants d'éducation populaire et jouent un rôle important dans la formulation du « développement culturel », appelé à dépasser l'optique esthétique de l'« action culturelle » chère à Malraux.

Car les années 1960 sont aussi celles qui voient se formaliser les premières expériences de politiques culturelles municipales. À Rennes, la municipalité MRP d'Henri Fréville développe une politique d'animation culturelle de quartier, en s'appuyant sur le réseau associatif, grâce à la création d'un Office social et culturel qui sert d'interface. La proximité de l'adjoint à la culture Michel Le Roux, ex-militant de la JEC, et des réseaux associatifs chrétiens facilite la concertation jusqu'en 1971. À Grenoble, la politique culturelle de la municipalité socialiste Dubedout est fortement liée au réseau local de Peuple et Culture. Bernard Gilman, premier permanent de l'association en Isère, devient naturellement adjoint à la culture en 1965 ⁴⁸. Certaines associations sont à cette date incontournables, à l'image de l'Association bourguignonne culturelle (ABC) qui compte quinze mille adhérents en 1965 et organise près de deux mille manifestations annuelles ⁴⁹. Autofinancée à 92 % jusqu'au début des années 1960, l'ABC devient ensuite un acteur culturel soutenu par la municipalité du chanoine Kir. Elle porte de 1964 à 1971 un projet de centre culturel qu'elle échouera à faire subventionner par le Ministère de la culture.

Le devenir de ce réseau associatif paraît cependant bien incertain à la fin de la décennie. La politique de professionnalisation impulsée par le Ministère s'étend désormais à des secteurs traditionnellement contrôlés par les associations. Il faut ainsi lire le plan Landowski pour l'organisation des structures musicales françaises de 1969 comme la volonté de créer dans chaque région des institutions (conservatoire, orchestre, scènes lyriques) professionnelles de référence ⁵⁰. Même optique dans les services de

45. Geneviève POUJOL, « La généalogie du débat socio-culturel/culturel », *Les cahiers de l'animation*, n° 30, 4e trimestre 1980, p. 3-14.

46. Vincent DUBOIS, *La politique culturelle. Genèse d'une catégorie d'intervention publique*, Paris, Belin, 1999, p. 184-187.

47. Philippe POIRRIER, *La naissance des politiques culturelles et les Rencontres d'Avignon (1964-1970)*, Paris, Comité d'histoire du Ministère de la culture, *Travaux et documents* n° 6, 1997.

48. Philippe POIRRIER, *L'État et la culture en France au XX^e siècle*, Paris, Le Livre de Poche, 2000, p. 110.

49. Philippe POIRRIER, *Municipalité et culture au XX^e siècle: Des Beaux-arts à la politique culturelle. L'intervention de la Municipalité de Dijon dans les domaines artistiques et culturels. (1919-1995)*, Dijon, Université de Bourgogne, 1995, thèse de doctorat d'histoire, dir. Pierre LÉVÊQUE, p. 230 et suivantes.

50. Sandrine GRANDGAMBE, *La politique musicale de la France : 1966-1974*, Université de Paris X-Nanterre, mémoire de maîtrise, dir. Pascal ORY, 1992.

l'Inventaire général ⁵¹ qui, après s'être appuyés sur le réseau académique (pré-inventaire), s'en détachent progressivement. Parallèlement, les municipalités tendent à s'affranchir des associations ou du moins à les contrôler davantage. La création d'une commission générale des affaires culturelles par le maire de Lyon en 1966 a ainsi pour principal objet d'entraver la construction d'une opposition politique par certaines associations culturelles ⁵². Ailleurs, comme dans le Bordeaux de Jacques Chaban-Delmas ⁵³, la personnalisation de la politique culturelle débouche sur une sujétion des associations au pouvoir exclusif du premier élu.

Pourtant, alors que tout annonçait un tassement et une crise du monde des associations, les années 1970 vont le voir croître dans de très fortes proportions. Cette croissance s'inscrit dans un mouvement général. Alors qu'on créait en moyenne vingt mille associations par an dans les années 1960, on en compte quarante mille à la fin des années 1970. Les associations culturelles représentent 15,7 % des créations entre 1975 et 1986 ⁵⁴. Après le secteur sportif (19,2 %), elles constituent le socle de la vitalité associative des années 1970. Très tôt les historiens se penchent sur cette floraison associative, cherchant à l'interpréter en termes de luttes de pouvoir ou d'expression d'une aspiration à la démocratie locale ⁵⁵. Pour d'autres, la floraison associative vise à combler le vide des politiques et l'absence de contrôle social sur un secteur déterminé ⁵⁶. De nombreuses associations s'inscrivent de fait dans ce schéma. Dans la jeune ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines par exemple, les habitants pionniers décident de prendre eux-mêmes en charge la culture, au travers d'une Association pour la promotion des activités socio-culturelles (APASC), créée en 1974 pour gérer une maison culturelle de quartier. Le *baby-boom* associatif est ici clairement lié à l'absence de structures et d'équipements culturels. On pourrait rapprocher le cas des villes nouvelles de celui des quartiers urbanisés qui se multiplient à la fin des années 1970.

Reste que cette croissance s'accompagne aussi d'une diversification et d'un redéploiement culturel. Sur les six mille associations culturelles créées entre 1975 et 1986, mille deux cent cinquante sont des sociétés musicales et neuf cents relèvent encore du secteur savant (sociétés historiques, sauvegarde du patrimoine, sociétés régionalistes). Mais aux côtés de ces secteurs traditionnels apparaissent huit cent soixante-trois sociétés théâtrales ou chorégraphiques, six

51. Isabelle BALSAMO, « André Chastel et l'aventure de l'Inventaire », in Augustin GIRARD et Geneviève GENTIL (dir.), *Les affaires culturelles au temps d'André Malraux, 1959-1969*, Paris, La Documentation française, 1996, p. 95-105.

52. Christophe DUBOIS, « La bataille du Huitième. Les réseaux culturels et la création du théâtre du Huitième arrondissement à Lyon (1959-1972) », in Vincent DUBOIS (dir.), *Politiques locales et enjeux culturels. Les clochers d'une querelle. XIX^e-XX^e siècles*, Paris, La Documentation française, 1998, p. 281-298.

53. Françoise TALIANO-DES-GARETS, *La vie culturelle à Bordeaux (1945-1975)*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 1995.

54. Source : Conseil national de la vie associative.

55. Jean-Pierre RIOUX, « Structures de sociabilité et pouvoir. Remarques à propos des associations en France au XX^e siècle », *Les Cahiers de l'animation*, n° 46, 1984, p. 16.

56. Geneviève POUJOL, « La dynamique sociale des associations », *Les Cahiers de l'animation*, n° 39, février 1983, p. 63.

cent quatre-vingt-seize ciné-clubs ou sociétés audiovisuelles ou encore deux cent soixante et onze radios libres. Dans le détail le renouvellement est encore plus net. Ainsi de l'évolution des associations musicales entre 1965 et 1985. Alors que les sociétés instrumentales ou vocales constituaient respectivement 23 % et 16 % du total des créations en 1965, elles tombent à 8 % et 10 % en 1985. Dans le même temps, les sociétés musicales tournées vers le jazz, le rock, mais aussi la musique ancienne voient doubler leur part relative ⁵⁷. C'est dire que le secteur musical connaît moins une croissance quantitative qu'une massification et une mutation qualitative. Le monde orphéonique et ses valeurs traditionnelles cèdent la place à la multiplication des pratiques qui sonne comme une reconnaissance de la diversité des musiques en France.

Autre surprise, la capacité de renouvellement de la sphère savante. Quoique largement décriées par les instances légitimes de recherche (universités, CNRS), les sociétés savantes affichent une incontestable bonne santé à la fin des années 1970. On comptait ainsi, en 1975, six cent cinquante-neuf sociétés dont une grande partie étaient d'origine récente. Depuis 1958, on compte ainsi au moins sept sociétés nouvelles en Bretagne et en Alsace, douze en Auvergne, vingt en Aquitaine et cinquante-deux en Île-de-France. Ces fondations récentes forment parfois plus de la moitié du monde savant régional, témoignant d'une vitalité peu compatible avec le cliché de l'archaïsme de ce secteur. Reste que cette vitalité s'explique par une profonde transformation de la composition, des buts et des moyens. Certaines sociétés savantes savent ainsi s'ouvrir dans les années 1970 aux universitaires qui vont rénover leurs pratiques. Citons par exemple les historiens Jean-Pierre Chaline pour la Société des amis des monuments rouennais (1886) ou Philippe Joutard pour le Club cévenol (1895). La création de conférences grand public, l'organisation d'expositions ou de visites, la compétence patrimoniale réinvestie dans la défense des vieux quartiers permettent aux sociétés savantes de participer à l'émoi patrimonial ⁵⁸.

C'est dire qu'entre les catégories d'hier et celles d'aujourd'hui, la solution de continuité est en partie factice.

Perspectives contemporaines

Le mouvement de croissance des associations culturelles se prolonge dans les années 1980-1990, au point qu'elles forment aujourd'hui un maillage complexe, qui ne va pas sans inquiéter les pouvoirs publics locaux.

On notera tout d'abord la place considérable des associations culturelles au sein du parc associatif. Selon une enquête nationale de 1991, le secteur culturel est le plus dynamique du monde associatif. Vingt pour cent des associations

57. Danièle PISTONE, « Sociabilités musicales parisiennes au XX^e siècle. Importance et nature des créations d'associations », *Cahiers du GRHIS*, Presses universitaires de Rouen, n° 6, 1997, p.102.

58. Loïc VADELORGE, « Les sociétés savantes », in *Dictionnaire des politiques culturelles sous la V^e République*, Paris, Hachette, 2001.

culturelles recensées par l'Insee en 1988 ont moins de quatre ans et 25 % moins de dix ans (contre 15 et 18 % pour l'ensemble des associations)⁵⁹. La culture reste un secteur moteur de la vie associative dans les années 1990, créant en moyenne entre six mille et neuf mille associations par an. Le développement continu des sociétés musicales (trois mille deux cent cinquante-sept sociétés créées en 1997), ainsi que l'importance des associations liées à la sauvegarde du patrimoine, caractérisent la dernière décennie⁶⁰.

En revanche le secteur culturel se caractérise par la faiblesse de son poids économique, inversement proportionnel à son dynamisme. Les associations culturelles représentent ainsi 42 % des associations employeurs recensées en France en 1999, mais seulement 15 % des dépenses courantes et 12 % de l'emploi à plein temps⁶¹. À la différence d'autres secteurs (éducation, santé, services sociaux), les associations culturelles s'appuient donc essentiellement sur le bénévolat. Encore faudrait-il pouvoir mieux distinguer les associations culturelles non employeurs (radio libres, chorales, cercles littéraires, sociétés de généalogie, photo-clubs, etc.) et les associations chargées de gérer des équipements culturels (bibliothèques, écomusées, centres d'action culturelle, opéra, etc.)⁶².

Quoi qu'il en soit, le poids des associations culturelles ne signifie pas pour autant une reconnaissance et une place effective dans la gestion des affaires culturelles. Le premier indice de ce décalage vient dans l'appréciation du phénomène de croissance contemporain. Pour certains, les associations qui « occupent les moindres recoins de l'espace social » représentent la « mobilisation citoyenne » et « l'ambition de transformation sociale permanente »⁶³. Cet optimisme fait figure de discours officiel à l'heure du centenaire de la loi de 1901. Michel Dufour, secrétaire d'État au patrimoine et à la décentralisation culturelle affirme ainsi que le rôle des associations patrimoniales est « plus essentiel que jamais » dans le contexte de la décentralisation contemporaine⁶⁴. D'autres cependant n'acceptent guère ce consensus autour des associations, consensus à travers lequel ils dénoncent une absence de projets. Pour la sociologue Geneviève Poujol, à l'« idéologie associative » du début des années 1980 a succédé le temps de la professionnalisation des associations par l'État providence et la perte d'une « capacité d'invention »⁶⁵.

59. Josette COURTOIS, *Les associations, un monde méconnu. Enquête nationale 1991*, Crédit coopératif, études économiques, 1991. Il s'agit d'un sondage effectué sur 11 106 associations (14 % de la population associative évaluée par l'Insee) entre 1987 et 1990.

60. Sources : CNVA.

61. Sources : fichier SIRENE, cité dans François BLOCH-LAINÉ (dir.), *Faire société. Les associations au cœur du social*, Paris, Syros, *Alternatives sociales*, 1999.

62. Edith ARCHAMBAULT, Viviane TCHERNONOG, *Le poids économique du secteur associatif*, ADDES, X^e Colloque, « Nouvelles données sur l'économie sociale », Paris, 1994.

63. Edith ARNOULT-BRILL, Éditorial de la *Lettre du CNVA*, janvier 2001.

64. Discours prononcé à Angoulême le 21 avril 2001, 5^e rencontre nationale en région sur le thème « Associations et patrimoine », publié sur le site internet du Ministère de la culture, consulté le 27 avril 2001.

65. Geneviève POUJOL, « L'essoufflement de l'inventivité », *le Monde de l'Éducation*, mai 1998, p. 84.

Cette thèse de l'effondrement associatif, initialement développée par Pierre Rosanvallon ⁶⁶ et qui s'applique au champ associatif en général, mériterait une analyse plus serrée, tant la diversité associative contemporaine est grande. On notera cependant que la thèse de l'instrumentalisation des associations par l'État est loin de faire l'unanimité. Un récent rapport de la Cour des comptes pointait que le Ministère de la culture avait, dans une proportion supérieure à celle des autres administrations, recours aux associations pour mettre en œuvre sa politique. Et de noter l'insuffisance de « réflexion sur les priorités que l'administration assigne à sa politique de subventions à l'égard des associations » ⁶⁷. De fait, certaines associations dépendent pour 75 % de leur budget de subventions publiques sans que pour autant des missions de service public ne leur soient réclamées. On sait que le projet de « charte de service public », proposée par Catherine Trautmann aux professionnels du spectacle vivant, sera à l'origine de son départ du gouvernement Jospin.

À l'échelle locale, le débat se pose en des termes différents. La décentralisation a fait naître de nouvelles ambitions politiques assises sur une prise de conscience très forte de la légitimité de l' élu local. Face à la légitimité des associations culturelles, qui se présentent volontiers comme l'expression de la société civile, l' élu affirme la supériorité du suffrage universel qui l'a placé à la tête d'une collectivité territoriale ⁶⁸. Il entend désormais assumer ses choix et non plus pratiquer le saupoudrage des subventions culturelles. Le « jeu du catalogue », qui liait encore les élus locaux au début des années 1980 ⁶⁹ au lobbying des associations culturelles et assimilait la subvention à une « allocation de ressources sans critères de choix », tend à disparaître dans les années 1990. La volonté de contrôle s'amorce pour certaines municipalités dès la fin des années 1970. Au Mans, la victoire de la gauche aux élections de 1977 est à l'origine de la création d'une commission extra-municipale intégrant les associations locales à la définition de la politique culturelle. Cette structure de concertation, voire d'autogestion, est mise en sommeil dès 1979, avant d'être abandonnée en 1984. La municipalité assume désormais seule « sa » politique culturelle, amenant les associations à se replier sur leurs propres objectifs ⁷⁰. Cette reprise en main préfigure la position de bien des municipalités dans les années 1990. À l'heure de la récession économique, qui contraint à restreindre les dépenses culturelles, les villes souhaitent renforcer leur contrôle sur les associations culturelles ou socio-culturelles qu'elles subventionnent.

Les notions de « projet » et de « conventionnement », déjà pratiquées par les centres sociaux depuis le début des années 1970, tendent à remplacer les

66. Pierre ROSANVALLON, « Mouvement social et société civile », *Tribune de la FONDA*, n° 93, janvier 1993.

67. Cour des comptes. « l'État et les associations dans le secteur culturel », Rapport public 1999, pp. 547-608.

68. Jacques PALARD, « Décentralisation et démocratie locale », *Problèmes politiques et sociaux*, n° 708, juillet 1993.

69. Erhard FRIEDBERG et Philippe URFALINO, *Le jeu du catalogue. Les contraintes de l'action culturelle des villes*. Paris, La Documentation française, 1984.

70. Michel COLLIN, « L'émergence d'un nouveau discours sur la culture, à travers l'évolution d'une municipalité de gauche dans la décennie 1980 », in *Jalons pour l'histoire des politiques culturelles locales*. Textes réunis par Philippe POIRRIER, Sylvie RAB, Serge RENEAU, Loïc VADELORGE, Paris, Comité d'histoire du Ministère de la culture, 1995, p. 181-204.

relations informelles qui unissaient pouvoirs politiques locaux et associations culturelles. La contractualisation s'impose comme mode naturel de gestion, s'abritant souvent derrière la professionnalisation des acteurs. Cet objectif, réclamé par les militants associatifs depuis les années 1960, semble se retourner contre eux à la fin des années 1990, dans la mesure où la professionnalisation s'accompagne d'une dépendance financière accrue. La perte de repères est à l'origine des discours contradictoires évoqués plus haut.

Les associations forment donc un secteur essentiel de la vie culturelle locale. La jeunesse et le dynamisme de cette dernière occultent souvent une longue histoire, dont le rappel permet de mieux saisir les enjeux contemporains. Les problèmes d'aujourd'hui (légitimité des associations, articulation des échelles locales et nationales, faiblesse des moyens et donc dépendance associative) ne constituent souvent que l'actualisation de problèmes séculaires. La méfiance de l'État envers les corps intermédiaires, qui remonte à la Révolution française et dont on trouverait déjà des exemples sous l'Ancien Régime, n'a pas aujourd'hui disparu. Ainsi, si les ministres successifs célèbrent la vitalité des associations culturelles régionales, aucun n'oublie de dénoncer le risque de glissement régionaliste. L'affirmation culturelle locale ne saurait être identitaire dans une France « une et indivisible ». À bien des égards, la décentralisation et la déconcentration ne font que déplacer les questions en région. À la légitimité gouvernementale s'ajoute ou se substitue selon les cas la légitimité de l' élu local. La liberté associative n'existe que dans la mesure où elle n'empiète pas sur la légitimité démocratique. La France, première grande nation à adopter le suffrage universel en 1848, a toujours privilégié la démocratie politique de préférence à la démocratie associative.

Mais la crise contemporaine du politique pourrait sans doute permettre une redistribution des rôles. Contrairement aux associations culturelles des années 1970, qui se faisaient souvent l'instrument conscient d'une lutte politique globale (Programme commun de 1972 notamment), les associations contemporaines ont des objectifs ponctuels et souvent localisés. Ici s'invente certainement une nouvelle forme d'engagement, dont on aurait tort de persister à dénoncer la futilité. Au moment où la complexité des échelles de décision conduit à l'opacité de la sphère politique et au désaveu citoyen, les associations culturelles peuvent constituer des moteurs de recherche et répondre à l'aspiration à une gestion plus « démocratique » des questions de proximité.

Militants, animateurs et professionnels : le débat « socioculturel-culturel » (1960-1980)

*Geneviève POUJOL *, Michel SIMONOT ***

Évoquer au XXI^e siècle un débat, une vive divergence de conception, entre l'action culturelle et l'animation socioculturelle peut présenter quelque étrangeté tant le problème peut paraître daté. Il concerne, en effet, essentiellement les années 1960 et 1970. Pourtant, les enjeux que recouvrent les différences entre ces deux courants n'ont pas totalement disparu, car ils continuent de vivre sous deux formes. D'une part, si l'on schématise à l'extrême, il existe toujours deux axes selon lesquels s'organisent les visions de l'art et de la culture : l'un met plutôt l'accent sur des pratiques et des modes de vie, l'autre plutôt sur les œuvres et la création artistique. D'autre part, réapparaissent aujourd'hui dans les politiques culturelles des vocables, tel celui de « socioculturel », alors qu'il était devenu, à partir des années 1980-1990, plutôt négativement connoté. Si l'on devine une certaine nostalgie dans la réapparition actuelle du mot, il faut noter que la signification qu'on lui attribue s'est maintenant déplacée, sinon modifiée, par rapport à celle des années 1960-1970.

C'est autour de la question de la « démocratisation de la culture » que naît et se développe dans les années 1960 le débat « socioculturel-culturel ». Cette préoccupation devient alors de plus en plus centrale, aussi bien dans les politiques culturelles publiques (celles de l'État et celles des collectivités locales) que dans les associations culturelles les plus diverses. En fonction des différentes définitions que l'on peut donner de la culture et de la démocratisation vont s'amplifier des oppositions et des confrontations idéologiques et politiques qui marqueront de manière indélébile les milieux culturels. Le phénomène sera accentué par le développement des formations d'animateurs qui, depuis les années 1960 jusqu'à nos jours, vont elles-mêmes s'organiser autour des différentes conceptions de la culture, de sa démocratisation et de leurs rapports à la question laïque, aux champs politiques, économiques et médiatiques. En effet, selon le contenu que l'on va attribuer aux notions de culture – expression personnelle ou bien création d'œuvres, par exemple – ou de démocratie – par exemple, primat accordé à

* Présidente de la Société française des chercheurs sur les associations (SFCA), ancienne rédactrice en chef des *Cahiers de l'animation* à l'Institut national d'éducation populaire de Marly, ancien chercheur au Laboratoire de sociologie du changement des institutions à l'IRESO.

** Ancien chargé de mission à la Direction du développement culturel, maître de conférences (psychosociologie) à l'Université de Rouen et à l'Université Paris-III.

l'individu ou bien aux organisations collectives –, on voit se structurer des orientations idéologiques diversifiées. Ces dernières ne sont ni abstraites ni déconnectées de la vie concrète. Pour l'essentiel, elles s'incarnent dans la vie des équipements – dénommés socioculturels, socio-éducatifs, culturels, d'éducation populaire – qui, à partir des années 1950, maillent progressivement l'ensemble du territoire français. Tous ces équipements (foyers de jeunes, maisons des jeunes, centres sociaux, maisons de quartier, etc.) sont confiés à des associations chargées, en principe, de les gérer et donc d'en définir les orientations. Et celles-ci affirment une identité en fonction de deux logiques principales. D'une part, le rapport de forces politique et syndical au sein du conseil d'administration et son rapport à la majorité politique du conseil municipal. D'autre part, la position au sein de ce débat socioculturel-culturel. Ces deux paramètres (un troisième élément interviendra progressivement : l'affiliation à telle ou telle fédération nationale) auront des conséquences directes sur le recrutement des professionnels, des militants, des animateurs bénévoles. Ce sont ceux-là qui, sur le terrain, entreront en conflit, souvent aigu, dans ce débat culturel-socioculturel.

Qu'est-ce qu'un animateur ?

L'apparition d'animateurs bénévoles date des années cinquante. Celle des professionnels date des années soixante et correspond à la construction d'équipements décidée dans le cadre de politiques volontaristes destinées à l'organisation de services collectifs, en particulier dans le domaine des loisirs. Pour se contenter d'une classification provisoire, on dira que :

- l'animateur culturel se donne comme priorité la diffusion culturelle et intervient dans le domaine de la musique, de la danse, du théâtre, de la peinture... ;
- l'animateur social donne une priorité à l'intégration sociale du public auprès duquel il travaille ;
- l'animateur socioculturel privilégie le travail auprès de populations plutôt qu'auprès d'individus isolés. Il correspond aux « récréationnistes » et aux professionnels du loisir québécois.

En 1982, on estimait à vingt-cinq mille le nombre des animateurs professionnels ; ce nombre aurait doublé cinq ans plus tard. Si on intègre les emplois dérivés, on peut considérer que, cette même année 1987, l'animation socioculturelle correspondait à trois cent cinquante mille emplois professionnels devenus sept cent mille en 1996. Plus précisément, toutefois, le nombre d'emplois correspondant aux fonctions strictes d'animateurs culturels et socioculturels ne sont pas réellement connus (notamment si l'on souhaite prendre en compte les animateurs militants bénévoles).

L'animateur est un travailleur social dont l'activité s'exerce dans et sur le temps libre des autres. Au-delà de ce point commun, il est difficile de définir ses tâches, ses fonctions ou le niveau d'emploi qu'il occupe dans la hiérarchie salariale. La profession n'est pas fixée et plus de trente ans de diplômes n'y ont rien changé. Bien plus que dans d'autres métiers, ce ne sont pas les diplômes qui instituent la profession.

Dans le secteur culturel, les fonctions que recouvrait l'appellation d'« animateur » dans les années 1960-1970 se retrouvent aujourd'hui sous diverses appellations professionnelles : on y parle de relations publiques, de responsables de la communication, de chargés de relations avec les publics, de médiateurs culturels, voire d'administrateurs culturels, mais également de directeurs de projets, etc. Cette classification est en évolution constante, car elle traduit les changements idéologiques permanents qui, tout en prolongeant le débat des années 1960-1970, le déplacent en fonction de nouveaux enjeux. Ceux-ci ont pour caractéristique de s'organiser – depuis le début et actuellement – autour, d'une part, de l'objectif de démocratisation de l'art et de la culture et, d'autre part, de la professionnalisation et de la division du travail du secteur. C'est ainsi que les préoccupations économiques et de gestion et la généralisation des activités de programmation ont valorisé et identifié, dans les années 1980, des fonctions d'administrateur et de producteur.

On voit ainsi que la transformation des vocables servant à désigner les fonctions et activités du secteur de l'animation depuis plus de cinquante années peut constituer un excellent indicateur des étapes de ce débat. Elle traduit l'évolution des rapports de force entre enjeux sociaux, économiques et politiques selon que l'on accorde du poids au développement des pratiques culturelles personnelles, à l'intervention des artistes dans la vie sociale, à l'association des habitants à des processus de création artistique, à la prise en compte par la culture des réalités quotidiennes, à la diffusion des spectacles, au remplissage des salles, à la reconnaissance des artistes par les médias, etc.

Cette persistance du débat sur « socioculturel-culturel » est rendue possible par le fait que les enjeux portent sur des valeurs. Dans les années 1960-1970, on s'aperçoit que, lorsque les animateurs socioculturels sont interrogés sur leurs pratiques – qu'ils soient bénévoles, professionnels ou en formation –, ils ne les définissent pas en termes d'activités, de tâches ou de contenu, mais uniquement à partir de finalités morales ou sociales à atteindre. Il s'agit pour eux de permettre l'épanouissement des individus ou de groupes dans leur vie individuelle ou sociale, grâce à une meilleure vie relationnelle ou une meilleure prise en main de leurs responsabilités singulières ou collectives. La spécificité de l'animateur et de l'animation est définie par cet objectif. Pour l'atteindre, les « activités » ne sont considérées, alors, que comme des supports, des vecteurs, des moyens. Ainsi, une activité de peinture ou de photo n'a pas pour objectif, aux yeux de l'animateur socioculturel, d'apprendre ou de parfaire une technique, une pratique, et encore moins de confronter ou de comparer sa pratique et sa production à celles d'autrui. Elle doit, grâce à l'action facilitatrice

de l'animateur, permettre à l'usager, au pratiquant, de déployer ses capacités personnelles et relationnelles, voire de prendre conscience de sa place et de sa responsabilité dans un groupe.

Ce ne sont donc pas des « compétences », c'est-à-dire des savoir-faire repérables, qu'ils proposent pour spécifier leur propre fonction, mais des « valeurs » à atteindre. En ce sens, on peut dire que les animateurs des années 1960-1970 ont une définition uniquement « idéologique » de leur activité, ce qui écarte toute tentative de la cerner en termes de compétence professionnelle. Nous sommes ainsi dans le cadre des activités que le sociologue Max Weber qualifiait de « vocations ». C'est pourquoi les premiers programmes de formation des animateurs seront organisés autour d'un « savoir être » d'abord centré sur l'apprentissage relationnel. L'acquisition de savoirs techniques ne sera considérée comme nécessaire que comme support, qu'il s'agisse des techniques administratives et de gestion, ou bien de savoirs et compétences dans les domaines culturels, artistiques, voire sportifs ou sociaux. Par la suite, à la fin des années 1970, les programmes de formation verront dominer les préoccupations gestionnaires dans un contexte politique et culturel qui qualifie les associations d'entreprises.

Brève généalogie d'un débat

Pour comprendre le débat « socioculturel-culturel », il convient de le replacer dans l'histoire de l'éducation populaire. Celle-ci est née au XIX^e siècle au moment où ceux qui aspirent au pouvoir développent une idéologie éducative. Ils vivent dans ce qu'il faut appeler une croyance éducative. L'accès aux connaissances est perçu comme une condition incontournable de l'épanouissement des hommes et des femmes, voire un moyen de libération de l'oppression et de l'exploitation. Il ne faut pas oublier que nous sommes dans une période d'émergence d'une classe ouvrière appelée par le nouveau capitalisme. Des idéologies naissent : révolutionnaires, libératrices, réformistes, charitables. La science se développe et la croyance en la toute-puissance du savoir scientifique est largement dominante. Dans le même temps, l'industrialisation appelle de la part des ouvriers un minimum des savoirs (lire, écrire, compter). L'école laïque et obligatoire se prépare et se réalise.

L'éducation populaire se développe dans cette atmosphère. Couvrir tout le champ de l'extrascolaire et réaliser le patronage de la jeunesse française de la sortie de l'école à l'entrée au régiment, tels étaient les buts que s'était fixés, par exemple, la Ligue de l'enseignement. Mis en concurrence sur ce terrain, laïques et catholiques se disputent la clientèle. Il faut se rappeler que la France va sortir d'une période où le monopole de l'éducation était confié à l'Église catholique. Le conflit à propos de l'éducation entre le monde laïque et le monde catholique va se prolonger, de façon apparente ou souterraine, jusqu'à nos jours.

Le développement de l'éducation populaire va permettre d'expérimenter très tôt des méthodes d'éducation active dans le secteur extrascolaire avant d'être admises dans l'école. À la fin du XIX^e siècle, les éducateurs s'expriment en termes de classe, puisqu'ils jouent sur le « rapprochement des classes ». Les laïques comme les catholiques font de la diffusion culturelle en allant au peuple et en transmettant des savoirs. Il faut résolument renoncer à voir dans l'éducation populaire la moindre trace d'un mouvement populaire qui aurait été porteur d'une quelconque revendication en matière d'éducation. C'est peut-être parmi ces catholiques sociaux que l'on peut trouver les premières traces de préoccupations « socioculturelles ». Les universités populaires souhaitent se démarquer de formes anciennes de l'éducation populaire en se donnant pour but « d'être une association intellectuelle et morale d'égaux volontaires ». Des universitaires diffusent leur savoir devant un public où l'ouvrier se fait rare. L'art y est peu présent. Après la guerre de 1914-1918, l'éducation populaire s'empare de l'expression artistique, notamment par le théâtre amateur et le chant choral qui se laïcisent. Il faut rappeler que l'éducation populaire est alors de nature privée, initiative de bénévoles qui ne font pas appel à l'État. Quand on parlera d'animation après la Seconde Guerre mondiale, il sera question d'animateurs, de professionnalisation et de subventions réclamées à l'État. Les premiers professionnels sont les instructeurs d'éducation populaire, plus tard appelés conseillers techniques et pédagogiques (CTP). Ils sont au service d'associations et payés par l'État : ce sont des créateurs au service de l'éducation populaire. Dans les années 1960, alors que se développe l'animation socioculturelle, ils auront du mal à résister à la nouvelle idéologie qu'elle véhicule et qui n'a que faire de créateurs artistiques.

Apparition de l'animation socioculturelle, de l'animation culturelle, de l'action culturelle

La notion d'animation apparaît en 1955 dans le sens d'action de régulation des individus et des groupes. Elle devient « socioculturelle » et tend à se substituer à « l'éducation populaire ». Le mot animation remplace celui d'éducation, marquant ainsi la fin de la référence au savoir, aux connaissances, à l'instruction, au profit d'une attention portée à une qualité relationnelle interindividuelle et collective. Le qualificatif socioculturel remplace celui de populaire. Il ne s'agit plus de viser une catégorie sociale, mais d'agir dans un domaine de la vie, assimilant le social et le culturel. L'objectif, comme on l'a noté, est en général de mettre fin aux inégalités en matière de culture.

Pour l'animation socioculturelle, la culture et l'art ne sont pas des savoirs préexistants ou des œuvres sacralisées, mais l'expression des individus et des groupes. L'art n'est pas ce qui est consacré par l'argent ou bien les musées. Il surgit des pratiques et du regard quotidien des individus. En ce sens, chacun

peut décider ce qui est culture pour lui à chaque instant. La culture est une intention et un état personnels. Elle n'est pas un donné extérieur aux individus et qu'un ordre (un pouvoir) arbitraire lui imposerait.

L'animation socioculturelle « résout » la question des inégalités sociales face à la culture par un changement de définition de cette dernière : l'animation construit la conception d'une culture spontanément partagée parce que déjà possédée par tous. Il ne s'agit plus que de la révéler à chacun. Il n'est pas question d'apprentissage, d'acquisition, de techniques, de codes. Ainsi, la « répartition » de la culture dans la société ainsi que ses conditions de production et d'appropriation ne dépendraient pas de déterminants structurels, institutionnels ou sociaux (l'école, les musées, la richesse, les classes sociales), mais de la libération de capacités individuelles enfouies dans la personne. Ces capacités sont disponibles à l'intérieur de chaque être. Il suffit alors de créer des situations qui favorisent chez chacun la découverte de ses propres potentialités.

L'animation socioculturelle se veut la méthode qui propose ces situations centrées sur l'individu, puisque les conditions d'accès à la culture ne leur sont plus externes, mais se construisent autour de la vie de groupe. Celui-ci est considéré comme le ferment de l'épanouissement de la personne, comme un vécu immédiat de relations interpersonnelles et non pas comme une structure collective organisée, instituée et permanente. Le groupe se vit « ici et maintenant ». L'idéal de toute personne doit être de vivre le groupe et d'échapper ainsi au piège de l'enfermement individuel, de l'individualisme.

Plusieurs courants politiques traversent l'animation socioculturelle. Il convient de rappeler que les années 1960-1970 correspondent à un moment de très forte mobilisation politique dans la société française en raison de la guerre du Vietnam et de la guerre d'Algérie, en particulier. Les mouvements étudiants sont puissants (autour de l'Union nationale des étudiants de France, mais aussi de mouvements comme la Jeunesse ouvrière chrétienne, la Jeunesse étudiante chrétienne, l'Union des étudiants communistes, etc.). Les manifestations étudiantes se succèdent contre les réformes proposées par les ministres de l'Éducation nationale. Le Parti communiste est une force politique importante et la majorité des artistes et intellectuels sont à ses côtés, même s'ils n'en sont pas membres (les résolutions en matière de culture du comité central d'Argenteuil, en 1966, joueront un rôle essentiel en affirmant l'autonomie de la création et des artistes). La prise de pouvoir par Castro à Cuba en 1959 (avec Che Guevara ou « le Che ») et les « luttes révolutionnaires » du tiers-monde sont des références fortes pour beaucoup.

Une part des animateurs socioculturels, engagés dans des organisations révolutionnaires, ne verront pas de contradiction, tout au moins à cette époque, entre leurs convictions politiques et l'idéologie de l'animation socioculturelle. Ils considéreront que la libération des potentialités créatives inscrites dans les individus est une étape, voire une condition, une stimulation de l'engagement des personnes dans les luttes sociales, le combat politique.

La lutte pour l'égalité des moyens d'accès aux connaissances et aux œuvres par l'instruction et l'école, par la diffusion artistique dans les musées, l'égalité face aux moyens d'apprentissage n'est pas, pour l'animation socioculturelle, la priorité. Il ne s'agit pas de démocratiser un « contenu » (l'art, les œuvres, les connaissances). Ainsi, l'animation socioculturelle rejettera-t-elle la politique de « démocratisation de la culture ». Elle lui substituera la notion de « démocratisation culturelle », c'est-à-dire le développement des capacités d'expression, d'un « don » de la personne grâce à la vie de groupe.

Animation socioculturelle et action culturelle

Il en résulte la cristallisation d'une opposition entre « créativité » et « création ». La créativité valorise le processus de l'activité. La création, par contre, valorise le produit de l'activité. La richesse de la créativité se mesure à la satisfaction de la personne qui s'exprime. Les critères d'évaluation d'une activité créative sont internes à la personne. La valeur de la création réside dans le produit élaboré par l'individu. Il est comparé aux objets du champ auquel il correspond (on parlera d'œuvres par rapport au champ artistique). Le critère d'évaluation de la création est alors externe à la personne qui produit.

Se construit ainsi un principe d'opposition entre l'animation socioculturelle et l'animation culturelle, plus exactement l'action culturelle, et entre l'animateur socioculturel et l'animateur culturel. L'animation socioculturelle propose des activités dont l'objet est le processus d'expression des participants. L'animation culturelle part des œuvres pour proposer à des populations, des groupes sociaux, une familiarisation, une sensibilisation, une diffusion de l'art. Ces deux domaines se différencient idéologiquement à partir de 1968, et leurs rapports deviennent rapidement conflictuels. Cette hostilité évoluera jusqu'aux années 1980, avec un apogée dans les années 1975-1978. Les traces n'en ont toujours pas disparu.

Si l'animation socioculturelle se développe autour des équipements socio-éducatifs, sociaux et socioculturels à partir des années 1955, l'action culturelle va, de son côté, trouver une base concrète dans le programme des maisons de la culture conçu et mis en œuvre par André Malraux en 1960. Sur le plan institutionnel, cela aura pour conséquence que les deux secteurs auront des ministères de tutelle distincts : Ministère de la jeunesse et des sports pour les uns, Ministère des affaires culturelles pour les autres. Cette dichotomie renforcera les concurrences.

Malraux est nommé Ministre des affaires culturelles – distinct de celui de l'éducation nationale – par le Général De Gaulle en 1959. Il faut rappeler que le projet de Malraux prend appui sur ce que l'on a nommé « la décentralisation dramatique », une politique impulsée par Jeanne Laurent à la Direction des arts et lettres de 1945 à 1950. Elle nomme, dès cette époque, dans les régions des directeurs de troupes issus, pour la plupart, du corps des instructeurs

d'éducation populaire (Jean Dasté, Gabriel Monnet,...) chargés de rapprocher le théâtre et les œuvres des populations, d'irriguer le territoire. En 1959, Malraux (avec Pierre Moinot, puis Emile Biasini) multiplie la présence de troupes permanentes subventionnées par l'État. Il présente son programme de réalisation de maisons de la culture, une par département, les fameuses « cathédrales », qui doivent permettre de mettre en rapport direct les populations avec les grandes œuvres de l'art de l'humanité. La première sera inaugurée au Havre, en 1960, dans un musée. Celui-ci porte toujours l'inscription de la phrase de Malraux : « Et l'on dira qu'un jour, ici, tout a commencé ». Très vite, le musée se révélera inapproprié à la nécessaire souplesse des espaces. Dorénavant, les maisons de la culture s'organiseront principalement autour de scènes. Il y aura en tout une dizaine de maisons de la culture et une trentaine d'établissements plus légers dénommés officiellement « centres d'action culturelle ». Le statut de ces établissements est associatif, mais va rapidement poser problème : la décision de nommer les directeurs et directrices revient aux tutelles et, ensuite, les directeurs et directrices ont la responsabilité de décision de leur activité.

Depuis leur origine jusqu'en 1982 environ, on voit les établissements d'action culturelle (maisons de la culture et CAC) mener une action opposée à celle des équipements socioculturels. Les animateurs culturels recrutés par les établissements d'action culturelle ont pour tâche d'élargir les publics de la vie artistique grâce à une démarche d'action culturelle. Il s'agit bien, ici, de démocratisation de la culture au sens de démocratisation des œuvres et de la création. Mais, dans le cadre de la crise de 1968, l'action culturelle ne se contente pas de diffuser des œuvres. Elle tente de nouvelles démarches de création, associant des publics avec des artistes pour faire émerger de nouvelles catégories d'œuvres. Leur mode spécifique de production a un double objectif : être en prise sur la vie réelle des populations et pouvoir être approprié plus directement par elles que ne le sont les œuvres « traditionnelles ».

1968

Si l'animation s'est largement imposée en 1968, on voit se développer parallèlement des mouvements « révolutionnaires » qui affirment une conception de la société divisée en classes sociales. L'art, pour certains d'entre eux, est alors considéré comme un outil de domination des classes supérieures. La lutte consiste à déposséder ces classes de ces biens culturels pour les transmettre aux classes dominées : les classes populaires.

Entre l'animation, qu'elle soit socioculturelle ou culturelle, dans sa réalité de 1968, et ces mouvements, l'harmonie n'est pas évidente. Elle se traduira par

des conflits, parfois violents, en particulier avec des groupes d'extrême gauche, comme les « maoïstes » par exemple. Ils qualifieront les animateurs de réformistes ou de naïfs.

Pourtant, bien des animateurs tentent de se situer et d'agir en même temps dans les deux courants. Ceux d'entre eux pour qui l'animation socioculturelle correspond le plus à une conscience des inégalités sociales tentent de conjuguer le développement de l'expression individuelle des ouvriers avec un engagement militant dans les partis, syndicats et groupements de gauche et d'extrême gauche. S'ensuivront des débats – que l'on ne peut développer ici – à différents niveaux. Par exemple autour de la « culture populaire », ou des conceptions de W. Reich, psychanalyste et anthropologue allemand marxiste qui joua un rôle essentiel.

Ils seront très nombreux à essayer de vivre cette double situation qui, rapidement, laissera percer son ambiguïté. Elle générera, une fois retombée la flambée de 1968, un malaise profond chez beaucoup d'entre eux et conduira certains animateurs socioculturels vers de difficiles épreuves, psychologiques ou sociales.

On peut dire, pour résumer, que 1968 est le règne des idéologies dénonciatrices du savoir, des connaissances, de l'école, des musées, autrement dit de toutes les formes « sacralisées », institutionnalisées, de légitimation de l'art et de la science. La pédagogie « traditionnelle » fondée sur l'apprentissage est dénoncée au profit de la découverte personnelle et libre. À la relation maître-élève, enseignant-enseigné, devrait être substituée une relation égalitaire fondée sur le bien-être de l'échange, de la relation immédiate. La parole est considérée comme disponible chez chacun. Comme une ressource partagée. Elle est proclamée démocratique. Par contre l'écrit, conditionné par un processus d'apprentissage, serait un facteur de sélection culturelle et un instrument de domination sociale. On privilégie également l'expression du corps, qui, échappant comme la parole aux inégalités, permettrait un accès sans obstacle social à l'authenticité de la personne. (Conceptions dont les recherches ultérieures démontreront l'inexactitude. Mais, en même temps, elles contribueront à mettre fin à une sous-estimation de la parole et du corps comme dimensions de la communication et du développement personnel).

On devine l'importance des conséquences artistiques de ces positions. Le statut de l'artiste « consacré » est discrédité. Est artiste celui qui le décide, puisque l'art est expression immédiate. C'est le règne de la seule « auto-proclamation ». La « fin » des hiérarchies entre les œuvres. La dénonciation de ceux qui détiennent des pouvoirs de reconnaissance.

L'ensemble de ces évolutions idéologiques et de leurs contradictions conduisent au développement d'expériences artistiques et culturelles dans deux directions :

- Sur le versant de l'expression, cela se traduit au théâtre par l'irruption du corps sur la scène – le « corps comme langage » (souvent dans une opposition à l'héritage brechtien). On voit se multiplier ces événements spontanés que sont les *happenings* (formes « sauvages » d'expression artistique qui auront divers prolongements institutionnalisés, par exemple dans les « arts éphémères »). Le spectacle vivant reste marqué par l'influence de cette époque.
- Sur le versant social, des expériences de création sont tentées pour nourrir la création de rapports vivants et d'échanges avec des groupes sociaux. Certains événements artistiques consistent en l'intervention artistique directe de travailleurs. Il faut aussi citer le « théâtre d'intervention » – tel celui d'Augusto Boal – issu de « l'agit-prop ». Il propose dans des lieux de vie quotidienne des situations dramatiques semi-improvisées visant la prise de conscience par les spectateurs de leur situation sociale.

Dans un processus inverse, des artistes tentent de créer des « œuvres » à partir d'un échange avec le milieu du travail. On peut citer Benedetto, au Havre, avec *Emballage*. Ces démarches ne trouveront pas, en France, de prolongement stable, sauf rares exceptions parmi lesquelles Armand Gatti occupe une place particulière.

1968 aura été une période essentielle d'expérimentation artistique où certains ont tenté d'articuler des données conçues jusque-là comme difficilement compatibles : l'instant et l'histoire, la jouissance immédiate et la rationalité, la prise en compte de la subjectivité et la lutte sociale contre l'exploitation, la quotidienneté et l'œuvre... Dans le contexte de l'époque, ces pistes de travail artistique s'épuiseront rapidement pour la plupart. Il faudra attendre la fin des années 1980 pour voir resurgir ce type de préoccupation, dans des objectifs et des contextes complètement différents.

1968 est également marquée par la déclaration de Villeurbanne. Le 21 mai, les directeurs de théâtres publics et de maisons de la culture se rassemblent sans les tutelles, rompant avec la tradition. Francis Jeanson y joue un rôle important en développant l'idée que la seule diffusion des œuvres est insuffisante pour combler le déficit démocratique des établissements culturels. Il fait intervenir la notion de « non-public », évoquant les exclus de la vie culturelle. Cette réunion marquera une étape importante dans la critique des conceptions initiales de Malraux et renforcera certains courants qui privilégient une approche sociale de l'action culturelle.

Après 1968

Le conflit va s'accélérer et se radicaliser entre les deux secteurs, socioculturel et culturel. Point commun aux deux secteurs : la question de la réalité de la vie associative. Par exemple, si, légalement, les présidents des associations sont les employeurs des salariés, ils font face à un état de fait qui donne cette responsabilité effective aux directeurs. Au sein du monde socioculturel, des conflits vont s'étendre à ce sujet entre instances élues et directeurs. Par contre, dans le secteur culturel, sauf exceptions, il est acquis que le directeur a une autorité de fait aussi bien en matière d'orientation que d'action. Cela entraîne plusieurs mises à l'étude de réforme des statuts associatifs visant à favoriser le poids des tutelles (État, collectivités locales) et à renforcer celui des directeurs. Dans le domaine socioculturel en revanche, la persistance des conflits avec leurs instances associatives entretient un sentiment d'insatisfaction, une ambiguïté qui finiront par augmenter le découragement de nombre de directeurs. C'est l'époque où se développe le syndicalisme dans le monde socioculturel. Cette insatisfaction atteindra un point limite dans les années 1975-1980, lorsque seront mis en cause les principes mêmes et les résultats de l'animation socioculturelle. Cette question statutaire est loin d'être anodine : elle traduit administrativement et juridiquement des conceptions divergentes en matière de démocratie culturelle ou de démocratisation de la culture.

Elle renvoie à une autre difficulté. Les animateurs culturels et socioculturels ont comme autre point commun d'être des « intermédiaires ». Cela signifie qu'ils n'occupent pas des responsabilités de « production ». Dans le secteur culturel, ils sont intermédiaires entre des publics et des œuvres, ou des artistes. Dans le secteur socioculturel, ils sont des facilitateurs de pratiques effectuées par d'autres, les usagers. Ils ne veulent donc être ni des enseignants, ni des pédagogues, puisque leurs conceptions les conduisent, précisément, à critiquer les enseignants et l'institution scolaire au nom d'une « non-directivité » et d'un respect de l'expression personnelle et collective des usagers. Ainsi, pour des raisons différentes, voire opposées, les animateurs des deux secteurs vivent une difficulté dans l'établissement de leur identité sociale et professionnelle. Les animateurs culturels sont conduits à rechercher une reconnaissance du côté du monde artistique, dont ils tirent leur légitimité. Les animateurs socioculturels recherchent une reconnaissance du côté des usagers, des publics, voire des organisations collectives qui sont leurs interlocuteurs. On comprend dès lors que la situation est plus difficile pour ces derniers, et cela contribuera, dès le milieu des années 1970, à accélérer le sentiment de fragilité et d'incertitude éprouvé par les animateurs socioculturels.

À partir des années 1976-1978, on voit apparaître et se développer des critiques à l'égard des deux secteurs. Dans les deux cas, les reproches, souvent venus des élus locaux, des pouvoirs publics, consistent dans le constat d'une

sorte d'échec de la démocratisation. Mais les conséquences en sont différentes pour chacun des deux secteurs. Dans le monde socioculturel, ces reproches accélèrent un sentiment de découragement éprouvé par un nombre toujours croissant d'animateurs. On assiste d'abord à quelques crises internes sous forme de débats et de prises de positions, puis à des départs, des démissions d'animateurs. Les élections municipales de 1977, en portant au pouvoir la gauche et en promouvant des militants culturels au pouvoir municipal, ont pour effet d'une part d'accélérer le développement des politiques publiques municipales en matière de culture, d'autre part de favoriser une prise en compte des enjeux artistiques au détriment des activités d'expression socioculturelle.

Dans le secteur culturel, dès 1977, on voit certains metteurs en scène dénoncer l'action culturelle. Ils reprochent aux animateurs culturels d'être des écrans entre l'art et les publics au lieu d'être des facilitateurs. Ils revendiquent la capacité pour leurs œuvres d'être leurs propres médiations avec les publics. Dès lors, sont supprimés en quelques années ceux que l'on désignait dans les établissements d'action culturelle comme des animateurs de milieu (spécialisés dans le rapport avec des secteurs déterminés : les entreprises, les associations, etc.) ou de spécialité (c'est-à-dire agissant comme médiateurs avec des publics à partir de domaines artistiques déterminés). Ils sont remplacés par des « relations publiques » et des « chargés de communication ».

Enfin, au terme des années 1970 et au début des années 1980, l'évolution de la société française va conduire à la valorisation des artistes au détriment des activités d'expression spontanée. Du côté du Ministère de la jeunesse et des sports, on met l'accent sur la vie associative pour elle-même, au détriment de son contenu. Ce mouvement d'ensemble est conforté, à l'occasion de l'élection de François Mitterrand en 1981, par la nomination de Jack Lang comme ministre de la culture. On voit alors s'accélérer l'éclatement de l'animation socioculturelle. Une majorité des animateurs socioculturels achève une évolution amorcée cinq années plutôt (et stimulée par les nouveaux élus de 1977) : la programmation des activités de diffusion artistique dans leurs équipements, activité de diffusion des œuvres jusque-là récusée, car appartenant au monde de l'art. Une autre partie de ces animateurs se consacre à de l'action sociale, au sens strict du terme.

En créant au sein du Ministère de la culture une nouvelle direction transversale, la Direction du développement culturel (DDC) confiée à Dominique Wallon, Jack Lang favorise la radicalisation de cette transformation. Cette direction dispose de subventions destinées à des programmes culturels incluant, dans un objectif de démocratisation de la culture, la confrontation de populations identifiées à des artistes et à leurs démarches. Les demandes en provenance d'équipements socioculturels se généralisent, accentuant la mutation de leur activité, qui passe du socioculturel au culturel. Dans le même temps, le poids du Ministère de la jeunesse et des sports faiblit et il n'est plus en mesure de faire face aux demandes des grandes

fédérations d'éducation populaire par qui, jusque-là, transitaient des subventions d'État aux équipements socioculturels sous la forme d'emplois.

La politique offensive du Ministère de la culture, combinée à la décentralisation administrative, donne un coup d'accélérateur aux politiques culturelles territoriales par le biais de conventionnements ciblés. Dans ce contexte, le poids et la place des fédérations nationales d'éducation populaire tendent rapidement à faiblir. Les équipements socioculturels, gérés jusque-là par des associations recevant uniquement des subventions (hormis certains emplois) des municipalités, obtiennent des subsides directement de l'État, représenté par le Ministère de la culture et non pas par le Ministère de la jeunesse et des sports. Ils se trouvent dès lors pris dans de nouvelles logiques de négociation en raison du développement de financements « croisés », c'est-à-dire provenant de plusieurs collectivités publiques. Il convient d'ajouter que, dans cette période décisive, le Ministère de la culture n'accorde que des financements projet par projet aux équipements socioculturels, alors qu'il accordait des subventions annuelles de fonctionnement aux établissements d'action culturelle. Cela permettait d'influer assez directement sur la transformation des activités des équipements socioculturels.

L'évolution de la société conduit par ailleurs à conférer une valeur de plus en plus importante à la présence d'artistes dans les villes, artistes que, désormais, l'on appelle « créateurs ». Pour les collectivités locales, la présence d'un créateur reconnu, notamment par les médias, constitue une garantie de plus-value de notoriété en matière de visibilité et donc de développement.

Cette dynamique, ici très schématisée, va conduire à modifier sensiblement le paysage culturel et les enjeux des politiques culturelles du début des années 1980. On assiste à une mutation du secteur socioculturel, du moins tel qu'il était hérité des années 1960. Il se fond dans le secteur culturel.

Deux figures sociologiques

de référence : Joffre Dumazedier et Pierre Bourdieu

Il peut paraître incongru de mettre en parallèle les démarches de sociologues que tout oppose. Joffre Dumazedier, d'une part, revendique en tant que sociologue de penser l'avenir de la société et de prendre position à son sujet : il le fera autour de la question du « loisir » et du « pouvoir culturel ». De son côté, Pierre Bourdieu développe une démarche d'élaboration théorique des conditions sociales de l'éducation et de la culture (entre autres, autour des concepts de reproduction, de capital culturel) tout en affirmant une volonté (une nécessité) de ne pas être partie prenante du champ qu'il étudie. Mais on ne peut saisir les enjeux de cette période autour de la culture sans se référer à l'impact de leurs écrits et de leurs travaux.

Joffre Dumazedier a d'abord été un militant de l'éducation populaire, jouant un rôle central dans l'émergence de Peuple et Culture qui s'est nourri des combats de la Résistance dans les maquis du Vercors. Pierre Bourdieu, chercheur de la génération de l'après-guerre, s'est affirmé dans le développement d'un courant sociologique scientifique et profondément engagé dans une volonté de compréhension des mécanismes qui s'opposent à la démocratisation de l'éducation et de la culture. Il serait illusoire et prétentieux de tenter de résumer ici leurs démarches. On se contentera de rappeler que Joffre Dumazedier est l'auteur d'ouvrages dont les titres feront date : *Vers une civilisation des loisirs*¹ et *Le loisir et la ville* en deux tomes : *Loisir et culture*² et *Société éducative et pouvoir culturel*³. Les analyses et les visions de Dumazedier serviront de socle à la plupart des projets d'éducation populaire et d'animation socioculturelle de l'après-guerre : *Le loisir*, écrit-il, *quoique conditionné, limité et déformé pour les besoins d'une industrie dérégulée des biens et services de loisir, ou d'une propagande électorale à courte vue, est devenu le temps d'émergence de valeurs nouvelles de l'individu et de transformation d'engagement social : c'est ce que nous avons appelé la révolution culturelle du loisir*. Il alimente cette perspective grâce à un travail suivi dans la ville d'Annecy considérée comme une sorte de laboratoire du « pouvoir culturel ».

Au début des années 1960, jeune universitaire, Pierre Bourdieu entreprend avec Jean-Claude Passeron un travail d'enquête sur les étudiants qui donnera le célèbre *Les héritiers*, paru en 1964⁴, suivi en 1966 par *L'amour de l'art : les musées et leurs publics*⁵. La portée de ce travail sera décisive. Bourdieu montre, d'une part, que la sélection scolaire est d'abord une sélection sociale à l'œuvre tout au long de la vie familiale, scolaire et universitaire par l'effet de mécanismes inhérents au système scolaire et dissimulés aux individus (parents, élèves et enseignants) comme aux institutions et, d'autre part, que la fréquentation des musées est à mettre en corrélation avec le capital scolaire et le niveau de diplôme obtenu.

Bien que jamais frontale, l'opposition entre les deux approches sera radicale. Celle de Dumazedier alimentait, pour simplifier, une action « volontariste » de changement social par le changement culturel. Celle de Bourdieu mettait à jour l'ensemble de conditions qui, souvent à l'insu des acteurs sociaux eux-mêmes, les conduisent à « reproduire » un ordre culturel et social. On aura vite fait d'opposer, de façon fautive car non réellement informée, une vision optimiste à une vision pessimiste, une conception du libre arbitre à celle du déterminisme des conduites humaines. L'analyse de Bourdieu en particulier sera mal comprise et souvent rejetée par les enseignants et les animateurs socioculturels et culturels qui percevront sa sociologie de deux façons complémentaires.

1. J. DUMAZEDIER, *Vers une civilisation des loisirs*, Ed. du Seuil, 1962.

2. J. DUMAZEDIER, *Le loisir et la ville*, Ed. du Seuil, 1966.

3. J. DUMAZEDIER, *Société éducative et pouvoir culturel*, Ed. du Seuil, 1976.

4. P. BOURDIEU, *Les héritiers. Les étudiants et leur culture*, Les Éditions de Minuit, 1964.

5. P. BOURDIEU, *L'Amour de l'art*, Éditions de Minuit, 1966.

D'une part, comme une culpabilisation, voire une accusation de complicité avec les systèmes de sélection et de ségrégation culturelle, d'autre part comme un frein à leur volonté d'action sur la démocratisation de la culture.

Or Bourdieu jette les bases d'une analyse qui permettrait de comprendre les logiques qui rendent possibles et impossibles les conditions d'une action transformatrice des comportements. Mais elle ne sera pas reçue et ne l'est toujours pas. Les animateurs résisteront à l'idée que les individus « exclus de la culture » ont pour la plupart intériorisé une logique d'autosélection, voire d'autoélimination et que toute action aurait, d'abord, à prendre en compte cette réalité pour avoir quelque chance d'avancer.

Ce rappel paraît essentiel pour comprendre le malentendu autour de l'animation. Conçue comme stratégie de changement social et culturel, elle se voulait action de transformation du rapport des individus à l'art et à la culture. Au-delà, pour certains animateurs, l'objectif était de diminuer – voire supprimer – les inégalités culturelles pour contribuer à réduire – voire annuler – les inégalités sociales.

En rejetant la sociologie, les animateurs se privent d'appréhender les conditions réalistes de possibilité de transformation des attitudes, aspirations et comportements culturels individuels et collectifs. Du coup, des années 1960 à aujourd'hui, les enquêtes les plus diverses ne peuvent que constater le peu d'influence de l'animation socioculturelle et de l'action culturelle sur la démocratisation de la culture, si l'on se contente de la mesurer uniquement en termes de fréquentation.

Ainsi, l'époque des années 1960-1970 est-elle paradoxale. Alors que nous assistons à un développement sans précédent des sciences sociales, sur le plan empirique aussi bien que théorique, les militants sociaux cherchent ailleurs les fondements de leur action : dans des idéologies autojustificatrices qui garantissent *a priori* les présupposés de leur projet, écartant ainsi toute approche critique d'origine épistémologique. Là réside l'une des raisons du sentiment d'échec qui gagnera très rapidement tout le milieu des animateurs et qui atteint son apogée dans les années 1975-1980.

Si l'on revient aux années 1960, il faut rappeler que le rôle de l'université a été important dans la reconnaissance de l'animation socioculturelle et de son idéologie. En effet, au moment où, en 1955, apparaît le vocable d'animation dans sa nouvelle acception (action sur les relations interindividuelles et collectives), une équipe de jeunes universitaires psychosociologues revient des Etats-Unis. Ils ont participé à un séminaire dirigé par Carl Rogers, fondateur de la « psychothérapie centrée sur le client ». Celle-ci sera importée et transposée en France sous l'expression de « non-directivité ». Elle est caractérisée par le fait de privilégier l'expression des individus et des groupes en favorisant des attitudes « compréhensives », « empathiques » de la part des psychosociologues, éducateurs, enquêteurs, travailleurs sociaux, etc. Le rapide développement, au sein des universités, de formations à la non-directivité va

lui conférer très vite une caution universitaire, bientôt considérée comme scientifique, par tous les tenants de l'idéologie de l'animation socioculturelle telle qu'elle a été caractérisée plus haut. Universitaires « non-directifs » et animateurs socioculturels auront notamment en commun de considérer la vie des groupes comme une condition de l'épanouissement des individus (ce dont témoigne le développement accéléré, à l'époque, de la « dynamique des groupes », adaptation française de l'expression américaine *training group*). Le parallélisme entre l'animation socioculturelle et la non-directivité à l'université sera étroit : elles connaîtront un même développement, un même apogée et un même déclin à la fin des années 1970.

À partir des années 1980, le développement des politiques culturelles au niveau de l'État comme des collectivités territoriales permet aux animateurs de trouver un fondement politique à leur existence et à leurs démarches. La légitimité provenant des champs politiques, puis médiatiques et – temporairement – économiques, il devient inutile de rechercher des appuis au sein du champ scientifique. À partir du moment où la culture, et en particulier l'art, sont devenus des valeurs positives hors du champ culturel et artistique lui-même, on comprend qu'il n'est plus indispensable pour les acteurs culturels de se forger des outils intellectuels autonomes, spécifiques, éventuellement appuyés par des approches et des réflexions scientifiques et épistémologiques.

De l'animation à la médiation

Le déclin du vocable d'animateur traduit cette évolution interne au monde socioculturel, culturel et politique. Il est progressivement recouvert par celui de médiateur culturel. L'extension de ce nouveau vocable signe l'avènement d'une nouvelle époque, dont ont été tracés quelques traits plus haut, marquée par les élections de 1977, l'élection de François Mitterrand et la nomination de Jack Lang et par le début de la décentralisation. À partir de 1981 débute une nouvelle ère des politiques culturelles : l'art en est désormais considéré comme une valeur essentielle. La démocratisation de la culture demeure une priorité, mais à partir de définitions qui, quelles que soient leurs variations successives, placent l'art en son centre. Passer de l'animation à la médiation signifie que l'on se donne comme unique objectif, désormais, de favoriser le rapport de l'art et des publics. Le médiateur est celui qui tisse des relations entre l'art et des populations, qui construit des situations ayant pour enjeu ces relations. Bien entendu, on pourra donner à cette médiation des objectifs divers (réduire la fracture sociale, élargir les publics, sensibiliser les publics défavorisés aux pratiques artistiques, etc.), on pourra accorder aux artistes une place plus ou moins grande dans le processus de médiation. Mais la rupture est consacrée avec l'époque antérieure de l'animation socioculturelle qui considérait l'art comme élitiste par lui-même.

La médiation culturelle est fondée sur un postulat implicite qui prolonge celui de l'action culturelle : il y aurait un rapport d'extériorité entre, d'un côté, certaines catégories de population et, de l'autre, l'art. Il s'agit, donc, de mettre en œuvre des actions visant à réduire cette extériorité (que l'on appelait « écart » dans les années 1970). La différence entre l'action culturelle et la médiation culturelle est la suivante : pour la première, l'art était d'abord caractérisé par des œuvres ; pour la seconde, l'art est moins défini par des œuvres que par des pratiques artistiques (qu'il ne faut pas confondre avec « les activités d'expression » des années 1960-1970), et la vie artistique est moins caractérisée par l'existence d'œuvres que par la présence d'artistes que l'on dénomme désormais systématiquement « créateurs ». Cet emploi systématique du terme « créateur » est à différencier de l'usage antérieur et habituel de l'expression « création artistique ». Il met l'accent, en effet, sur la reconnaissance et la valeur d'une position et d'un rôle dans la société. Du coup, l'usage du mot « artiste » devient progressivement second et connoté de romantisme, de repli sur soi. Ce glissement des mots, de l'artiste vers le créateur, traduit précisément la prise en compte par les politiques culturelles de l'intérêt politique pour l'art et de son effet dans la vie médiatique, sociale et économique.

Retour de l'animation socioculturelle ?

On constate aujourd'hui, au début du XXI^e siècle, une réapparition de l'utilisation de l'expression d'animation socioculturelle dans les politiques culturelles, notamment locales. Cet usage, présenté comme une référence aux années 1960-1970, traduit souvent une méfiance à l'égard des artistes, des créateurs. En effet, dans les conceptions actuelles de la démocratisation de la culture, tendent à surgir des accusations « d'élitisme » à l'égard des créateurs, comme s'il s'agissait de leur faire porter la responsabilité de cette « extériorité » de l'art et des populations « culturellement défavorisées » ou « exclues ». Le souhait d'une « réapparition » du socioculturel semble correspondre au souhait que des créateurs, des artistes « impliquent » des publics, des populations sinon dans l'acte créateur lui-même, du moins dans leurs préoccupations. On tend ainsi, dans les politiques culturelles locales, à favoriser souvent des projets artistiques qui prennent en compte les préoccupations, les situations, la vie des « gens ». On suppose que ces productions artistiques seront ainsi plus immédiatement « appropriables » par les populations peu motivées par l'art. En réalité, on retrouve ici les démarches de l'action culturelle des années 1970 et non pas celles de l'animation socioculturelle.

Associations et vie culturelle : une exploration des études et travaux du DEP

Pierre MAYOL *

Ce texte a pour but de rendre compte des principaux travaux sur les associations culturelles et artistiques commandés ou aidés par le Service des études et de la recherche (SER) du Ministère de la culture, devenu le Département des études et de la prospective (DEP) en 1986¹. Depuis la création du SER en 1962, le corpus de ces travaux comprend plus de quatre cents titres². Il n'y a presque pas d'études où le mot « association » ne figure, allusivement ou principalement. Il a donc fallu trier celles qui ont fait, à un titre ou à un autre, d'une ou de plusieurs associations leur objet principal : cinquante titres, bien étalés dans le temps puisqu'il vont de l'étude n° 1 (ET 1, 1963) aux plus récentes. Ce sera notre principal corpus de références. Nous citons les études retenues sous leur cotation. Dans la bibliographie, leur titre et leurs caractéristiques sont précisés. On trouvera d'autres titres (livres, revues, articles, dossiers) cités en note et repris dans la bibliographie. Ces documents ont pour dénominateur commun d'être consultables au Centre de documentation du DEP.

La méthode est à la fois chronologique et thématique, d'où des redondances inévitables. L'installation du Ministère des affaires culturelles à la fin de l'année 1959 a introduit un coin dans les loisirs en séparant la culture au quotidien de l'excellence artistique. Puis nous observerons l'importance des associations culturelles dans la vie locale, leurs liens avec l'animation et les formations spécialisées et avec les institutions. Nous aboutirons à une typologie des associations culturelles qui, quoique datée (1989), reste d'actualité. La conclusion posera quelques questions laissées en suspens.

Les commencements : frontières incertaines entre loisirs et culture

Dans la période de la création du Ministère des affaires culturelles³, un *inventaire des associations culturelles locales* montre qu'il existait alors quelque

* Chargé d'études au Département des études et de la prospective du Ministère de la culture et de la communication.

1. Nous utiliserons les sigles SER ou DEP en conformité avec la date des travaux, et le sigle SER/DEP pour les travaux de longue durée ou à cheval sur le changement de dénomination.

2. Ils sont cotés ET 1 (c'est-à-dire : étude n° 1), ET 2, ET 3, et ainsi de suite jusqu'à ce jour (2 mai 2001), ET 418. Pour connaître les titres précis, se reporter à la bibliographie page 125.

3. Geneviève POUJOL, *La création du Ministère des affaires culturelles*, Paris, Ministère de la culture, Département des études et de la prospective, 1993.

7 247 associations ayant « exclusivement ou partiellement une vocation culturelle » : un tiers se rattachaient à l'éducation populaire, un quart à la musique, 10 % au tourisme culturel, 6 % au théâtre, à des sociétés savantes, à des ciné-clubs, 4 % au folklore, 2 % aux arts plastiques (ET 22, p. 521). Bref, quand

André Malraux reçoit son maroquin du général de Gaulle – mais il l'arrache au scepticisme de Michel Debré (le général avait dit à celui-ci : « prenez Malraux, il donnera du *relief* à votre gouvernement ») –, le territoire est irrigué depuis longtemps par une vie culturelle intense et diverse qui recouvre à peu près tous les secteurs (patrimoine, conservation, création, populations conquises ou à conquérir, formation des enfants et des jeunes, éducation populaire, pratiques en amateur, etc.), que nous connaissons toujours.

Si le ministère, pour prendre corps, hérite de quelques directions et services arrachés à d'autres (par exemple les beaux-arts à l'Éducation nationale, le cinéma à l'Industrie), il a aussi, face à lui, l'armée puissante des associations culturelles, qui l'ont vu naître. L'alliance n'est pas facile. Malraux a une idée si haute de la culture qu'il dissocie d'emblée le socio-culturel du culturel à l'état pur : « Cette volonté de disjoindre la culture du contexte socio-éducatif qui l'avait marquée depuis le Front populaire, Malraux la poursuivra plus particulièrement à l'égard de l'éducation et de l'Université. »⁴ Pour lui, « la culture de chacun de nous, c'est la mystérieuse présence dans sa vie de ce qui devrait appartenir à la mort »⁵, et « le droit à la culture, c'est purement et simplement la volonté d'y accéder ». Dans un entretien avec Nehru, il précise : « S'il n'y a pas de culture sans loisirs, il y a certainement des loisirs sans culture »⁶, ce qui signifie, dirions-nous aujourd'hui, qu'il faut distinguer la culture « occupationnelle » de l'activité artistique proprement dite.

Cette métaphysique volontariste n'a pas facilité les rapports avec les gens « de terrain » plus au fait du quotidien rocailleux que de belles spéculations. La scission entre le « socio-culturel » et le « culturel-artistique » s'est creusée au cours des ministères⁷. Dominique Wallon, directeur de la Direction du développement culturel précise en 1983 que les budgets culturels des institutions seront accrus à condition « *que la création soit effectivement au point de départ ou au point d'arrivée de leur travail d'action culturelle* »⁸. Cela n'a pas été sans créer de malentendus avec des partenaires, notamment associatifs, pour qui cet impératif plaçait la barre de l'action culturelle trop haut par rapport aux possibilités locales. Dès 1980, dans une étude (ET 194) sur les *Travaux d'utilité*

4. Bernard ANTHONIOZ, « Le rôle culturel de Malraux dans l'histoire de la politique culturelle de la France », in *De Gaulle et Malraux*, Paris, Plon 1987, p. 208 (ET 281).

5. *Ibid.*, p. 204. Conférence à New York en 1962.

6. *Ibid.* p. 205. « Appel aux intellectuels », 5 mars 1948. Voir aussi le témoignage d'André HOLLEAUX, « André Malraux, ministre » in *André Malraux. Unité de l'œuvre. Unité de l'homme*, Paris, La Documentation française, 1989, p. 327-337, en particulier 331-332 (ET 301).

7. Voir ci-dessus l'étude de Geneviève POUJOL et Michel SIMONOT.

8. Dominique WALLON, « Missions et responsabilités », *Le Monde* du 18 juillet 1983.

collective (institués en avril 1979) appliqués au socio-culturel et au culturel, Pierre Moulinier avait pourtant prévenu le malentendu :

« L'action socio-culturelle et l'action culturelle représentent des tentatives visant à contribuer à la démocratisation des moyens de production et d'appropriation de la culture. D'un côté l'action socio-culturelle cherche à faciliter l'expression et la créativité des individus au sein du groupe et de la collectivité. D'un autre côté, l'action culturelle part des produits culturels élaborés et des conditions propres à la démarche créatrice ; elle cherche les moyens de les mettre en rapport avec des publics et notamment les plus défavorisés ».

Il faut accorder à Malraux une sensibilité sociale plus large que celle qu'il avait pour « l'excellence » ou « l'élitisme ». Pour lui, en effet, « l'État n'est pas fait pour diriger l'art, mais pour le servir (...) S'il n'y a pas d'art d'État, l'État doit faire que l'art touche le plus grand nombre possible de Français, atteigne tous ceux qu'il peut réellement atteindre. On n'est ni créateur ou amateur sur commande, mais on n'est ni l'un ni l'autre si l'on ne voit pas l'art dans ses authentiques manifestations. *Démocratie, ici, veut dire : permettre au plus grand nombre d'hommes de voir le plus large éventail de grandes œuvres* »⁹. Cette citation de 1952 préfigure le célèbre décret fondateur du Ministère des affaires culturelles (24 juillet 1959) de la main même d'André Malraux :

*« Le Ministère chargé des affaires culturelles a pour mission de rendre accessibles les œuvres capitales de l'humanité, et d'abord de la France, au plus grand nombre possible de Français, assurer la plus vaste audience à notre patrimoine culturel, et favoriser la création des œuvres de l'art et de l'esprit qui l'enrichissent »*¹⁰.

Les premières études du Service des études et de la recherche (SER) témoignent d'une tension entre la liberté de la vie associative et la prise en main par une jeune administration cherchant son autorité et sa légitimité (surtout par rapport au Budget). En particulier la première (ET 1, de 1964) : il faut mettre au compas et à l'équerre de la « planification » (mot clé des années soixante) une vie culturelle complexe et multiforme. Pour André Holleaux, alors directeur du cabinet de Malraux, « le domaine culturel appelle autant que les autres la nécessité d'un Plan. La politique culturelle ne doit plus être seulement commandée par des impératifs esthétiques et moraux ; elle doit être conçue à partir de données objectives et se fonder scientifiquement sur des besoins sociaux (...) Le départ est donné » (p. 1). Pour Augustin Girard, chef du SER, c'est « la fin de l'ère des goûts et des couleurs ». L'objectivité scientifique (recherche, économie, planification – celle du IV^e Plan) change le statut de la culture : de « luxe individuel », elle devient « besoin de la cité », et elle est soumise aux industries culturelles. Jean Lestavel, membre du Haut Comité de la Jeunesse et

9. De Gaulle et Malraux, *op. cit.* p. 206. Entretien dans *Carrefour*, n° 393, 26 mars 1952.

10. Ce texte, commente Pierre MOINOT, qui fut directeur de son cabinet, « contient les principales fonctions administratives – diffusion, conservation, création – que ses tacticiens mettront en forme. À l'époque, c'est une définition parfaitement révolutionnaire », *Tous comptes faits*, Paris, Quai Voltaire, 1993, p. 133.

du mouvement « Vie nouvelle », constate « la mutation des associations culturelles : notre public a changé, nous voulons connaître ses goûts ». Il précise :

« Beaucoup d'associations sont passées récemment d'une phase héroïque à une phase plus gestionnaire, les préoccupations idéologiques des années d'après guerre commencent à s'effacer devant celles, plus techniques, d'organisation » (p. 7).

Joffre Dumazedier évoque les conditions du *développement culturel*, qui « se définit comme une mise en valeur des ressources physiques et mentales de l'homme en fonction des besoins de la personnalité et de la société » (p. 21). Ces textes changent le regard sur la culture en traversant le gué qui sépare la culture individuelle (bouquiner dans son coin, pianoter, aller au théâtre) de la culture sociale (qui lit ? qui joue du piano ? qui va au théâtre ?... ¹¹). C'est la naissance de la « politique culturelle ». Cette vision positiviste et statistique coexiste, parfois dans le conflit, avec une grande activité associative locale.

Associations culturelles et vie locale

« La vie associative reste encore le meilleur support des initiatives et des actions au niveau d'un quartier. Leur multiplicité (...) me paraît préférable au bétonnage du contrôle du pouvoir central. Cette vie associative devrait elle-même être souple et tolérante pour accueillir des activités plus libres – plus "sauvages" ».

Ainsi s'exprimait en 1977 Bernard Gilman dans un entretien, sur lequel nous reviendrons, concernant la politique culturelle de Grenoble. Il précisait aussitôt : « Cela dit, il est en même temps indispensable de lutter contre une dispersion, un éparpillement des objectifs ». Ce dilemme entre la *liberté* d'action et la *coordination* (c'est-à-dire la « planification ») des actions est au cœur des associations culturelles. Elles s'affrontent à la nécessité d'une cohérence bousculée par la nécessité d'innover. Ce paradoxe est visible au plan local : engager des gens à « s'engager » c'est, précisément, « associer » une nécessaire cohésion et une non moins nécessaire passion individuelle et/ou collective. D'où conflits.

Une étude sociologique publiée en 1964 (ET 4) sur *L'Organisation régionale loisirs et culture* (ORLEC, association 1901), dans seize communes comprises entre le sud de Lyon et le nord de Vienne (Isère) est de ce point de vue exemplaire. Elle parle déjà du développement culturel local, de l'intercommunalité et de la jeunesse. Elle hésite entre les loisirs et la culture : « les loisirs et la culture étaient peu développés » en direction des jeunes. Elle souhaite « la formation d'une aire culturelle », fondatrice de la vie culturelle des jeunes des seize communes de l'étude. Elle manifeste un souci moral : lutter contre l'ennui « comme (celui des) Mods et (des) Rockers en Angleterre » qui enferment les

11. Voir « l'Avant-propos » de *Les pratiques culturelles des Français, 1973-1989*, Paris, La Découverte/La Documentation française, 1990, p. 5.

jeunes « en clans », ce qui les pousse à la violence. Elle pose que le développement social « est lié à un processus d'intégration culturelle » – et réciproquement. Cette vie associative est une « préparation à la vie et aux responsabilités », y compris la « formation artistique » (visite de musées, écoute de concerts, etc.). La culture a des répercussions dans tous les aspects de la vie sociale. Une autre étude sur *la communauté urbaine de Lyon* (Courly ; ET 43, 1970) reconnaît le rôle des institutions et des équipements de la communauté urbaine, notamment en matière de musée et de cinéma. Elle insiste aussi sur les associations qui sont soit des relais de diffusion d'activités artistiques (par exemple : organiser des spectacles, des visites), soit le support de ces activités (organiser des formations artistiques pour des amateurs : dessin, danse, musique, théâtre, cinéma...). Pour la première fois, apparaît dans cette étude, en filigrane, la notion de « médiation culturelle ». Ses analyses du « public de théâtre » sont encore d'actualité.

D'autres travaux s'attachent aussi à la culture urbaine. Deux études (ET 57, ET 128) concernent Grenoble, longtemps championne des études culturelles et sociales. La première (de 1979) restitue le développement culturel de la ville depuis la victoire municipale du socialiste Hubert Dubedout en mars 1965, avec son équipe qui comprend, pour la culture, Bernard Gilman. Dans cette agglomération urbaine tout à la fois industrielle (chimie) et sportive (sports d'hiver, Jeux olympiques de 1968), la vie culturelle est intrinsèquement liée à « la prise de conscience politique » et aux développements budgétaires. Les associations culturelles émergent dans tous les quartiers du centre et des périphéries. Leur pôle d'attraction est la création de la maison de la culture (3 février 1968, association 1901) qui, un temps, tente de fédérer le foisonnement culturel de la ville et des alentours. L'audiovisuel est mis à l'honneur, et en pratique, dans les nouvelles cités (circuits internes de télédistribution à La Ville Neuve), mais il est vite contrôlé par les associations politiques qui ont pignon sur rue (PSU, comités d'experts...) et qui coupent la parole des habitants. C'est ailleurs, du côté des enfants et des jeunes, et des associations de quartier, que la vie culturelle va prendre un autre essor. Essor considérable, soutenu par une politique volontariste à contre-courant des impératifs budgétaires. Elle valorise autant le spectacle vivant que les collections muséales et la lecture publique, le patrimoine que l'environnement, les autochtones que les étrangers.

La seconde étude est un bilan de *dix ans d'action culturelle à Grenoble (1965-1975)*, publiée en 1977. L'entretien introductif, conduit par Bernard Chardère, de Bernard Gilman, responsable aux affaires culturelles, est une mise en perspective et une analyse critique de ce qui vient d'être fait pendant douze ans (deux mandats municipaux : 1965-1977). Ce document lucide, enfoui dans des études confidentielles, mériterait d'être réédité tel quel. Bernard Gilman déplore d'avoir, en raison de ses charges, perdu le contact avec les habitants et de ne rencontrer que des « militants, des responsables, des gestionnaires ». Il regrette aussi de n'être devenu qu'une sorte de tiroir-caisse à subventions

d'associations ¹². Pourtant le bilan est positif dans tous les aspects culturels de la ville : musées, patrimoine, lecture publique, musique, associations, convivialité. Combattant un « centralisme débile et forcené », il préconise le développement des collectivités locales dans la culture. Le rôle de la Région lui paraît particulièrement déterminant pour « réduire les disparités culturelles sans se substituer aux collectivités et associations diverses ». Le dossier comprend ensuite des monographies thématiques sur les équipements socio-culturels, la lecture publique, la vie musicale, les musées, les animateurs et sur l'offre culturelle à Grenoble. On pourra compléter ce parcours dauphinois par l'étude de Mireille Pongy sur *L'action socio-culturelle à Grenoble* (ET 259, 1985). Deux missions furent confiées aux nouveaux équipements culturels : participer à la vie sociale, et favoriser la participation du plus grand nombre à l'héritage patrimonial. Ce sont les classes moyennes qui, au détriment des classes populaires, ont le plus bénéficié de ces équipements. La Ville de Grenoble doit trouver un « second souffle » dans sa volonté politique de démocratiser la vie culturelle.

Les villes nouvelles et les grands ensembles ont une vie culturelle active. L'étude sur *Les actions d'animation dans les villes nouvelles* (ET 110, de 1976, sous la direction de Julien Giusti) analyse les fonctions des associations culturelles dans les cinq « villes nouvelles », alors toutes jeunes, d'Île-de-France : Cergy-Pontoise, Évry, Marne-la-Vallée, Melun-Sénart, Saint-Quentin-en-Yvelines. On retrouve, comme à Grenoble, l'importance de la « télédistribution » (entendue ici comme chaîne de télévision locale par câble), mais aussi de l'implication du milieu scolaire dans les activités artistiques proposées par des associations. Les auteurs dénombrent ainsi trois cents associations à Saint-Quentin-en-Yvelines, des dizaines dans chacune des autres villes. Ces associations sont directement ou indirectement impliquées dans la vie culturelle « des quartiers » : il s'agit de « faire réapprendre la ville » grâce à des « pré-animations » et des « animations » spécifiques dans les secteurs « culturel », « socio-éducatif » (animation de voisinage, animation parascolaire), et « social » (rôle convivial des fêtes municipales, des concerts « pop », du spectacle vivant en général – avec une préfiguration du spectacle de rue).

Pierre Belleville, dans *L'action culturelle dans les grands ensembles* (ET 192, de 1980) explore six quartiers : deux à Marseille, un à Mantes (le Val-Fourré), un à Nîmes, un à Alençon, et un à Saint-Jean de la Ruelle, quartiers différents du point de vue géographique et démographique (de quelques centaines à 40 000 habitants). L'objectif de l'étude est « rapprocher une ou plusieurs pratiques culturelles d'un « non-public » (pour) favoriser le développement culturel ». Cette courte étude, peu synthétique, aligne les exemples d'intervention culturelle site après site. Elle met en évidence, néanmoins, les « perspectives d'appropriation collective » grâce aux interventions des associations culturelles

12. À la page 6 de cet entretien : « J'espère ardemment que toute vie culturelle ne passera pas nécessairement par l'Hôtel de ville. M'inquiète aujourd'hui le fait que tous les projets culturels y aboutissent ou viennent y transiter. Bien sûr, dans la plupart des cas, pour des questions de subventions ».

et éducatives, dans des sites qui, compte tenu de leur configuration urbaine, ne sont pas faciles à animer. Une étude avait justement prévu les difficultés posées par *Les problèmes d'animation culturelle dans les villes de banlieue à vocation résidentielle* (ET 44, 1970), en particulier dans la ville de Sceaux, au sud de Paris. Dès l'origine, les habitants des nouvelles cités se rebellent contre la médiocrité de l'urbanisme (« disparité, désordre, hasard, laisser-faire », p. 40), qui leur rend difficile une vie culturelle vraiment socialisée (sortir, aller au théâtre, au cinéma).

Le SER s'est tôt intéressé au développement culturel rural. *L'animation culturelle en milieu rural* (ET 56, de 1972, dirigée par Paul Harvois) porte sur diverses régions (le Méné en Bretagne, les Cévennes, l'Alsace...). Le but est d'aider à la prise de conscience culturelle du milieu rural par des interventions précises (radios locales, spectacles, voyages, conférences). Cette action s'appuie sur de nombreuses associations, dont celles qui sont fédérées par la Fédération nationale des foyers ruraux, et sur les équipements culturels (soigneusement détaillés dans leurs capacités techniques à accueillir des activités culturelles). Une autre étude sur *L'action culturelle en milieu rural* (ET 223, 1978, par Pierre Moulinier), issue des Rencontres d'Arc-et-Senans de novembre 1978 sur « L'innovation culturelle », résulte aussi d'une collaboration du FIC (Fonds d'intervention culturelle) et du SER. À l'aide de monographies, cette étude rend compte de diverses expériences culturelles favorables au développement. Le rôle des bénévoles est important, parfois indispensable quand les associations n'ont aucune ressource. Le patrimoine et les traditions locales pèsent dans les choix culturels des élus ou des responsables d'associations. Les liens avec le tourisme sont déterminant en termes de « retombées » économiques. L'intercommunalité (ou les « pays », selon les situations géographiques et administratives) met en commun les ressources de plusieurs mairies et apaise les contentieux (querelles de clochers).

On pourrait citer de nombreux autres travaux plus ou moins ponctuels, sur Saint-Dié (ET 3), Massy-Antony (ET 6), les *Lieux d'activités culturelles* dans le Jura (un catalogue ; ET 141), Annecy (ET 38, par Joffre Dulmazedier), Nantes (ET 47), les Hautes-Alpes (ET 231), le Grand Sud-Ouest (ET 232), l'animation culturelle en Midi-Pyrénées (ET 237). Chaque fois, les associations culturelles sont omniprésentes, à quelque degré que ce soit : sensibilisation, information, formation, diffusion, aide à la création. Mais c'est sans doute le mot « animation » qui revient le plus souvent.

Associations culturelles, animation et professionnalisation

L'association est étroitement liée à l'animation. Et l'animation à la formation. C'est la question de la professionnalisation du secteur associatif. Question fondamentale dans les associations culturelles et artistiques où les compétences des animateurs/formateurs sont souvent d'un bon niveau. La revue *Pour*, dans

son dossier spécial « Les associations : problèmes actuels, bénévoles, militants et professionnels » (n° 59, mars-avril 1978, ET 137), pose clairement la question : faut-il professionnaliser les bénévoles, salarier les militants ?

La question de la « *gratuité* » est essentielle puisqu'elle est au fondement même de la définition juridique de l'association (à but non lucratif) » (C. Davaine). Et pourtant, l'impératif professionnel est un « processus historique irréversible », écrit J.-C. Wallach, tandis que Pierre Moulinier, spécialiste des associations et de l'animation, constate que l'animation n'est pas un « un métier comme les autres » : c'est une profession « ouverte », multiforme et du « don ». Peut-on être payé pour « donner » ? Si le don est un talent longuement préparé, oui. C'est le cas dans la culture où les experts (savants, interprètes, créateurs) sont nombreux. La professionnalisation est une quête de reconnaissance de compétences (durement) acquises et, souvent, difficiles à transmettre. Comme les associations culturelles sont le vecteur le plus important de cette transmission, il est donc normal qu'elles recrutent des professionnels et qu'elles les rémunèrent. Sur quels fonds ? L'apport financier des adhérents étant souvent limité, il faut recourir aux subventions publiques, et entrer dans les aléas des politiques locales et nationales. Cercle vicieux pour les uns (le serpent se mord sans fin la queue), cercle vertueux pour les autres (l'aide publique est légitime). Le danger est que l'institutionnalisation risque de tuer l'esprit associatif et de créer des tensions entre le but non lucratif et la reconnaissance des compétences. Elle génère donc des militants à deux vitesses, elle instaure une séparation des pouvoirs au profit des salariés contre les bénévoles. Cet intéressant dossier ne tranche pas, même si on sent poindre une préférence pour la réglementation professionnelle, teintée de nostalgie pour la gratuité d'antan. Dans son souci d'information, le ministère a aussi fait publier des annuaires des *Centres de formation d'animateurs culturels et socio-culturels* dès 1975, dans le souci d'orienter les étudiants (ET 108). Document précurseur dans la mesure où la liste s'est considérablement allongée depuis.

Nous arrivons à un croisement et à un prolongement.

Nous croisons en effet la problématique, que nous ne pouvons pas développer ici, des *emplois culturels* dont une partie significative relève de la vie associative (par exemple : ciné-clubs, bibliothèques de quartier, troupes de théâtre et de danse, groupes de musiciens, etc.). Cet intérêt pour les professions liées à la culture et aux arts existe depuis longtemps dans le ministère et en particulier au SER/DEP, mais il a été rendu plus systématique par Jack Lang qui voyait dans la culture, outre ses attributs traditionnels, l'alliance de l'économie et de l'excellence professionnelle. D'où le développement de travaux sur l'économie de la culture (un exemple, entre bien d'autres, *L'économie du domaine musical*, paru en 1985, ET 234 ; ou encore, à partir de 1987, les trois volumes d'*Économie et culture*, ET 279, etc.) ; et sur les professions culturelles (par exemple, entre 1985 et 1992, *le cinéma et l'audiovisuel*, ET 285 ; les *bibliothécaires*, ET 289 ; les *administrateurs culturels*, ET 302, etc.). On estime à environ 412 000 le nombre

des « emplois culturels en France »¹³. Mais il est difficile d'avoir une idée de ceux qui relèvent exclusivement du milieu associatif. Une enquête sur *Les emplois du secteur de la culture en Champagne-Ardenne* (ET 403, de 1997) indique que, dans cette région, 28 % des emplois culturels appartiennent à des associations, contre 25 % aux services publics et 47 % à des entreprises. Par extrapolation, cela signifierait que, sur l'ensemble du territoire, quelque 110 000 emplois culturels seraient associatifs ? Le plus sage est d'attendre les résultats d'autres enquêtes¹⁴.

Nous prolongeons maintenant notre exploration vers les *pratiques artistiques en amateur*. Les trois premières enquêtes sur les pratiques culturelles des Français, publiées respectivement en 1974, 1982 et 1990, avaient enregistré une montée significative des déclarations d'appartenance à une association (« déclarent faire partie d'une association » : 28 % en 1973¹⁵, 32 % en 1981, 38 % en 1989 – valeur stabilisée dans la dernière enquête publiée en 1998 : 37 %). Cette progression générale a profité aux associations artistiques (5 % contre 2 % en 1973) et culturelles (8 % contre 3 %). Jacques Toubon, ministre de la Culture dans le gouvernement Balladur (1993-1995) a voulu en savoir plus sur les amateurs. Il en est résulté une enquête spécifique réalisée par Oliver Donnat, *Les Amateurs* (ET 378, 1996) qui a porté sur cinq activités artistiques : musique, théâtre, danse, écriture, arts plastiques. Les résultats en sont plutôt encourageants, car ils révèlent que « 47 % des Français ont au cours de leur vie pratiqué la musique, le théâtre, la danse, l'écriture ou les arts plastiques. Un quart a aujourd'hui totalement abandonné, mais 22 % ont exercé au moins une de ces activités au cours des douze dernier mois » (O. Donnat). Ces proportions augmentent chez les plus jeunes : 62 % des 15-19 ans déclarent avoir eu une pratique artistique en amateur et 44 % la continuer, et c'est le cas, respectivement, de 61 % et de 33 % des 20-24 ans. Sur cent personnes interrogées, 44 % des amateurs de théâtre déclarent avoir appris dans une *association*, comme 36 % des amateurs de danse et 9 % des amateurs de musique et d'arts plastiques (pas de réponse significative pour l'écriture, dont la pratique est surtout intime). Une étude complémentaire sur *Le poids économique des activités amateurs* par Romuald Ripon (ET 379, 1996), montre que les dépenses des ménages pour l'exercice des activités artistiques amateurs s'élèvent à près de 10 milliards de francs par an et génèrent 100 000 emplois rémunérés à temps plein ou partiel. Notons, en suivant la prudence de l'auteur, qu'il est difficile d'isoler, dans ces emplois, ceux qui relèvent strictement du monde associatif, peut-être 10 000, sans doute plus si on prend en compte l'intrication entre les catégories de professionnels et les structures ou les institutions dans lesquels ils opèrent.

13. « L'emploi dans les professions culturelles en 1999, d'après l'enquête Emploi de l'Insee », *Les notes de l'observatoire de l'emploi culturel*, série « Données de cadrage », n° 26, février 2001, Ministère de la culture, DEP. La note n°27 « Les emplois-jeunes dans la culture » est parue en juin 2001.

14. Pour plus de précision, voir *Les notes de l'observatoire de l'emploi culturel*, publiées régulièrement depuis 1993 (27 numéros consultables au DEP) [voir note 13 supra]. En outre, l'Insee est en train d'engager une enquête sur les associations qui permettra d'y voir plus clair, mais dans quelques mois.

15. Il y a, en gros, un an de décalage entre la passation de l'enquête et sa publication.

Poursuivant ses recherches sur *Les activités artistiques amateurs dans le cadre associatif* au sens strict (ET 401), R. Ripon introduit son texte par une excellente définition de la pratique amateur :

« Les activités artistiques pratiquées en amateur, au sens où nous l'entendrons dans cette étude, recouvrent toutes les formes d'expression artistique qui occupent le temps de loisir des Français lorsque celles-ci donnent lieu à la production d'une « œuvre » pour laquelle des critères d'ordre esthétique entrent en jeu. Il s'agit bien d'activités créatrices qui se distinguent de la fréquentation des lieux culturels en tant que visiteur ou spectateur, ainsi que des activités de réception culturelle comme la lecture ou l'écoute musicale. Elles ont en outre pour particularité d'être strictement dégagées de toute contrainte d'ordre professionnel ou scolaire. L'amateur est ainsi pour nous celui qui s'adonne à une activité créatrice de type artistique pendant son temps libre, quel que soit son niveau de compétence ».

Reprenant les calculs de l'enquête citée ci-dessus, il estime au moins à trois millions le nombre de Français de 15 ans et plus qui s'adonnent à une activité artistique en amateur au sein d'une association, répartis selon les activités suivantes :

Tableau 28 – Estimation du nombre de Français âgés de 15 ans et plus qui pratiquent une activité artistique en amateur dans un cadre associatif

Activités	% de Français âgés de 15 ans et plus qui ont pratiqué l'activité au cours des 12 derniers mois	Dont pratiquants dans un cadre associatif	
		%	Milliers
Écriture	6	3	80
Théâtre	1	39	180
Danse	2	nd *	nd *
Musique.	10	38	1 700
Arts plastiques	8	17	600
Photographie (souvent)	16	5	360
Vidéo	16	1	80
Total			3 000

* non disponible

Source : ET 401, p. 6, Tableau 1.

Ces chiffres seraient plus élevés si l'on tenait compte des jeunes de moins de 15 ans et des enfants, qui sont de gros « consommateurs » de ces activités. C'est bien ce que confirme O. Donnat dans l'étude (ET 295) sur *Les dépenses culturelles des ménages*, à partir des enquêtes de l'Insee :

« Les couples de moins de 35 ans sans enfant et les ménages avec deux enfants sont ceux qui, en 1979 comme en 1985, ont les budgets pratiques amateur les plus importants (plus du double de la moyenne) ; la structure de ceux-ci fait apparaître des différences importantes : l'enquête de 1985 (comme celle de 1979) met clairement en évidence que les premiers sont les clients privilégiés des clubs ou associations alors que les seconds, et en général les ménages avec enfants, sont les principaux consommateurs de leçons particulières "culture-loisirs" ».

Les associations sont souvent réunies en fédérations dont R. Ripon montre la formidable expansion depuis la fin de Seconde Guerre mondiale. Ainsi, il dénombre la création de six fédérations entre 1870 et 1920, mais de vingt-quatre entre 1930 et 1960, et de trente depuis (*op. cit.*, p. 19) – ce qui rappelle l’explosion des créations d’associations dans les mêmes périodes (voir *supra*).

À la suite de ces enquêtes sur les amateurs, on peut citer, pour conclure ce chapitre, une étude sur *Choristes et chorales* (ET 416). Le but est d’affiner les résultats précédents dans un domaine particulier, celui du chant collectif. Le monde des chorales est en pleine renaissance. Les associations et les fédérations se multiplient dans toutes les régions et dans tous les genres musicaux (liturgique, classique, variétés, chanson française, jazz, régionalisme...). Les chorales sont, dans leur écrasante majorité, composées d’amateurs. Seuls les chefs de chœur sont, souvent, des musiciens professionnels. La chorale sert à chanter et à découvrir de nouveaux répertoires. Les programmes des concerts sont de plus en plus éclectiques : ils juxtaposent le grand répertoire (Palestrina, Bach, Mozart, etc.) avec des chansons modernes, voire des compositions d’œuvres issues de la chorale elle-même. Elle sert aussi à rencontrer d’autres personnes : « parmi les motivations (participer à telle chorale), on trouve un mélange de recherche de sociabilité, d’engagement dans des pratiques culturelles complétant d’autres formes d’engagement, etc. » (par exemple confessionnel, ou musical, ou social). C’est pourquoi les « choristes semblent attentifs à la qualité des relations au sein du groupe et à la place réservée à la convivialité autant, si ce n’est plus, qu’à l’apprentissage technique » (pp. 90-91) ¹⁶. La réalité sociale de l’association persiste sous la diversité des expressions esthétiques.

Association, vie locale, animation, formation, professionnalisation : le monde associatif est depuis longtemps mûr pour des *charges institutionnelles* de plus haut rang. À quel prix ?

Associations culturelles et institutions culturelles

La loi de 1901 est protéiforme. Elle recouvre d’innombrables « conventions » (voir, *supra*, son article 1), de taille et de nature totalement différentes : l’Opéra de telle métropole, les nombreuses fédérations de la jeunesse et de l’éducation populaire et leurs ramifications, les diocèses et leurs paroisses, des sociétés savantes, des réseaux d’artistes en tout genre, jusqu’aux petits groupes de rock ou de rap de quartier, tous s’en revêtent un jour ou l’autre. Elle est aussi omniprésente : inscrire un enfant à un club de basket, c’est, le sachant ou non, adhérer à une association sportive ; donner à la quête de la messe, c’est aider une association culturelle ; participer à une fête de quartier, c’est participer à sa

16. Voir aussi Antoine HENNION (*et alii*), *Figures de l’amateur*, Paris, La Documentation française, 2001.

vie associative. Les associations de quartier sont souvent polyvalentes, à la fois sociales (aides scolaire, juridique, médicale), festives, culturelles (défense de tel site) et artistiques (promotion des artistes locaux)¹⁷.

Face à cette diversité, qui tourne parfois au bric-à-brac, le SER/DEP a produit des documents d'information pour développer la prise de conscience *institutionnelle* du monde associatif culturel. Le *Guide des aides aux associations culturelles* (ET 298, éd. de 1989, par P. Moulinier), expose les « Règles du jeu » de cette aide :

« Les objectifs de ce guide restent inchangés : il s'agit d'apporter aux associations culturelles l'information qui leur est nécessaire pour se repérer dans les différentes procédures d'aides et de subventions auxquelles elles peuvent accéder (...). La loi de 1901 qui régit ces structures est tellement accueillante, on le sait, qu'elle sert de cadre juridique aussi bien à une petite structure amateur qu'à une institution importante telle qu'un orchestre ou une maison de la culture. On sait en outre la commodité qu'elle représente pour les pouvoirs publics lorsqu'ils veulent promouvoir une activité, susciter une coordination, gérer un établissement. Les représentants des grandes institutions n'ont évidemment pas besoin de l'information contenue dans cette brochure »

Après une présentation du ministère, des DRAC et de la logique de la déconcentration (participation de l'État au développement culturel des régions), le guide entre dans le détail des modalités de l'aide aux associations, d'une manière administrative d'abord, puis par secteur d'activité (archives, arts plastiques, cinéma, enseignement et formation, environnement, etc.). Il rappelle aussi en termes forts les exigences régaliennes du Ministère de la culture : *« Le Ministère de la culture assure les fonctions qui ne peuvent qu'incomber à l'État et notamment le soutien à la création de haut niveau, la protection des richesses patrimoniales, l'enseignement et la recherche, l'essor de la culture française à l'étranger »* ; et que la DRAC est, désormais, l'interlocuteur normal des associations : *« La déconcentration vise à rapprocher les organisations culturelles et les collectivités locales des services locaux de l'État en leur évitant le passage obligé par Paris »*.

Avant ce guide, le SER avait élaboré deux documents (ET 130, en 1976 ; ET 175 en 1980) qui sont, le premier, une étude sur *Les associations culturelles régionales et départementales*, et le second un annuaire des *Associations et comités culturels régionaux et départementaux*. L'étude 130 a été confiée à l'Association pour l'action culturelle en Haute-Normandie (AACHN). Après la consultation d'une vingtaine d'associations, elle pose que les « promoteurs » des associations culturelles régionales et départementales peuvent être classés en quatre groupes : 1) les *fonctionnaires* de la Jeunesse et des Sports, ou de la Culture, à l'origine d'associations en Bourgogne, en Franche-Comté, dans les deux Normandie et en Picardie ; 2) des *animateurs*, à l'écomusée du Creusot, en Provence ou en Bretagne ; 3) des *élus*, surtout en Picardie et en Normandie ;

17. Un exemple concret, le quartier de Belleville à Paris est riche de nombreuses associations de ce type. La conjonction de leurs efforts a permis, l'an dernier, d'offrir aux passants une journée portes ouvertes dans les quelque soixante-dix ateliers d'artistes plasticiens habitant le quartier et ses alentours. La même remarque vaut pour le quartier de la Croix-Rousse à Lyon ou celui de la Belle de Mai à Marseille, et ainsi de suite. Les associations de quartier portent haut le flambeau de la culture et de l'art, parfois contre le gré des municipalités, souvent rétives lorsqu'il s'agit d'art contemporain.

4) des *origines diverses* : telle Caisse d'allocations familiales, telle association socio-culturelle créatrice à son tour d'associations plus « ciblées ». L'étude analyse également les sources de financement, les effectifs, les locaux, le matériel (important pour des prêts en vue d'expositions, de concerts, de répétitions, de salles équipées), les rapports avec l'État (toujours compliqués !) Elle reconnaît aussi « qu'on commence seulement à se spécialiser sur les associations culturelles »...

L'étude 175 reprend la structure de la précédente, qu'elle cite, établit donc l'inventaire des mêmes questions, mais elle développe considérablement l'annuaire des sites région par région, en abordant pour chacun d'eux neuf points : l'identification, l'historique, la composition (le « bureau »), les locaux, le personnel (salariés, bénévoles), le financement, les activités, les grandes réalisations, les rapports avec le Ministère de la culture (DRAC, Inspection, etc.). Elle est centrée sur « l'aide aux associations et organismes culturels existants ». Elle distingue trois phases dans l'apparition des associations et comités étudiés : 1) les associations créées après la Libération, le plus souvent par des fonctionnaires ; 2) les associations de coordination des activités ; 3) les associations de gestion de matériel et d'élaboration des politiques culturelles locales.

La création des associations et des comités culturels est un moyen de développer des politiques plus cohérentes, des échanges et des actions communes. Les liens établis avec les pouvoirs publics renforcent l'institutionnalisation, et par conséquent le carcan des contrôles (légitimes) et privilégient la stabilité sur l'innovation. Or, dans une étude déjà citée (ET 137), Albert Meister avait décrit le destin des associations : une naissance fervente, une professionnalisation progressive et une institutionnalisation mortelle pour l'esprit associatif des origines. Le débat est donc ouvert entre la nécessité d'une mise en ordre et d'une conformité à la logique des budgets publics, ce qui, en effet, risque d'installer des associations dans le « train-train de la subventionnisme » et la perpétuelle innovation associative. « *Tout événement se transforme en institution, et tout institution tend à s'opposer à l'événement* », écrit P.-P. Kaltenbach¹⁸. Les fédérations sont peut-être un intermédiaire efficace entre ces deux pôles antagonistes, dans la mesure où, institutionnelles à leur sommet (rapports constants avec les pouvoirs publics, subventions « multi-partenariales » importantes, personnel administratif hautement qualifié), elles peuvent aussi rendre possibles des innovations aux extrémités des associations qu'elles fédèrent.

18. P.-P. KALTENBACH, *Associations lucratives sans but*, Paris, Denoël, p. 178. À propos des subventions, c'est lui qui écrit cette phrase d'une rare franchise : « C'est à dessein que le Législateur a rendu malaisé l'emploi des fonds publics. Ceux qui s'en plaignent n'ont qu'à s'abstenir » (*ibid.*, p. 50).

Typologie des associations culturelles

Dernière étape : comment mettre un peu d'ordre conceptuel dans une telle diversité ? C'est la fonction des typologies.

Une première typologie (ET 130, déjà citée) décline, à partir de travaux de Pierre Moulinier, plusieurs familles d'associations :

- les associations dont l'action culturelle polyvalente est fondée sur la diffusion, l'animation, la formation ;
- les associations qui sont des organismes de concertation entre responsables culturels ;
- les associations responsables de l'animation culturelle de l'ensemble d'un territoire ;
- les associations d'aide technique culturelle (prêt de matériel, conseils esthétiques) ;
- les associations d'aide technique globale ;
- les associations d'animation globale d'un lieu (telles les associations polyvalentes de quartier, évoquées plus haut, qui assument tous les aspects de la vie sociale et culturelle).

L'étude la plus systématique tente une *Typologie des associations culturelles* (ET 309, de 1989). Ce travail fondamental porte sur les associations qui interviennent dans le champ culturel par le biais des subventions du Ministère de la culture, et ce pendant la période 1986-1987. Le choix est représentatif mais non exhaustif. Il s'agit, fondamentalement, « d'une interrogation sur l'action culturelle de l'État et des moyens dont elle dispose pour se diffuser dans tout le corps social » (p. 7). C'est une typologie fonctionnelle qui répertorie les associations culturelles selon deux axes : leur domaine d'activité et leur fonction culturelle. À cela s'ajoutent d'autres critères, tels l'étendue du champ d'intervention des associations, la nature de leurs relations avec l'État, enfin le degré de professionnalisme des intervenants. Dernière orientation choisie : dépasser la simple description pour « dégager divers thèmes d'analyse transversale et de synthèse, et établir des comparaisons entre les grands domaines d'activité » (p. 8).

Cette typologie opère à partir de trois classements :

- 1) *Classement par domaines et secteurs d'activité* :
 - a) domaines des arts et disciplines artistiques (théâtre, musique, danse, arts plastiques, cinéma et audiovisuel) ;
 - b) domaine patrimonial (patrimoine, archives) ;
 - c) domaine du « développement culturel » (lecture, culture scientifique et technique).
- 2) *Classement selon les champs d'intervention* : associations spécialisées, associations non spécialisées, associations polyvalentes.

3) *Classement par fonctions :*

- a) fonction de diffusion et de promotion des œuvres de la profession ;
- b) fonction de promotion et d'éducation des individus, proche de l'éducation populaire ;
- c) fonction de conservation (protection, sauvegarde...) ;
- d) fonction de production (création, pratique artistique en amateur, présentation de spectacles, publications).

L'étude s'en tient, enfin, à trois situations : les associations para-administratives, créées à l'initiative des pouvoirs publics ; les associations « mixtes », résultant d'un partenariat où les pouvoirs publics ne sont pas prépondérants ; les associations totalement privées. Elle examine ensuite les caractéristiques domaine après domaine (arts, patrimoine, développement culturel) avant de parvenir aux « approches transversales et aux conclusions ».

L'approche transversale montre la coexistence de deux formes d'associations culturelles : celles qui ont une « finalité expressive (faire des choses ensemble) » et celles qui ont une « finalité interventionniste (s'occuper des autres) ». Les associations parapubliques sont reconnues indispensables dans la vie culturelle, mais elles sont aussi « épinglées » du fait de leur trop grande proximité des pouvoirs locaux et nationaux, et de leur tendance, parfois, à tourner les règles, en particulier budgétaires. C'est pourtant le statut le plus répandu dans les équipements de diffusion culturelle : maisons de la culture, centres d'action culturelle, centres de culture scientifique et technique. Cette situation engendre une multiplication de contrôles, justifiés en regard d'abus possibles, mais qui ralentissent l'action et tuent, en quelque sorte, le charisme propre à la loi de 1901 : liberté, gratuité. Cette étude conclut par l'observation d'un tournant depuis confirmé : le passage de l'association 1901 à d'autres structures plus professionnelles, qui versent du côté des statuts de l'entreprise – ou, dirait-on aujourd'hui, du côté du groupement d'intérêt professionnel (GIP), dans lequel la présence d'un commissaire représentant la force publique garantit des dérives souvent dénoncées.

La professionnalisation culturelle est ambiguë. Elle est indispensable pour la carrière des artistes ou des agents culturels (gestionnaires, animateurs, médiateurs) et pour garantir la stabilité des équipements. Par contre, « *elle est aussi significative d'une conception élitiste du niveau de professionnalisme requis : c'est de celui des professionnels de l'art qu'il est question, et non de celui des professionnels de l'animation, domaine dans lequel le risque est plus présent d'un glissement vers le "socio-culturel", en son sens le plus dévalorisé* » (p. 136). Les auteurs poursuivent (p. 139) : « *Un consensus semble établi au Ministère de la culture sur les bases suivantes : refus de reconduction systématique des aides financières (...), volonté affirmée d'utiliser l'argent de l'État à un soutien sélectif de l'exemplarité* » (souligné dans le texte). Exemple pour qui ? Les aides de l'État ont une double fonction, à la fois financière et de reconnaissance. Mais si l'État ne reconnaît que ce qui lui ressemble, ou lui plaît, c'est la démocratie culturelle qui est en jeu. C'est pourquoi « *il s'avère nécessaire pour les associations de s'adapter au principe de désengagement de l'État (...) et de chercher des financements de remplacement pour une viabilité à long terme* ». Toute la

question est alors de savoir dans quelle mesure le report sur d'autres ministères ou sur les collectivités locales compense réellement le recul du Ministère de la culture en matière d'aide aux associations culturelles, et plus encore aux associations socio-culturelles.

Une étude sur les associations patrimoniales¹⁹ permet de dynamiser l'approche typologique. Les auteurs constatent l'intérêt croissant pour le patrimoine *local* depuis la décennie 1980-1990, qui devient un levier important dans les enjeux politiques municipaux. L'année 1980, qui fut celle du patrimoine, a fait prendre conscience à nombre d'élus et de militants que la mise en valeur du patrimoine est un élément du développement local. C'est alors la création de « milliers d'associations tournées vers la défense, la sauvegarde, la restauration, l'étude ou encore l'animation et la valorisation du patrimoine culturel au niveau local ». Au terme de la lecture de nombreux travaux (dont ceux de Jacques Ion) les auteurs décrivent l'émergence d'une « nouvelle forme de sociabilité, plus autonome, porteuse de mobilisation circonstanciée ». C'est le passage de la conscience patrimoniale, réflexive et érudite, à « l'investissement patrimonial » orienté vers l'action locale. La mobilisation pour le local nuit au fédéralisme, chaque association ayant tendance, en quelque sorte, « à voir midi devant sa porte ». Pourtant, les fédérations existent, mais elles jouent plus un rôle de réseau et de centre de ressources que de coordination politique au niveau national. Après une sélection méthodologique serrée, les auteurs retiennent trente-et-une associations réparties dans trois départements : Rhône, Haut-Rhin, Finistère. D'où trois intéressantes monographies établies à partir de nombreux témoignages. La conclusion insiste sur le caractère essentiellement communal des associations patrimoniales et sur leurs liens complexes avec les municipalités du moment (accords, désaccords, rivalités, conflits). C'est aussi la mise en évidence du caractère complexe de toute action patrimoniale : elle est activité présente tournée vers un passé qu'elle s'efforce de sauver, ou de sauvegarder, pour embellir et enrichir l'avenir. Les annexes contiennent les méthodes et les références utilisées pour cette recherche innovante.

Conclusion

Un parcours rapide dans la sélection de quelques dizaines d'études fait toujours regretter ce que l'on n'a pu citer. Une conclusion permet d'évoquer ce qui reste à faire et les questions en suspens.

La première observation est de constater que le conflit entre le socio-culturel (ou l'éducation populaire, ou le socio-éducatif) et le culturel (ou l'artistique) existe depuis les origines du Ministère de la culture, et qu'il n'a cessé de se durcir. La lecture des études du SER/DEP sur une quarantaine d'années révèle

19. Hervé GLEVAREC, Guy SAEZ, *L'investissement patrimonial. Rapport de synthèse*, CERAT/DEP, Grenoble/Paris, 2000. Ce rapport paraîtra à l'automne 2001 à la Documentation française.

le divorce entre la logique budgétaire et la réalité sociologique. La première détermine le concept « d'excellence culturelle » uniquement en fonction de ses lignes budgétaires, pour marquer une territorialisation face aux adversaires. Autrement dit : « j'appelle excellence culturelle » ce qui m'appartient parce que je peux le financer²⁰. La seconde montre au contraire une « confusion des genres », à savoir qu'on ne trouve jamais du culturel ou de l'artistique à l'état pur, mais toujours mêlés à du loisir, du social, de la mémoire, des compétences, du plaisir, du désir, du goût, et bien d'autres choses encore. Question : comment renouer le dialogue entre ces (faux) frères ennemis ?

Deuxième remarque : de nombreuses associations se sont dévouées à ce qu'on appelait les « nouveaux publics », qui n'avaient – et n'ont toujours pas – spontanément accès à la culture. Parmi eux, les jeunes. En 1983, dans le cadre de ses interventions en direction des « nouveaux publics », le Ministère de la culture a décidé de prendre en compte le rock en accordant, dans un premier temps, une aide logistique aux lieux de répétition. Cela a donné lieu au livre collectif *Maxi-rock et mini-bruits* (ET 248, 1984), précurseur dans les politiques culturelles des musiques « émergentes ». En 1984, une étude d'évaluation de dix lieux a montré leur diversité (cave, garage, péniche, MJC...), ainsi que l'insuffisance de l'aide à la diffusion soit en salles, soit par les éditeurs (« petits labels »). En butte aux difficultés que rencontrent toutes études inauguratrices (insuffisance des moyens, difficulté, à l'époque, de sensibiliser les élus), cette étude est pourtant à l'origine de toutes les mesures prises en faveur du rock ultérieurement, et maintenant des musiques qui lui ont succédé : rap, techno, musiques du monde.

Outre la musique des jeunes, une étude sur *L'action culturelle des associations d'immigrés et des jeunes issus de l'immigration* (ET 255) cerne les potentialités des associations d'immigrés dans le domaine culturel et met en évidence leur impact social et leur capacité d'intégration républicaine (ou « citoyenne »). Les associations d'étranger ont été autorisées, on s'en souvient, par la loi du 9 octobre 1981. Cette étude est plutôt spécialisée sur la communauté portugaise, mais elle a des échos dans d'autres communautés « issues de l'immigration » dans lesquelles s'exerce la synthèse entre les héritages culturels et artistiques traditionnels et les techniques modernes d'interprétation et de diffusion.

La troisième remarque concerne les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Elles ne sont pas présentes dans ce texte parce qu'elles relèvent plus, en général, du secteur professionnel qu'associatif, et que, pour des raisons historiques, elles sont relativement récentes. Le Ministère de la culture (et donc le DEP) est pleinement engagé dans leur évolution, comme le prouvent de nombreuses interventions et publications, en particulier *Commerce électronique et produits culturels* (ET 417).

20. Françoise TÉTARD a démontré cette polémique dans son chapitre « L'éducation populaire : l'histoire d'un rattachement manqué », in *Les Affaires culturelles au temps d'André Malraux, 1959-1969*, Comité d'histoire du Ministère de la culture, Paris, La Documentation française, 1996, p. 153 et suiv.

Enfin, ce parcours, bien que trop rapide, met en évidence trois tendances « lourdes ». D'une part, la professionnalisation du secteur associatif, surtout dans le secteur artistique, où la notion d'amateur et de bénévole, malgré son importance démographique, est relativement dévalorisée. D'où, probablement à l'avenir, une scission aggravée entre les professionnels de la culture et les amateurs, entre le culturel « pur » et le socio-culturel ou l'éducation populaire. D'autre part, l'affirmation d'un « élitisme » qui déjoue Jean Vilar rêvant de « remettre et de réunir dans les travées de la communion dramatique, le petit boutiquier de Suresnes et le haut magistrat, l'ouvrier de Puteaux et l'agent de change, le facteur des pauvres et le professeur agrégé... »²¹. Ce rêve des années soixante, à l'origine de la naissance du Ministère des affaires culturelles en 1959, est (peut-être) définitivement clos malgré les dénégations des plus hautes autorités culturelles et artistiques. Enfin, l'ouverture de la loi de 1901 aux étrangers en octobre 1981 a permis des expressions culturelles et artistiques inédites, d'une richesse inexploitée, pas assez connues du grand public, trop réservées aux réseaux spécialisés. Mais elle ouvre aussi un nouveau débat que les travaux du DEP n'ont pas encore pris en compte : celui qui oppose les tendances communautaristes aux tendances républicanistes, les « identités culturelles » à « l'intégration républicaine ». Ce débat est devant nous, comme le sont ceux de la décentralisation et de l'Europe.

21. Jean VILAR, « Petit manifeste de Suresnes », écrit à l'occasion du lancement du TNP en 1951, in *Le Théâtre, service public*, Paris, Gallimard, 1975, p. 147.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

La littérature sur les associations est abondante et n'a pas manqué de s'accroître en prévision ou en raison du centenaire de la loi de 1901. La présente bibliographie ne vise qu'à citer les textes les plus importants et à mettre l'accent sur les ouvrages ou articles relatifs au domaine culturel.

Études et ouvrages

ARCHAMBAULT (Édith), GREFFE (Xavier), *Les économies non officielles*, Paris, La Découverte, 1984, 247 p.

ARCHAMBAULT (Édith), *Le secteur sans but lucratif. Associations et fondations en France*, Paris, 1996, 261 p.

ARCHAMBAULT (Édith), *Le secteur sans but lucratif en France : synthèse de la recherche effectuée dans le cadre du programme John Hopkins*, Paris, Fondation de France, 1995, 63 p.

Les associations en France 1930-1987. Bibliographie, Paris, SFCA, s. d., 89 p.

L'avènement de la loi de 1901 sur le droit d'association, genèse et évolution de la loi au fil des journaux officiels, présenté par Jean-François Merlet, Paris, les Editions des journaux officiels, 2000, 1007 p.

BARDOUT (Jean-Claude), *L'histoire étonnante de la loi 1901 : le droit des associations avant et après Pierre Waldeck-Rousseau*, Paris, Juris-Service, 2000, 285 p.

BARTHÉLEMY (Martine), *Associations, un nouvel âge de la participation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, 288 p.

BELORGEY (Jean-Michel), *Cent ans de vie associative*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, 142 p.

BLOCH-LAINÉ (François), GARRIGOU-LAGRANGE (Jean-Marie), *Associations et développement local*, Paris, LGDJ, 1988, 230 p.

CACÉRÈS (Benigno), *Histoire de l'éducation populaire*, Paris, Seuil, 1964, 256 p.

CHEROUTRE (Marie-Thérèse), *Exercice et développement de la vie associative dans le cadre de la loi du 1^{er} juillet 1901, rapport publié au nom du Conseil économique et social*, Paris, Direction des Journaux officiels, avril 1993, 225 p.

CLAVAGNIER (Brigitte), *Subventions et associations*, Paris, Ed. Juris, 1993, 255 p.

- CONSEIL NATIONAL DE LA VIE ASSOCIATIVE, *Bilan de la vie associative en 1996-1999*, Paris, La Documentation française, 2000, 200 p.
- COURTOIS (Josette), *Les associations, un monde méconnu*, Nanterre, Crédit coopératif, 1991, 64 p.
- FERRAND-BECHMAN (Dan), *Bénévolat et solidarité*, Paris, Syros-Alternatives, 1992, 189 p.
- FERRAND-BECHMAN (Dan), *Le métier de bénévole*, Paris, Anthropos-Economica, 2000, 160 p.
- FORSE (Michel), *Les associations*, Paris, La Documentation française, « Les Cahiers Français », 1995
- GONTCHAROFF (Georges), *Guide du partenariat des associations et des pouvoirs publics*, Paris, L'Harmattan, 1988, 149 p.
- GUMFLOWICZ (Philippe), *Les travaux d'Orphée : cent cinquante ans de vie musicale en France, Harmonies, chorales, fanfares*, Paris, Aubier, 1987, 307 p.
- HADAS-LEBEL (Raphaël), BARDOU (Gilles), et alii, *Les associations et la loi de 1901 cent ans après. Rapport public 2000. Jurisprudence et avis de 1999*, Paris, Conseil d'État, « Études et documents », n° 51, La Documentation française, 2000, 430 p.
- HALBA (Bénédicte), LE NET (Michel), *Bénévolat et volontariat dans la vie économique, sociale et politique*, Paris, La Documentation française, « Les études de la Documentation française », 1997.
- ION (Jacques), *La fin des militants ?*, Paris, Editions de l'Atelier, 1997, 124 p.
- ION (Jacques), *Le militantisme en questions. Enquêtes sur l'évolution des formes de groupement intervenant dans l'espace public*, Saint-Etienne, CRESAL, CNRS, mai 1992.
- Institutions et vie culturelle*, Paris, La Documentation française, « les Notices », 1996, 152 p.
- KALTENBACH (Pierre-Patrick), *Associations lucratives sans but*, Paris, Denoël, 1995, 238 p.
- LAVILLE (Jean-Louis), *Sociologie de l'association. Des organisations à l'épreuve du changement social*, Paris, Desclée de Brouwer, 1997, 403 p.
- Liste des associations régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 ayant reçu directement sur le plan national au cours de 1995 ou 1996 une subvention à quelque titre que ce soit*, Paris, Imprimerie nationale, 1998, 545 p.
- MEISTER (Albert), *Vers une sociologie des associations*, Paris, Éditions ouvrières, « Economie et Humanisme », 1972, 221 p.
- MERLET (Jean-François), *Une grande loi de la République : la loi du 1^{er} juillet 1901*, thèse de doctorat en droit public, Université de Paris II – Panthéon-Assas, 2000, 547 p.

- MINISTÈRE DE LA CULTURE, *La tutelle des associations bénéficiaires de subventions du Ministère de la culture. Vade-mecum établi à l'intention des directions régionales des Affaires culturelles*, Paris, 3^e édition, juin 1995, pagination multiple.
- MOULINIER (Pierre), *Les politiques publiques de la culture en France*, Paris, Presses universitaires de France, « Que sais-je ? », 1999, 128 p.
- NOURRISSON (Paul), *Histoire de la liberté d'association en France depuis 1789*, Paris, L. Tenin, 1920, 2 vol.
- PASSARIS (Solange), RAFFI (Guy), *Les associations*, Paris, La Découverte, 1984, 125 p.
- POUJOL (Geneviève), *La dynamique des associations 1844-1905*, Paris, CNRS, Centre d'études sociologiques, « Travaux et documents », n° 6, 1978, III-188 p.
- POUJOL (Geneviève) et ROMER (Madeleine), *Dictionnaire biographique des militants, XIX^e-XX^e siècles. De l'éducation populaire à l'action culturelle*, Paris, L'Harmattan, 1996, 411 p.
- POUJOL (Geneviève), *L'éducation populaire : histoire et pouvoirs*, Paris, les Editions ouvrières, 1981, 255 p.
- POUJOL (Geneviève), dir. *L'éducation populaire : le tournant des années 70*, Paris, L'Harmattan, collection « Débats jeunesse », 2000, 249 p.
- POUJOL (Geneviève), *Guide de l'animateur socioculturel*, Paris, Dunod, 1996.
- POUJOL (Geneviève), *Profession : animateur*, Toulouse, Privat, collection « Pratiques sociales », 1989, 223 p.
- ROUDET (Bernard), dir., *Des jeunes et des associations*, Paris, L'Harmattan, collection « Débats jeunesse », 1996, 268 p.
- SIMONOT (Michel), *Les animateurs socioculturels*, Paris, Presses universitaires de France, 1974.
- SUE (Roger), *Temps et ordre social : sociologie des temps sociaux*, Paris, Presses universitaires de France, 1994, 313 p.
- SUE (Roger), *Renouer un lien social : liberté, égalité, association*, Paris, Odile Jacob, 2001, 256 p.
- TABARD (Nicole), dir., *La vie associative et son financement : enquête réalisée par le FONJEP avec la collaboration de l'Insee et du CREDOC*, Paris, La Documentation française, 1990, 106 p.
- TCHERNONOG (Viviane), *Gestion des politiques sociales locales : analyse du recours communal aux associations*, Paris, Commissariat général du Plan, LES, 1991.

Articles et numéros spéciaux de revues

- ARCHAMBAULT (Edith) et TCHERNONOG (Viviane), « Le poids économique du secteur associatif », *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives*, vol. 73, n° 253-254,
- BRUNEAU (Chantal), RIOUX (Jean-Pierre), « Les associations en France, 1930-1980. Essai de bibliographie rétrospective », *Revue des études coopératives*, décembre 1981, pp. 120-164.
- « Culture et service public : quelles évolutions pour les interventions culturelles des collectivités publiques ? », *AJDA, l'actualité juridique*, numéro spécial, 20 septembre 2000, 160 p.
- FORSE (Michel), « Les créations d'associations : un indicateur du changement social », *Observations et diagnostics économiques*, n° 6, janvier 1984.
- GAGNIER (Olivier), « La participation associative en Europe et dans le monde », *Agora Débats Jeunesse*, n° 21, 3^e trimestre 2000.
- « La générosité, monopole d'État », *Lettre de la FRAP (Fondation pour la recherche sur les administrations publiques)*, n° 27, 1991.
- « La liberté d'association », *Après-demain*, n° 428-429, octobre-décembre 2000, pp. 3-42.
- « Loi 1901 sur les associations. Cent ans, toutes ses dents », *Politis*, hors série n° 31, mars 2001.
- POUJOL (Geneviève), « Action culturelle, action socioculturelle », *Les Cahiers de l'Animation*, n° 30, 1979.
- « Qu'est-ce que le tiers secteur ? Associations, économie solidaire, économie sociale », *Sociologie du travail*, n° 42, 2000.
- ROUDET (Bernard), « Bilan des recherches sur la vie associative », *Revue de l'économie sociale*, n° 14, 1988.
- ROUDET (Bernard), « L'évolution de l'appartenance associative des jeunes », *Agora Débats Jeunesse*, n° 20, 2^e trimestre 2000.
- SIMONOT (Michel), « La culture en débat », in ABIRACHED (Robert), éd., *La décentralisation théâtrale*, Actes Sud Papiers, tome III, 1994.
- TCHERNONOG (Viviane), « Trajectoires associatives : premiers éléments sur la mortalité des associations », *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives*, n° 272, 2^e trimestre 1999, pp. 26-44.
- « L'utopie associative », *Projet*, n° 264, pp. 35-121.
- « Vie associative et démocratie : éloge de la fragilité », *Economie et Humanisme*, n° 355, décembre 2000.

Études citées du SER/DEP

- ET 1 : « Des chiffres pour la culture », in *L'expansion de la recherche scientifique*, n° 21, déc. 1964, 40 p.
- ET 3 : *Le Développement culturel d'une petite ville et sa région : la région de Saint-Dié*, SER, Centre d'action sociale des Vosges, 1965, 283 p.
- ET 4 : *Enquête ORLEC (Organisation Régionale Loisirs et Culture). Région rurale Lyon-sud Vienne-nord. Étude sociologique sur l'animation et les équipements sociaux-culturels (sic) de la région*, par P. CUNY, R. DAILLE, Th. LAURAS, M.-J. SUBLET, Institut de sociologie, 1964, pagination multiple.
- Cahier I : Monographie de l'ORLEC, 26 p.
 - Cahier II : Morphologie sociale de la région. Étude de terrain, 19 p.
 - Cahier III : L'enquête auprès des jeunes (15-25 ans) de la région, 29 p.
 - Cahier IV : Rapport de synthèse, 12 p.
- ET 6 : *Le grand ensemble de Massy-Antony : horaires de travail, occupations des loisirs, aspirations culturelles*, CNET et SER 1964, 117 p.
- ET 8 : J.-P. IMHOF, *Contribution à l'étude de la demande d'animateurs et cadres d'animation en France*, Équipe d'observation sociologique, 1966, 51 p.
- ET 22 : *Les loisirs en France*, par J.R. CARRÉ et Joffre DUMAZEDIER, Centre de recherche d'urbanisme et groupe « Réflexions pour 1985 », Paris, La Documentation française 1964, 1051 p. et supplément de 15 p. « Données statistiques sur le loisir 1966-1971. Supplément au recueil statistique 1945-1966 », par Joffre DUMAZEDIER et J.R. CARRÉ, assistés de C. GUINCHAT.
(liste des associations culturelles locales au cours du IV^e Plan 1962-1965, pp. 519-522.)
- ET 38 : *Besoins et planification de l'action culturelle à Annecy*, par Joffre DUMAZEDIER, Nicole SAMUEL, 1969, 500 p.
- ET 43 : *Les activités culturelles dans la communauté urbaine de Lyon*, par le Groupe de sociologie urbaine, étude demandée par le SER du Ministère des affaires culturelles, 1970, 119 p.
- ET 44 : *Les problèmes d'animation culturelle dans les villes de banlieue à vocation résidentielle*.
- Tome I : *La perception par les habitants de Sceaux-Bourg-la-Reine de leur cadre de vie* (Essai d'approche psychosociologique), par Guy MILLIARD (en collaboration avec Jacques MATHOU), Ministère des affaires culturelles, Service « Études et Recherches », décembre 1970, 60 p.
 - Tome II : *Les sorties de loisirs des habitants de Sceaux-Bourg-la-Reine* (enquête par sondage), par Guy MILLIARD (en collaboration avec Marie-Cécile CAMBERLEIN et Bernard MIÈGE), 48 p.

- ET 47 : *Les modalités de l'action culturelle dans une métropole régionale : enseignements de l'exemple nantais*, Société central pour l'équipement du territoire (SOPREC) et Services des études et de la recherche, 1970, 146 p. [pas de nom d'auteur].
- ET 48 : *Éléments pour une planification culturelle à l'échelon local*.
 1^{re} partie : *Analyse financière détaillée des comptes culturels de la Ville de Rennes*, février 1969, pagination multiple.
 2^e partie : *La programmation et l'implantation des équipements culturels et socioculturels dans le tissu urbain de la Ville de Rennes*, pagination multiple.
 3^e partie : *Relations entre les organismes culturels et la maison de la Culture de Rennes*, par Armel HUET, 194 p.
 4^e partie : *L'exercice de la profession d'animateur dans les associations et les équipements sociaux et socioculturels*, 99 p.
- ET 56 : *L'animation culturelle en milieu rural*, par Paul HARVOIS, Marc COULON, Marie-Christine FREIRE, Patrick HAMELIN, du Groupe de recherche et d'éducation pour la promotion (GREP), pour le Ministère des affaires culturelles, 1971-1972, 113 p.
- ET 57 : Jeanne GIRARD, Didier BÉRAUD, *Une aventure culturelle à Grenoble, 1965-1975*, Grenoble, 1979, 221 p.
- ET 92 : *Le chant grégorien en France*. Enquête nationale effectuée pour le compte du Ministère des affaires culturelles, par Benoît NEISS, 1973-1974, 79 p.
- ET 108 : *Les centres de formation d'animateurs culturels et socio-culturels*, daté du 1^{er} janvier 1975, 163 p. Pas d'auteur. Catalogue d'une cinquantaine de fiche de centres de formation (adresses, conditions...)
- ET 110 : *Les actions d'animation dans les villes nouvelles, 1971-1975*, Julien GIUSTI (dir.), mars 1976. Trois tomes, réunis un seul volume, pagination multiple, environ 400 p. :
 Tome I : « La naissance d'une vie de quartier » (p.1-139).
 Tome II : « Quelques pièces significatives » (p.1-124).
 Tome III : « Animation audio-visuelle » (p.1-138).
- ET 128 : *Dix ans d'action culturelle à Grenoble (1965-1975). Éléments pour un bilan* ; Bernard GILMAN (dir.), SER, Ministère de la culture, Service évaluations de la Ville de Grenoble, Grenoble, 1977, pagination multiple, environ 800 p.
- ET 130 : *Les associations culturelles régionales et départementales*, par François BURCKARD, Secrétariat d'État à la culture, Service des études et de la recherche, 1976, pagination multiple.

- ET 137 : *Pour*, n° 59, mars-avril 1978, dossier spécial « Les associations : problèmes actuels, bénévoles, militants et professionnels », 101 p.
- ET 141 : Lieux d'activités culturelles, 39 Jura, Ministère de la culture et de l'environnement, Service des études et de la recherche, 1977, non paginé, environ 120 p.
- ET 149 : « Le fonds d'intervention culturelle. Bilan et perspectives », numéro spécial de la revue *Les cahiers de la culture et de l'environnement*, février 1978, 64 p.
- ET 165 : *Annuaire statistique de la culture*, 1960-1970, puis 1970-1974, Paris La Documentation française, 1977 et suiv.
Énorme compilation statistique en 21 volumes, touchant tous les aspects de la vie culturelle (établissements, industrie, économie, usagers) et aussi le milieu associatif (MJC, centres de formations artistiques subventionnés, foyers de toutes sortes...), entre 1960 et 1985. Idéal pour les historiens qui ont du courage.
- ET 167 : *Atlas culturel*, Ministère de la culture et de l'environnement, Service des études et de la recherche, 1977, 543 p.
- ET 175 : *Les associations et comités culturels régionaux et départementaux*, enquête effectuée par Dominique JAMET et Danielle ROBIN, Ministère de la culture, Mission de développement culturel, Service des études et de la recherche, septembre 1980, 311 p.
- ET 181 : *Les centres de services pour les associations*, Ministère de la culture, Mission de développement culturel, Service des études et de la recherche, mai 1981, 183 p.
- ET 182 : *Pour une politique de l'emploi dans le secteur culturel*, Ministère de la culture, Mission de développement culturel, Service des études et de la recherche, février 1980, 63 p.
- ET 192 : Pierre BELLEVILLE, *Action culturelle dans les grands ensembles. Évaluation de six expériences*, Ministère de la culture, Mission de développement culturel, Service des études et de la recherche, 1980, 60 p.
- ET 194 : Pierre MOULINIER, *Évaluation du programme des emplois d'utilité collective dans les domaines culturel et socioculturel*, Groupe de recherche pour l'éducation permanente (GREP), septembre 1980, 83 p., annexes.
- ET 206 : *Dix années d'intervention du FIC en Languedoc-Roussillon*, Ministère de la culture, Service des études et de la recherche, s. d. [1982], 115 p.
- ET 211 : Henri GIORDAN, *Démocratie culturelle et droit à la différence*, rapport présenté à M. Jack LANG, Ministre de la culture, février 1982, 153 p. (publié à La Documentation française en 1983).

- ET 223 : *L'innovation culturelle ; l'action culturelle en milieu rural, évaluations*, par Pierre MOULINIER. Rencontres d'Arc-et-Senans, novembre 1978, pagination multiple.
- ET 229 : *L'animation culturelle scientifique et technique en France, 1969-1980*, par Michel CROZON, Nathalie HEINICH, Colette LOUSTALET, André MARTIN, Groupe de liaison pour l'action culturelle scientifique, Ministère de la culture, Direction du développement culturel, Service des études et de la recherche, octobre 1983, 165 p.
- ET 231 : *Étude pour une politique de développement culturel dans les Hautes-Alpes*, par Jean-Michel VIEILLARD, 59 p. + annexes.
- ET 232 : *Développement culturel et développement économique dans le grand Sud-Ouest*, par J. CHOSSON et C. ROBILLARD, Service des études et de la recherche, 1983, 134 p.
- ET 234 : *L'économie du domaine musical*, BIPE, La Documentation française, 1985, 379 p.
- ET 237 : *Centre d'accueil, d'animation et de rencontre en Midi-Pyrénées*, P. FRÉZIÈRE (et alii), pagination multiple, Service des études et de la recherche, 1984.
- ET 238 : *Les associations de préretraités en Lorraine*, par Monique LEGRAND, Ministère de la culture, Direction du développement culturel, Service des études et de la recherche, juin 1984, 63 p.
- ET 243 : *Évaluation de la politique de l'emploi dans le secteur culturel*, par Jocelyne CHATRON et Xavier DUPUIS, Ministère de la culture, Direction du développement culturel, Service des études et de la recherche, 1984, 96 p.
- ET 245 : *Cinq années de politique de l'emploi au Ministère de la culture : 1980-1984*, par Natalie MOULINIER, Ministère de la culture, Direction du développement culturel, Service des études et de la recherche, janvier 1985. Tome 1, 263 p. ; tome 2 (annexes), 200 p.
- ET 246 : *Associations et femmes. État des recherches*, par Sylvie FAYET-SCRIBE, Ministère de la culture, Direction du développement culturel, Service des études et de la recherche, avril 1984, 98 p.
- ET 248 : *Le rock à la recherche de lieux*, par Daniel COMMINS, Jan KARZEWSKI, Bruno LION, Ministère de la culture, Service des études et de la recherche, 1985, 206 p. Synthèse publiée dans *Maxi-rock et mini-bruits*, Centre national d'action musicale (CENAM), décembre 1984.
- ET 255 : *Répertoire des associations culturelles régionales*, par Natalie MOULINIER, Ministère de la culture, Direction du développement culturel, Service des études et de la recherche, La Documentation française, décembre 1985, 225 p.

- ET 259 : *L'action socio-culturelle à Grenoble*, par Mireille PONGY, Grenoble, IREP-CEPS, avril 1985, 84 p.
- ET 260 : *Cultures populaires urbaines. Les habitants de trois quartiers rennais*, par Monique LAIGNEAU, LARES et Ministère de la culture, Service des études et de la recherche, 1985, 213 p.
- ET 279 : *Économie et culture : les outils de l'économiste à l'épreuve*, par Xavier DUPUIS et François ROUET, vol. 1, 4^e Conférence internationale sur l'économie de la culture, Avignon, 12-14 mai 1986, La Documentation française, 1989.
- Économie et culture : culture en devenir et volonté publique*, par Augustin GIRARD et Sabine DIDELOT, vol. 2, 4^e Conférence internationale sur l'économie de la culture, Avignon, 12-14 mai 1986, La Documentation française, 1989.
- Économie et culture : industries culturelles*, par François ROUET, vol. 3, 4^e Conférence internationale sur l'économie de la culture, Avignon, 12-14 mai 1986, La Documentation française, 1989.
- Économie et culture : de l'ère de la subvention au nouveau libéralisme*, par Xavier DUPUIS, vol. 4, 4^e Conférence internationale sur l'économie de la culture, Avignon, 12-14 mai 1986, La Documentation française, 1989.
- ET 280 : *Évaluation et développement culturel* (Ville d'Annecy), Annecy, Imprimerie municipale et Département des études et de la prospective du Ministère de la culture, 1987 et 1988.
- Tome 1 : *Rapport de Synthèse*, par Pierre JACQUIER, 145 p. Ville d'Annecy, Direction [Département] des études et de la prospective du Ministère de la culture et de la communication.
- Tome 2 : Rapport par domaine : *Danse* (44 p.), *Théâtre* (52 p.), *Lecture publique* (55 p.), *Musique* (35 p.), *Patrimoine* (28 p.), *Cinéma et Audiovisuel* (35 p.), *Arts plastiques* (30 p.), pagination multiple (total : 280 p.)
- Tome 3 : *Notes méthodologiques*, 101 p.
- ET 281 : *De Gaulle et Malraux*, colloque organisé par l'Institut Charles-de-Gaulle les 13, 14 et 15 novembre 1986, Paris, Plon, 1987, 323 p. En particulier : Bernard ANTHONIOZ, « Le rôle d'André Malraux dans l'histoire de la politique culturelle de la France », pp. 203-214 ; et Charles-Louis FOULON, « André Malraux, ministre d'État et le Ministère des affaires culturelles », pp. 221-240.

- ET 282 : *Les départements et l'action culturelle. Rencontre nationale du Palais du Luxembourg, 8 et 9 avril 1987*, Paris, La Documentation française, 1987, 150 p.
- ET 284 : *Églises, chapelles et temples de France : un bien commun familial et menacé. État et utilisation des lieux de culte*, par Bernadette DUBOSCQ et Pierre MOULINIER, Paris, La Documentation française, 1987, 187 p.
- ET 285 : *Les modes d'utilisation du magnétoscope* par Catherine DUPIN, Ministère de la culture, DEP, 1987, 95 p. + annexes.
- ET 289 : *Au nom du livre : analyse sociale d'une profession. Les bibliothécaires*, Ministère de la culture, DEP, Centre Georges Pompidou, BPI, La Documentation française, 1988, 230 p.
- ET 291 : *La politique culturelle de la France*, par Robert WANGERMÉE et Bernard GOURNAY, Conseil de l'Europe, La Documentation française, 1988, 394 p.
- ET 295 : *Les dépenses culturelles des ménages*, par Olivier DONNAT, Paris, La Documentation française, 1989, 75 p.
- ET 298 : *Guides des aides aux associations culturelles*, deuxième édition actualisée, par Pierre MOULINIER et Anne VINCENT, Paris, La Documentation française, 1989, 93 p.
- ET 301 : *André Malraux, unité de l'œuvre, unité de l'homme*, sous la direction de Christiane MOATTI et David BEVAN, Paris, La Documentation française, 1989, 381 p. en particulier : André HOLLEAUX, « André Malraux ministre », pp. 327-338.
- ET 302 : *Les politiques culturelles des villes et leurs administrateurs* par Mario D'ANGELO, Erhard FRIEDBERG, Philippe URFALINO, Paris, La Documentation française, 1989.
- ET 309 : *Typologie des associations culturelles*, par Isabelle BENJAMIN, Gérard MASSON, Jacqueline MENGIN, Paris, FORS et Ministère de la culture et de la communication, Département des études et de la prospective, janvier 1989, 158 p.
- ET 340 : *Production et consommation du rock à Lyon*, par Gérard BOUGEAT, Norbert BANDIER *et alii*, GRIM, Lyon, 1986, 89 p.
- ET 340 bis : *Enseigner le chant choral. Enquête sur les centres régionaux d'art polyphonique*, par Yves HULOT, 1992, 230 p.
- ET 354 : *Équipements culturels territoriaux. Projets et modes de gestion*, édité par Michel Gault, Paris, La Documentation française, 1994, 199 p.
- ET 378 : *Les amateurs. Enquête sur les activités artistiques des Français*, Olivier DONNAT, Ministère de la culture, Département des études et de la prospective, La Documentation française, 1996, 232 p.

- ET 379 : Le poids économique des activités artistiques amateur, par Romuald RIPON, Ministère de la culture, Département des études et de la prospective, 1996, 126 p.
- ET 385 : *Les usages du contrat emploi-solidarité dans le domaine culturel*, par Bernard SIMONIN *et alii*, Ministère de la culture, Direction de l'administration générale, Département des études et de la prospective (Observatoire de l'emploi culturel), 1996, 286 p.
- ET 401 : *Les activités artistiques amateur dans le cadre associatif. Le rôle des fédérations et des associations nationales. Rapport de synthèse*, par Romuald RIPON, Ministère de la culture, Direction de l'administration générale, Département des études et de la prospective, 1997, 122 p.
- ET 403 : *Les emplois du secteur de la culture en Champagne-Ardenne*, par Corinne MORETTEI, Ministère de la culture, Département des études et de la prospective, 1997, 147 p. + annexes.
- ET 416 : *Choristes et Chorales. Pratiques en amateur du chant choral*, François MÉNARD, Christophe ROBERT, FORS Recherche sociale, Ministère de la culture et de la communication, Département des études et de la prospective, 2000, 99 p.
- ET 417 : *Commerce électronique et produits culturels*, par le BIPE et ÉRASE, sous la direction du Département des études et de la prospective, Paris, La Documentation française, 2000, 182 p.

Eric BARON, avocat à la Cour, spécialiste du droit des organismes sans but lucratif et des collectivités territoriales, coauteur du Lamy associations et du Multiacte Association (LGDJ), membre du comité de rédaction de la revue Juris Associations.

À lire : BARON (E.), « Les modes de gestion privée du service public culturel », *AJDA l'Actualité juridique*, n° spécial, 20 septembre 2000.

Pierre MAYOL, chargé d'études au département des études et de la prospective du Ministère de la culture et de la communication.

À lire : MAYOL (P.), *Les enfants de la liberté : études sur l'autonomie sociale et culturelle des jeunes en France 1970-1996*, Paris, L'Harmattan, « Débats jeunesse », 1997.

Pierre MOULINIER, ancien chargé d'études au Département des études et de la prospective et ancien responsable des études à la Direction de l'architecture et du patrimoine, cofondateur de la Société française des chercheurs sur les associations (SFCA).

À lire : P. MOULINIER, *Les politiques publiques de la culture en France*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 1999.

Geneviève POUJOL, présidente de la Société française des chercheurs sur les associations (SFCA), ancienne rédactrice en chef des *Cahiers de l'animation* à l'Institut national d'éducation populaire de Marly, ancien chercheur au Laboratoire de sociologie du changement des institutions à l'IRESO.

À lire : G. POUJOL, *L'éducation populaire : histoire et pouvoirs*, Paris, les Éditions ouvrières, 1981. et G. POUJOL, dir. *Éducation populaire : le tournant des années 70*, Paris, l'Harmattan, collection « Débats jeunesse », 2000.

Michel SIMONOT, ancien chargé de mission à la Direction du développement culturel, maître de conférences (psychosociologie) à l'Université de Rouen et à l'Université Paris III.

À lire : Michel SIMONOT, « La culture en débat », in ABIRACHED (Robert), éd., *La décentralisation théâtrale*, Actes Sud Papiers, tome III, 1994.

Viviane TCHERNONOG, économiste spécialisée dans l'étude des politiques sociales locales, chargée de recherches au CNRS (MATISSE-LES), Maison des sciences économiques.

À lire : Viviane TCHERNONOG, *Gestion des politiques sociales locales : analyse du recours communal aux associations*, Paris, Commissariat général du Plan, LES, 1991.

Loïc VADELORGE, maître de conférences à l'Université de Versailles-Saint-Quentin, auteur d'une thèse sur l'histoire culturelle de Rouen entre les deux guerres. Ses travaux portent sur l'histoire culturelle (politiques et pratiques), l'histoire des politiques du patrimoine et l'histoire des villes nouvelles.

À lire : « Les sociabilités musicales à travers les âges », sous la direction de L. VADELORGE et Ludovic TOURNÈS, *Cahiers du GRHIS*, n° 6, 1997.

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 – Évolution du nombre annuel moyen de créations d'associations culturelles entre 1975 et 1997	35	Tableau 15 – Poids économique des secteurs d'activité.....	44
Tableau 2 – Répartition des associations culturelles actuellement en activité selon leur date de création	36	Tableau 16 – Structure des ressources des associations culturelles	44
Tableau 3 – Répartition des associations selon leur date de création	36	Tableau 17 – Structure des ressources des associations culturelles selon leur taille	45
Tableau 4 – Évolution de la part des associations culturelles dans le secteur associatif entre 1990 et 1999.....	38	Tableau 18 – Fréquence des relations financières entre les associations culturelles et les pouvoirs publics	47
Tableau 5 – Effectifs des associations selon le secteur d'activité et l'existence d'emploi salarié	39	Tableau 19 – Concentration des financements publics dans les budgets des associations culturelles	47
Tableau 6 – Répartition des associations culturelles selon la taille du budget annuel	40	Tableau 20 – Répartition des ressources budgétaires entre les associations culturelles	48
Tableau 7 – Répartition des associations culturelles selon le nombre de personnes salariées	40	Tableau 21 – Répartition des financements publics des communes, des départements, des régions et de l'État selon les secteurs d'activité en 1999.....	48
Tableau 8 – Aire d'intervention des associations culturelles	40	Tableau 22 – Répartition de l'emploi salarié dans les associations culturelles	49
Tableau 9 – Répartition des associations culturelles selon les logiques d'action	41	Tableau 23 – Nombre moyen d'employés par association selon le secteur d'activité.....	49
Tableau 10 – Répartition des associations culturelles selon le statut principal d'occupation des locaux.....	41	Tableau 24 – Répartition des emplois salariés dans les associations selon le secteur d'activité	50
Tableau 11 – Répartition des associations culturelles selon le lieu d'hébergement	42	Tableau 25 – Répartition des emplois salariés et des bénévoles selon le secteur d'activité.....	50
Tableau 12 – Fréquence d'appartenance à des réseaux selon le secteur d'activité.....	42	Tableau 26 – Estimation du nombre de bénévoles en EPT par secteur d'activité.....	51
Tableau 13 – Fréquence d'appartenance à un ou plusieurs réseaux des associations culturelles selon leur budget annuel	43	Tableau 27 – Répartition des bénévoles dans les associations culturelles.....	51
Tableau 14 – Budget moyen selon le secteur d'activité et l'existence d'emploi salarié dans l'association.....	43	Tableau 28 – Estimation du nombre de Français âgés de 15 ans et plus qui pratiquent une activité artistique en amateur dans un cadre associatif.....	116